

idées

AMÉRIQUE

Deux siècles et deux ans

par ALAIN CLÉMENT

« Rien ne fait mieux comprendre le souverain être que l'impossibilité de le concevoir. »
(Terzultien, cité par Chateaubriand dans sa lettre à Fontanes de décembre 1800).

Les historiens de l'Ouest et de l'Est ont célébré en 1976 le bicentenaire de la révolution américaine. Les premières coups de feu tirés par les insurgés contre les troupes britanniques commencent à résonner à l'instar de la Terre. N'est-il pas significatif que ce vers de Emerson ait été cité par l'ancien président Sarkozy dans son discours d'ouverture de la conférence de Bandung, qui coïncidait avec le cent quatre-vingtième anniversaire de l'immortelle fusillade ?

Pourtant, si son écho demeure vibrant, ses ondes de choc n'ont pas traversé la planète. Certes, l'imagination était alors en Europe, un peu partout, contre le pouvoir, et l'exploit américain, brillamment orchestré, fit passer un vent de contestation sur « les trônes et les dominations » du Vieux Monde. Mais concordances et connexions ne suffisent pas à créer une causalité. La Révolution française n'est pas la fille de la révolution américaine, malgré tout ce que la première, au moins à ses débuts, emprunta à la seconde. C'est bien plutôt la jeune république d'outre-Atlantique qui sera secouée par les remous intérieurs et extérieurs, qui ne tarderont pas à provoquer les suites de 1789 — ce 1789 qui est à l'intersection de deux mouvements en sens contraire : le départ de l'« esclavage » révolutionnaire français, et le « redoublement » sur le terrain d'une nouvelle légitimité consacrée aux États-Unis par la ratification populaire de la Constitution élaborée à Philadelphie.

Des Anglais « livrés à eux-mêmes »

Sans doute ne manque-t-on pas d'ingénieuses raisons pour expliquer qu'il n'y a pas eu transmission du message révolutionnaire américain. Et d'abord, était-il si révolutionnaire ? Il y a plus d'un demi-siècle que les historiens américains en débattent entre eux sans aboutir à une conclusion ni même à des thèses nettement tranchées. Ce qu'on reproche, ressort clairement de ses grands textes, à commencer par la Déclaration d'indépendance, c'est que, la révolte de colons américains se transformant en un mouvement d'une continuité quasiment préhistorique, et intrinsèquement conservatrice, qu'elle invoque le droit naturel ou la coutume d'autogestion politico-administrative léguée par la couronne britannique.

De plus, les dangers de « débordement » de l'insurrection américaine furent conjurés du fait même que, à la différence de tant d'autres, elle s'adressa aux riches, de son déclenchement à la stabilisation qui suivit son triomphe. Cette révolution-là n'a pas « dévoré ses enfants », pour reprendre une formule classique. Elle les a élevés dans le respect de ses « pères fondateurs » et de leur modération légaliste. Peut-être même est-elle remontée dans sa genèse plus haut que la « paternité » immédiate. Est-ce qu'elle ne serait alors venue aussi pénétrer que lorsqu'il regarda les Américains non pas comme une race nouvelle, mais comme des Anglais « livrés à eux-mêmes », démentis, occupés de la « masse des siècles et des penseurs héréditaires, retrouvant l'énergie primitive et presque sauvage de leurs lointains ancêtres. Quel étonnant, dans cette perspective, qu'une révolution si bien tenue en main, si fortement accouchée à l'« acquis du passé, au privilège des vertus bourgeoises, primées par rapport à tout futurisme social et même à un quelconque « projet de société » ? Non que ses initiateurs et ses apologistes n'aient pas eu conscience des « antagonismes de classe » et du paradoxe éclatant qu'il y avait à se dresser contre la « tyrannie »

de Sa Majesté tout en pratiquant l'esclavage. Ces antagonismes, on les désamorçait au moyen des « savants mécanismes démentis » dans les articles du *Fédéralisme* et dans tant d'autres écrits des grandes plumes de ce qui fut le bref âge d'or de la réflexion politique américaine. Quant à la contradiction « cela va gâster », il n'était que de l'insister comme telle, incidemment, en attendant des jours meilleurs.

Du reste, ces vertus privées ne se réduisent pas à l'observation de maximes primitives du style : « ni tuer ni voler ». Elles impliquent, seulement, le renoncement à une morale collective, à une conception non du simple équilibre mais de l'équité. La République américaine n'hésitait pas à ses origines s'appuyer sur le groupe : l'indépendance de tous reposait sur l'indépendance psychologique et matérielle d'individus que la propriété (et la frugalité) plaçait au-dessus des pressions et des passions « corruptrices ». Cette primauté de la propriété, égale à la liberté, cette plus-value accordée à la capacité d'autonomie de la personne humaine (digne de ce nom), engendrent une transparence muette, un idéal statique, et stoïque à la fois, presque aussi exorbitant que celui de l'« unicité ».

Et puis, tout d'un coup, qui tout d'un coup, en même temps que ce peuple qui n'est pas encore un peuple, dépeuple, et repopule au galop un espace qui l'appelle hors de son retranchement au même temps qu'il recule les « frontières » d'une nation qui n'est pas encore un Etat (le Moyen Âge de l'Amérique), l'univers commença à « s'émanciper » au contact d'un mouvement au cœur d'un quelconque univers inconnu. Le « drame français » de cloches aux voix météoriques, dont le souffle « passe sur la joue » de Karl, le héros de *l'Amérique*, de Kafka, et le laisse interdit, les temps bourdonnants, n'est-ce pas celui qui se communique à l'Europe, si distante encore de l'incommunicabilité du testament révolutionnaire améri-

can ? Mais cette fois, cette réinjection agitote d'abord, industrielle ensuite, productiviste avant d'être de consommation, s'infiltre de partout, réinvente les circuits traditionnels, et s'élance à l'encontre la vapeur en attendant d'inventer l'électricité. Elle est dans la place avant d'en avoir fait le siège. La technique fait paillard à l'honneur, l'immensité d'un instantané planétaire.

Sur le moment, cette transformation n'est pas comprise. Et un siècle plus tard, après une apothéose consensuelle — comment s'en va-t-on pu parler de « paix américaines » ? — elle est à nouveau soit occultée, soit en proie à une mutation qui nous échappe. Récapitulons : la venue s'américainne s'embla avoir été une trouvaille de Baudelaire. Nous sommes autour de 1850. L'Europe est obsédée par le « problème des

nationalités » : elle ne perçoit que très vaguement, à travers des symboles, des crises cabotiques et de rares esprits (dont Marx) qui en pressentent la portée, l'implication économique du globe en train de s'accomplir. Les États-Unis sont, de fondation, même quand ils mesurent entre parenthèses les questions boîtes, polytechniques et « pluralistes » : ils le savent et, surtout, l'étendue dont ils jouissent donne libre champ à des coexistences qui, ailleurs, se traduisent en déchaînement et en drames. L'Europe des « nationalités » n'a pas ces facilités de « disparation territoriale ». Elle n'a plus d'essais ». C'est un « ombrage » réel par des remèdes, qui ont tout loisir de romancer ses incompatibilités et de survoler ses malheurs. Toute revendication est grosse d'un règlement de comptes en puissance.

L'équation broillée

Les « orages désirés » arrivent en chaîne. En 1945, les « nationalités », toutes essangues et déchaînées, la plupart connues, sont jetées au dés par les Deux Grands « multinationaux ». La guerre froide achève de les dégrader. C'est la belle époque du discours sur la technique nivellante et les « blocs » cimentés. Déjà, d'un des nations les plus entées dans son particularisme, Zigmund Freud nous a poussés à l'examen la logique de la situation : il décrit l'avènement de la « société technocratique » qui ne connaît qu'une suprématie, celle de l'innovation perpétuelle dont les États-Unis possèdent le monopole providentiel. « Le reste du monde » ramant dans leur étincelant sillage. Cela, en pleine guerre du Vietnam.

L'équation « États-Unis = progrès inépuissable et insurpassable, dans le domaine de toute société qui se veut « dans la course », est légèrement broillée par cet accident. Serait-ce aussi parce que, s'ils offrent beaucoup à apprendre, ils n'ont justement pas de modèle d'organisation sociale à proposer ? Produire, vendre, distribuer sont les « lois d'airain » de tous les systèmes contemporains, capitalistes ou non. Mais il y a à l'art et à la manière — du moins de l'écart, loin de se combler, s'accroît. Que voit-on de nos jours ? Malgré ces puissants instruments de conditionnement

Le violon de M. Violet

par GABRIEL MATZNEFF

DANS son Voyage en Amérique, Chateaubriand décrit sa rencontre avec M. Violet, maître de danse chez les Iroquois : parmi des hommes et des femmes peinturlurés, emplumés, le corps à demi-nu, un petit Français noir et frisé à l'ancienne, en habit vert comme et jabot de mousseline. M. Violet, en me parlant des Indiens, me disait toujours : « Ces messieurs sauvages et ces dames sauvagesses... Il se louait beaucoup de la légèreté de ses écoliers : en effet, je n'ai jamais vu faire de telles gambades. M. Violet, tenant son petit violon entre son menton et sa poitrine, accordait l'instrument fatal ; il criait en iroquois : « A vos places ! » et toute la troupe sautait comme une bande de démons.

M. Violet est mort, les Iroquois ont été exterminés, et il n'est que d'écouter le radio français, ou d'entrer dans une boîte de nuit, à Paris ou en province, pour se convaincre que, de nos jours, c'est le France qui danse sur des airs et des rythmes américains. Telle est la revanche des quakers, dont Chateaubriand, qui préférait les Indiens aux colons, railait l'esprit ensemble puritain et mercantile. Mais s'agit-il encore de quakers ? L'immigration étrangère, qui, depuis près de deux siècles, s'incorpore sans cesse à la population des États-Unis, a « détruit sa fugitive homogénéité ». Ou les races se mélangent jallit la source de la culture », note Wittke dans un écrit posthume (1). Cela est possible, mais de cet amalgame cosmopolite naissent aussi les tensions contradictoires.

Il semble toujours difficile d'être de gauche et de

La douloureuse passion

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

L'INCOMPRÉHENSION qui existe entre l'esprit français et l'Américain *Way of Life* ne date pas de l'énoncé de quelques vérités premières par le général de Gaulle. Il suffit à cet égard de reprendre l'ouvrage consacré il y a tout juste dix ans par Michel Fontanowski à Talleyrand aux États-Unis (1) : « Il existe, y écrit cet homme politique qui ne passe pas pour particulièrement hostile aux Américains, entre le génie de notre pays et le génie américain un impondérable qui les écarte l'un de l'autre, qui les agace l'un l'autre ». En notre « entré » de citer les relations de voyage de nombre d'émigrés français qui étaient loin d'être tous des légitimistes, lesquels étaient plutôt à Coblenne ou à Londres. Voici ce qu'écrivit par exemple, dix ans après la proclamation de la République américaine, le chevalier de Beaujour : « L'Américain ne perd aucune occasion de s'enrichir. L'homme lui passe tout, calcule tout et sacrifie tout à son intérêt ».

La France et l'Amérique portent donc la marque de deux natures, ce qui explique l'alternance de fascination et de répulsion qui marque leurs rapports. Il y a quelques années, le pays qui ne nous a jamais réglé le solde de la vente de la Louisiane nous rappelait périodiquement nos

Nous sommes devenus si convenables...

A cela, comment résister sans changer de camp ? Du temps du général de Gaulle, on disait notre roideur cause de l'incompréhension — incompréhension inventée d'ailleurs, car chacun « avait parfaitement l'autre » dans le vent. Georges Pompidou eut d'une certaine manière pour continuer la politique de la V^e République sans la proclamer : en cinq ans, il en était à ce point revenu que deux mois avant sa mort, il députa Michel Jobert faire un éclat à Washington. A présent, nous sommes devenus si convenables que personne ne fait plus attention à nous.

Du côté américain, après tant de maladroites et d'échecs, que

peut-on attendre de neuf ? Peu avant de devenir le conseiller, puis le ministre de Richard Nixon, l'inoubliable Henry Kissinger avait publié, sous le titre français de *Malentendus transatlantiques* (2), l'une des meilleures analyses qui soient de la nécessité pour les États-Unis de changer de tout à tout les rapports avec l'Europe, et surtout avec la France. Mais c'était un orgueilleux et, une fois au pouvoir, il fit tout le contraire de ce qu'il avait préconisé lui-même.

Et maintenant ? En juillet de l'année avant-dernière, le rapporté à André Malraux je ne sais plus quel propos messianique du président Carter, qui faisait alors campagne. Ce qui m'attirait cette réplique : « Voilà ce qui arrive quand il n'y a plus de différence entre Ferdinand Llop et Jérôme ». Il est vrai que le messianisme américain nous fatigue d'autant plus qu'il semble ignorer que nous avons une histoire derrière nous. Prenons maintenant les *Illusions* dans l'équilibre des puissances (3), qui est le seul ouvrage de référence que nous possédions sur la pensée politique de Zigmund Brzezinski, dont on croit comprendre qu'il est au président Carter ce que Kissinger fut à ses deux prédécesseurs. Et prenons-le au chapitre sur l'Europe. On y apprend quelle est devenue vraisemblablement en tant que puissance mondiale au sens traditionnel du terme et qu'il est « est donc irréaliste d'envisager un ordre mondial fondé sur la notion d'une Europe qui prendrait activement part aux partages de la puissance les plus traditionnels. (...) C'est pourquoi le concept traditionnel d'un équilibre entre cinq grandes puissances (États-Unis, Europe, U.R.S.S., Chine et Japon) tel que le proposent Nixon et Kissinger est tout simplement hors de propos ».

Bref, dans l'esprit du conseiller du président américain, on avait été beaucoup trop loin dans le sens du partenariat. Voilà qui, je pense, devrait clarifier les relations tant franco-américaines qu'inter-européennes. Mais il n'en sera rien avant longtemps, puisque la politique de la France n'est plus en Europe de procéder mais de suivre. L'affaire de Concorde n'était pas un plaisir, en « énergie desquels » pour toujours mériter le qualificatif Cocteau dans sa lettre aux Américains, voici bientôt trente ans : « Américains, écoutez les quelques hommes d'Europe dont les mots ont force d'actes. Ne me reprochez pas mon insolence... Soyez attentifs à la ligne profonde des épaules plus qu'aux entrées qui vous en découvrent des fragments ». Des épaules, et aussi des peuples.

(1) *France de la Cité*, 1967.
(2) *Démocel*, 1967.
(3) *Est de l'Europe*, 1977.
(4) *Grasset*, 1949.

ROBERT LAFFONT

Le premier livre paru en Europe sur la présidence de Jimmy Carter qui mérite d'être publié aux États-Unis.

Pierre Salinger

MARC ULLMANN

4 ans pour changer le monde

Collection Libertés 2000

di


LA VISITE EN FRAN

DISCOURS DE M. CARTER A

lâches à l'ordre du

مكتبة من الأصل

STERN depuis 1840
 GRAVEUR cartes de visite, invitations
 La distinction d'une gravure traditionnelle
 nouveau département
 "Sociétés" pour cartes et papiers de belle qualité
 Atelier : 47 Passage des Panoramas - PARIS 2^e - Tél. 236.94.48-508.96.45

SOLDES

ALEXANDRE
 FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (7^e)

L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
 organisée sous le haut patronage de la CHAMBRE DE COMMERCE
 FRANCO-ARABE et avec le concours de la FONDATION, sous
Semaine Islamique
 DU 16 au 20 JANVIER 1978
 79 Avenue de la République 75011 Paris (métro Saint Marc)
 5 TABLES RONDES animées par M. CHARLES DOMINIQUE
 MESSIAH - ALI HALLAQ - ARKOUN - ARNAUD -
 AUSTRIY - BALUSSEAU - BEN BOUTA - BENCIKIC -
 BERRADA - BLAMONT-BLANC - BLUMEREAU - BOISOT -
 BONNIN - BOURLET - BRUN - CHEVALLIER -
 DEMEULENARRE - DESPRAIRES-DEWITT - DOUILLET -
 DUBOIS-BALFF - LELONG-LEVEAU-LOUCEL - MACKEN
 MONZIE - MOROIS - REAY - ZENGLE - FROST -
 RODDINSON - SARKIS - TAMBE - TROUPEAU - TURKI,
 sur des thèmes économiques, culturels et linguistiques.
 CENTRE D'INFORMATION - ANIMATION CULTURELLE
 Pour recevoir le programme détaillé, écrire au téléphone
 à FESICP 79 Av. de la République 75011 Paris - Tél : 585.50.05

MONDIAL MOQUETTE
PRIX CHOIX STOCK
OFFRE LIMITEE
REMISE: 10% EXCEPTIONNELLE
à la caisse sur tout le stock
Moquette, Aiguilleté, Plastiques, Tapis etc.
POSES ASSUREES **APPORTEZ VOS DIMENSIONS**
 PARIS 19^e : 114, rue Darniermont - Tél : 606-05-73
 SAINT-DENIS : 73, rue de la République - Tél : 820-92-93
 BAGNOLET : 191-193, avenue Pasteur - 5^e arr. Ple des Lilas - Tél : 381-10-48
 BOULOGNE : 82 Bis, rue Gallieni - Tél : 605-45-12
 COIGNIERES (N 10) : près Treppes routes du Pont d'Asnières - Tél : 451-70-12
 FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses, Pres. gare S.N.C.F. - Tél : 471-03-44
 MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 5, Tél : 375-44-70
 SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 15 route de Chantilly - Tél : 950 00 77
 PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz - Tél : 524-72-38
 PARIS 14^e : 90, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans - Tél : 322 34 64
 PARIS 19^e : 144, bd de La Villette, - M^e Colonel-Palidan et J. Jaurès - Tél : 203-00-78

DIPLOMATIE

LA TOURNÉE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

APRÈS LA RENCONTRE D'ASSOUAN

M. Begin : il ne peut y avoir d'autodétermination des arabes palestiniens au sens du droit et de la pratique internationale

De notre correspondant

Jérusalem. — Le rencontre Carter-Sadat d'Assouan, qui avait suscité les appréhensions de ceux qui redoutent en Israël de nouvelles pressions américaines et dans laquelle certains voyaient même une façon de « concilier » les négociations bilatérales qui s'ouvrirent le 15 janvier à Jérusalem, a finalement renforcé nombre d'observateurs dans leur conviction que le président égyptien et le premier ministre israélien sont déjà parvenus à un accord tacite sur les principes généraux de la paix.

Le chef du gouvernement n'a pas caché sa satisfaction au sujet des déclarations des présidents Carter et Sadat à l'issue de leur entretien. Il n'a pas été question d'un Etat palestinien, a souligné M. Begin. Le président Carter s'est contenté d'évoquer la nécessité de trouver une « solution au problème palestinien sous tous ses aspects ». Ce qui laisse la porte ouverte à toutes les interprétations.

Un « danger mortel » pour Israël

Pour le gouvernement israélien, la solution du problème passe par l'octroi de l'autonomie aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, prévu dans le plan Begin. Le premier ministre a toutefois ajouté : « Il ne peut pas y avoir d'autodétermination des Palestiniens dans le droit et la pratique internationale pour le problème des Arabes palestiniens. Il existe une autodétermination pour les Arabes dans les territoires de l'Etat et les Etats souverains », a-t-il dit.

« Il y a maintenant plusieurs millions de Mexicains-Américains aux Etats-Unis, et ils ne demandent pas la création d'un Etat mexicain », a déclaré M. Begin, « et des Etats-Unis. Nous suggérons l'autonomie pour les Arabes palestiniens et la sécurité pour les Juifs palestiniens ».

« Pour nous, autodétermination veut dire Etat indépendant. Nous n'allons pas accepter un tel danger mortel pour Israël, l'O.L.P. s'en emparerait, en un rien de temps ».

Révéle par la télévision israélienne

LE PLAN DE M. BEGIN SUR LE SINAI PRÉVOIT UNE DIVISION EN TROIS SECTEURS

Tel-Aviv (A.F.P.). — La télévision israélienne a révélé, mercredi soir 4 janvier, le plan israélien de règlement du Sinai, tel qu'il a été officiellement soumis au président Sadat.

Le projet, qui prévoit la totale évacuation du Sinai, divise le péninsule en trois secteurs : le premier, à l'ouest, aura le superficie des territoires contrôlés actuellement par l'Egypte, territoires où, selon l'accord intermédiaire, elle est autorisée à maintenir des effectifs réduits.

Le second secteur, au centre, sera totalement démilitarisé, et le troisième, une bande de territoire parallèle aux anciennes frontières israéliennes, sera placé sous le contrôle de l'O.N.U. Dans ce troisième secteur qui assurera leur défense, un contingent juif créé par Israël au-delà des lignes antérieures de la guerre de six jours, notamment au saillant de Rafah.

Israël demande que tout en étant sous souveraineté égyptienne, ces points de peuplement soient soumis à la juridiction civile israélienne et qu'ils soient autorisés à y placer des unités qui assureront leur défense. Le commentateur militaire de la télévision a souligné à ce propos que « les suggestions israéliennes sur ce dernier point sont définies de manière très vague ». La façon dont le souverain égyptien sera compatible avec la présence de forces israéliennes dans les points de peuplement, n'est pas du tout claire, ajoute-t-il.

Mme CARTER à BEAUBOURG

« Very interesting and exciting museum », a écrit Mme Rosalynn Carter sur le livre d'or à la fin de sa visite, mercredi 4 janvier, au Centre Georges-Pompidou. Pendant plus d'une heure, l'épouse du président des Etats-Unis qu'accompagnait Mme Giscard d'Estaing, a parcouru les collections du Musée national d'art moderne, au milieu de la foule des visiteurs.

Guidée par M. Pontus Hultén, qui avait été directeur de la ville, Mme Carter s'est arrêtée devant les œuvres de Dufy jaunes, un Picasso bleu, un Chagall russe, la Tour Eiffel de Duchamp, une sculpture constructiviste de Pevsner. Elle a remarqué la Chaise électrique de Warhol, et exprimé un discret étonnement devant le buste de Ben, bric-à-brac surréaliste et dérivé de la société de consommation.

Le reste de la visite du Centre Beaubourg et la bibliothèque de Duchamp, une sculpture de la ville et l'enfant fut fait au pas de course, réglé par un service de sécurité débordé par la curiosité sympathique du public.

« Un juge fédéral de Kansas-City (Kansas) a rejeté, le vendredi 30 décembre, une injonction de M. Robert Dole, sénateur républicain de ce Etat, visant à interdire la rétrocession à la Hongrie de la couronne de Saint-Étienne, symbole de la nation hongroise. Malgré l'opposition de groupes d'immigrés hongrois aux Etats-Unis, l'administration américaine a décidé récemment que la sécurité d'Etat M. Cyrus Vance, remettrait la couronne — qui se trouve aux Etats-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale — aux autorités hongroises lors de sa visite à Budapest les 6 et 7 janvier. — (Reuter) »

TASS : le président américain n'a pas trouvé chez les Arabes de partisans de la politique de M. Sadat.

(De notre correspondant.)

Moscou. — Dans un commentaire intitulé « Collusion anti-arabe », reproduit par de nombreux journaux de ce jeudi 5 janvier, l'agence Tass analyse pour la première fois la tournée du président Carter au Proche-Orient. « On rattache cette tournée à des tentatives des Etats-Unis de débloquer la politique des arrangements séparés avec Israël, pratiquée par le président Sadat, et de gagner les régimes arabes dits modérés à la politique des concessions unilatérales faites à Tel-Aviv. Dans sa diplomatie au Proche-Orient, Washington soutient l'absence de responsabilité des revendications légitimes des pays arabes et des droits légitimes du peuple arabe de Palestine. Carter s'est d'ailleurs déclaré opposé à la création d'un Etat palestinien. »

Après avoir constaté que, comme il ressort des informations de la presse, le président américain n'a pas réussi à trouver dans le monde arabe de partisans de la politique de Sadat, l'agence Tass insiste une nouvelle fois sur la nécessité de réunir la conférence de Genève.

(Interim.)

« Des dirigeants de l'O.L.P. ont accueilli avec ironie, mercredi 4 janvier, l'évocation des « droits légitimes des Palestiniens » faite par M. Carter à Assouan. M. Mahmoud Labadi, porte-parole de l'Organisation, a notamment déclaré à Beyrouth : « Que M. Carter nous dise où il souhaite voir concrétiser ces droits : sur la Lune ou sur la Terre ? » Le président américain reste dans le vague et semble ne pas savoir ce qu'il veut réellement. Il ne s'agit pas à une superpuissance de ne pas pouvoir formuler une politique sur un problème précis. »

CONNU POUR SES POSITIONS MODÉRÉES

Le représentant de l'O.L.P. à Londres est assassiné dans son bureau

L'O.L.P. a, dans un communiqué publié à Beyrouth, imputé mercredi soir 4 janvier la responsabilité morale du meurtre de son représentant à Londres, M. Saïd Hammami, aux autorités britanniques « tant que ces dernières n'auront pas identifié les criminels ».

Dénonçant ce « crime ignoble », l'O.L.P. affirme que les « assassinats, criminels et terroristes, commis contre le peuple palestinien, n'échapperont pas au châtiement et que la révolte palestinienne les traquera ainsi que les instigateurs du crime ». Le communiqué ajoute que le comité exécutif de l'O.L.P. et le comité central du Fath ont perdu en la personne de M. Hammami un « militant éminent » et un « diplomate chevronné ».

De notre correspondant

Londres. — M. Saïd Hammami, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à Londres, où il était installé depuis sept ans, a été abattu, mercredi après-midi 4 janvier, de trois coups de revolver. Son assassin, décrit par la police comme un « jeune homme brun », bien que poursuivi par plusieurs étudiants arabes travaillant dans les locaux de son bureau à Green Street, a réussi à se perdre dans la foule d'Oxford Street.

L'assassin avait pris rendez-vous avec M. Hammami en donnant un nom que celui-ci n'avait encore voulu révéler. Après avoir fait fonctionner la sonnette de sécurité, il fut admis dans le bureau de l'O.L.P. où se trouvait le dirigeant de l'O.L.P. Les deux hommes étaient seuls. Usant d'un revolver muni d'un silencieux, l'assassin tira par trois fois. Atteint à la tête, M. Hammami succomba aussitôt. Il avait, quand on le retrouva, un cigare (allumé) entre les doigts. L'assassin honteux les étudiants dans le corridor, à l'abri d'un d'un des deux coups de revolver et s'enfuit dans la rue. La police n'exclut pas la possibilité d'une ou plusieurs complaisances, sans apporter toutefois d'autres précisions. Pour le moment, elle n'établit pas de lien entre l'assassinat de M. Hammami et l'espionnage — samedi — d'une bombe dans une automobile, qui avait provoqué la mort de deux membres de l'ambassade de Syrie. Il est en tout cas établi que l'assassinat avait été soigneusement préparé.

Dans la soirée, la protection accordée aux missions diplomatiques d'Irak et des pays arabes.

avait été renforcée et la surveillance des aéroports intensifiée sur ordre de Saïd Hammami, qui avait dirigé la brigade antiterroriste et immédiatement commencé son enquête. Apparemment, les locaux de la Ligue arabe et un « mini-Etat » avaient son bureau n'étaient pas protégés, et un seul homme gardait la porte de la pièce où il recevait ses visiteurs. Le représentant de l'O.L.P. était, en effet, un homme d'un aspect connu et apprécié des milieux politiques et des journaux aux-quels il écrivait régulièrement des colonnes de presse. M. Hammami était un homme respectable. A plusieurs reprises, il avait refusé tout lien avec les groupes terroristes et réclamant de l'O.L.P. prédisant que l'organisation elle-même désapprouvait le terrorisme.

En 1974, il avait donné une interview au journal Chronique, qui plaidait en faveur de pourparlers de paix entre Israël et les Palestiniens. M. Hammami recommandait la coexistence pacifique entre Israël et un « mini-Etat » palestinien à établir sur la rive occidentale du Jourdain et la bande de Gaza, fermée qui, pour beaucoup, était considérée comme un compromis insupportable. M. Hammami pensait que les Juifs et les Palestiniens arabes devaient « apprendre à vivre ensemble » dans des Etats séparés avant d'envisager la création d'un seul Etat.

De toute évidence, M. Hammami était un modéré et, selon le Guardian, on déclare de source arabe à Londres qu'il était « l'homme d'Arafat » et que son assassinat est un « coup direct » porté au leader de l'O.L.P.

HENRI PIERRE

« A l'occasion du premier anniversaire de l'assassinat de Mahmoud Ould Saleh, le 3 janvier 1977, qui tenait la librairie palestinienne de Paris, les « amis de Mahmoud Ould Saleh » et l'Union des écrivains et journalistes palestiniens, organisent un débat sur la situation actuelle au Proche-Orient le vendredi 6 janvier, 20 h. 30, 44, rue de Rennes, 75006 Paris. »

تكونا من الأصل

سكنا من الامم

TS-UNIS

ASSOUAN

Le président américain n'a pas trouvé chez les leaders de partisans de la politique de M. Sadate...

Dans un communiqué... le président américain n'a pas trouvé chez les leaders de partisans de la politique de M. Sadate...

POSITIONS MODEREES

T.O.L.P. à Londres

Le T.O.L.P. à Londres... bureau... positions modérées...

LE CONFLIT ENTRE HANOI ET PHNOM-PENH

Le Cambodge invite plusieurs diplomates en poste à Pékin à se rendre dans sa capitale

De notre correspondant

La radio cambodgienne n'accordait, dans ses émissions du jeudi 5 janvier, qu'une place secondaire au conflit avec le Vietnam...

Pékin. — Plusieurs ambassadeurs en poste à Pékin représentant des pays scandinaves, africains et asiatiques...

S'agissait-il d'une coïncidence dans certains cas, cette tournée à l'intention des diplomates n'en est pas moins un geste tout particulier...

ALAIN JACOB

ASIE

Inde

DES FANATIQUES HINDOUS SERAIENT RESPONSABLES DE LA CATASTROPHE AERIENNE DE BOMBAY

Bombay (A.F.P.). — Un groupe terroriste indien rattaché à la seule fanatique hindoue Anand Marg, aurait provoqué la catastrophe aérienne de Bombay...

Chine

M. Hu Yao-pang, proche collaborateur de M. Teng Hsiao-ping a été nommé au poste-clé de directeur du comité central...

Japon

Un consortium d'une quinzaine de banques japonaises va accorder à l'Indonésie un prêt de 75 millions de dollars...

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

Le PARQUET FEDERAL DE KARLSRUHE a annoncé l'arrestation le 23 décembre à Bad-Nenau, d'un homme et d'une femme domiciliés aux Pays-Bas...

Haïti

UNE LENTE AMELIORATION DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME est constatée en Haïti, indique la Commission internationale de juristes...

Iran

LE PREMIER MINISTRE IRANIEN, M. DJAMCHID AMOZEGAR, a été élu le mercredi 4 janvier secrétaire général du « Rastakhiz »...

Italie

UN ATTENTAT CONTRE LE SIEGE ROMAIN DU JOURNAL IL CORRIERE DELLA SERA a fait un blessé grave, le 4 janvier après-midi.

Mozambique

LE GOUVERNEMENT DE MAPUTO a annoncé mercredi 4 janvier sa décision de nationaliser les banques étrangères...

Ouganda

LE MARECHAL IDI AMIN a lancé, le mercredi 4 janvier, une violente attaque contre la hiérarchie chrétienne d'Ouganda...

Pérou

QUATRE PAYSANS ONT TROUVE LA MORT, et dix autres ont été blessés, le 28 décembre, au cours d'affrontements avec la police...

Pologne

A VARSOVIE, LES CONVENTIONS SUR LES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES ont été publiées par le Journal officiel du 29 décembre...

République Sud-Africaine

DANS UN RAPPORT publié le jeudi 5 janvier, la Commission internationale des juristes estime que les mesures cruelles et répressives...

Union soviétique

L'UNION SOVIETIQUE comptait 260 millions d'habitants en 1er janvier 1978, annonce les Izvestia. L'accroissement en un an est de 0,85 % soit 2 000 000 personnes.

ASIE Les meubles de style... bien sûr CHALET RUSTIQUE 126, rue Legendre PARIS 17

LECTURE RAPIDE Méthode TELEC : amélioration vitesse de lecture et CONCENTRATION INTELLECTUELLE

Je ne suis pas plus bête qu'un homme. Je cherche du travail. Je ne sais plus quoi faire! Lisez le numéro de janvier de COSMOPOLITAN

LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT LANCE "LES CAHIERS" Chaque mois vous trouverez dans les "Cahiers de la Culture et de l'Environnement"...

les cahiers DE LA CULTURE & DE L'ENVIRONNEMENT N° 3 mensuel, quatre francs. Une civilisation à la recherche de ses sources: l'archéologie en France.

AMÉRIQUES

Le Chili « normalisé »

II. — La contre-révolution permanente

De notre envoyé spécial THIERRY MALINIÄK

Dans un premier article (« Le Monde » du 5 janvier) nous avons analysé les principes et les résultats de la politique économique ultra-libérale de la junte au pouvoir au Chili depuis le coup d'Etat de septembre 1973.

Santiago. — « Nous estimons que le Chili est effectivement en état de guerre intérieure. L'ennemi extérieur s'est infiltré à l'intérieur de la nation. La démocratie, traditionnelle et inerte, ne peut survivre lorsque son ennemi s'infiltré partout. C'est le problème de toutes les démocraties occidentales. Si le peuple chilien ne s'était pas légitimement révolté en septembre 1973, nous serions aujourd'hui la première base communiste et castriste en Amérique du Sud... » Notre interlocuteur, en apparence, n'est pas un juriste. Le général Orlando Ossorio est président de la commission de rédaction de la nouvelle Constitution. Ses propos reflètent l'anticommunisme militant de tous les milieux officiels, dont la violence laisse pantois. « Notre anticommunisme n'est pas seulement politique, il est aussi viscéral », affirme récemment le général Gustavo Leigh, commandant en chef de l'aviation, lors d'un congrès anticommuniste latino-américain, qui a eu lieu à Asunción, au Paraguay.

La carte principale

Cet anticommunisme de choc n'est pas que le fruit de l'idéologie ou d'une fixation pathologique. La contre-révolution permanente a sa raison d'être. C'est, avant tout, une arme politique. Victime de l'usure du pouvoir, le régime a conscience que l'antimaoïstisme reste sa principale carte pour colmater les brèches et cimenter l'union autour du gouvernement. « La bourgeoisie chilienne a traité ses idées dévotement et traditionnellement. Elle est maintenant persuadée qu'elle ne peut préserver ses intérêts que dans le cadre d'un régime autoritaire ». Ce jugement pourrait être partagé par un membre de l'Unité populaire, le frère d'un ancien président de la Sofata (le patronat chilien). Pour le gouvernement, il s'agit de maintenir intacte la promesse de tous ceux qui sont persuadés qu'ils auraient quelque chose à perdre avec le retour à un régime démocratique. Les pressions américaines ont cependant incité le président Pinochet à amorcer une institutio-

nalisation de son régime. Il a annoncé l'adoption prochaine d'une Constitution. L'entreprise, en soi, est difficile. Car une Constitution suppose la stabilité. Or la philosophie du gouvernement militaire chilien suppose la guerre permanente. Le général Ossorio a déclaré dernièrement que le président Pinochet, dans une allocution à la jeunesse, appelée par la suite, discours de Chacarillas, avait annoncé son plan de transfert du pouvoir. Jusqu'en 1980, le pays poursuivrait son étape de « redressement » (les structures sociales resteraient inchangées). Une Chambre législative devrait être constituée en 1980, dont la totalité des membres seraient nommés par le président. A partir de 1985, deux tiers des représentants seront élus au suffrage universel. La Chambre désignera alors le président de la République. La junte militaire conservera de toute manière un pouvoir de « veto absolu » sur les décisions de la Chambre.

Dissensions au sein des forces armées

En annonçant un plan de transfert du pouvoir le chef de l'Etat a pris quelques risques. Le général Gustavo Leigh, le plus loquace des membres de la junte, n'a pas hésité à répondre aux journalistes qu'il n'aurait pas été consulté. Ce rôle de premier chef des forces armées considérées comme un retour au système politique « traditionnel » laisserait le pays à découvert face à un possible retour de l'ennemi, et de que le Chili doit ignorer les pressions des Etats-Unis. C'est un courant nationaliste d'extrême droite qui commande notamment le commandant en chef de l'aviation.

Peut-on en conclure qu'apparaissent les premières fissures dans un édifice militaire autrefois monolithique ? L'usure du pouvoir a fait son œuvre, et l'homonogénéité n'est plus aussi parfaite qu'en 1973. La marine, qui avait joué un rôle de premier plan dans la préparation du coup d'Etat, passe maintenant pour la plus favorable à un prompt transfert du pouvoir. Finalement conservatrice, elle s'identifie plus cependant avec les concepts de la vieille droite libérale qui a façonné sa mentalité qu'avec l'esprit de croisade véhément des « durs » de l'armée de terre.

L'aviation pencherait plutôt dans l'autre direction. Le général Leigh, dont l'anticommunisme résistait à l'éclipse, par sa virulence, celui du président Pinochet, s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur d'un système qui donnerait un pouvoir important aux « gremios » (corporations) et à certains syndicats favorables au régime, et qui exalterait les valeurs politiques « traditionnelles ». Il a aussi critiqué, en privé, les orientations « anti-sociales » de l'actuelle politique économique. Il paraît favorable à un système corporatiste classique, d'allure mussolinienne, mais dont la colonne vertébrale serait constituée par les forces armées. Le commandant en chef de l'aviation semble proche du groupe d'extrême droite Patrie et Liberté, chevillé ouvrière du coup d'Etat militaire de 1973, passé maintenant dans l'opposition. M. Pablo Rodriguez, son principal représentant, considéré comme l'ennemi gris du général Leigh, adressait récemment, avec quelques autres personnalités, une lettre ouverte au président Pinochet. Il y critiquait l'essai de créer une superstructure politique sans base populaire et s'en prenait à la politique syndicale.

Un important secteur de l'ex-

trême droite, civile et militaire, a conscience que la stratégie économique actuelle comporte des conséquences sociales, risque d'alimenter l'action de l'ennemi « communiste, dont la disparition constitue l'objectif prioritaire. L'affaire Schneider », qui revient au premier plan de l'actualité à Santiago, est également en train d'exacerber ces contradictions. Le général René Schneider, commandant en chef des forces armées, était « légaliste », et opposé à toute intervention des militaires sur la scène politique. Il fut assassiné en 1970, peu avant l'accession au pouvoir du président Allende. Ce meurtre avait été attribué à des groupes d'extrême droite liés à Patrie et Liberté, désireux de provoquer les forces armées. Les responsables furent condamnés à de lourdes peines de prison. Après l'arrivée au pouvoir du général Pinochet, le verdict devrait être connu très prochainement.

Cette affaire provoque de sérieuses discussions entre militaires. Les pressions sont fortes en faveur d'un système « institutionnel » paraissant décidé à passer outre aux pressions de l'extrême droite, et penche pour un verdict draconien. D'autres signes de dissensions au sein de l'armée de terre sont perceptibles. Le général Odianier Méndez, le nouveau chef de la C.N.L. la Centrale nationale de travailleurs, a été nommé au grade de général de l'ancien chef de la DINA, le colonel Manuel Contreras, semble avoir été accusé qu'à grand-peine par le général Pinochet, contre la tenace opposition de ses pairs. Les divergences entre le chef de l'Etat et son zèle un sujet de discussion monnaie courante. On cite aussi les noms de grades qui seraient favorables à une certaine « ouverture » politique, comme le général Gustavo Toro, recteur de l'Université du Chili, ou son frère Guillaume, commandant de l'importante division d'aviation.

Apparemment, le président peut contrôler tout ce remue-ménage. Le général Pinochet, qui a fait preuve d'une indéniable habileté, conserve la haute main sur ses troupes, surtout dans l'armée de

terre. Depuis 1973, combien d'officiers, considérés comme opposés à la ligne suivie par le chef de l'Etat, ne sont-ils pas finalement rentrés dans l'ombre ? Faut-il rappeler les généraux Avilaes et Falasco, mis prudemment à la retraite ? Le général Bravo, opportunément nommé ambassadeur ? Le général Bonilla, malencontreusement tombé d'un hélicoptère ? Ces disparitions successives n'ont pas affecté sérieusement le régime. Les militaires chiliens n'apparaissent pas clairement divisés en deux secteurs antagonistes. Contrairement au général argentino Videla, le président Pinochet a d'ailleurs réussi à ne s'identifier avec aucun courant. Il est donc reconnu comme l'arbitre. Le caractère « professionnel » des forces armées chiliennes explique que l'institution ait mieux résisté que ses voisines à l'épreuve du pouvoir.

La situation n'est pourtant pas si simple. Le général Pinochet navigue au plus près entre ceux qui exigent la poursuite inflexible de la croisade anticommuniste, et les partisans d'une plus grande modération pour tenir compte de la pression internationale. En 1977, il avait paru desserrer quelque peu la vis. La dernière mesure à être avancée est en mars. C'était la dissolution des partis politiques non encore interdits. Par la suite, alors que les hauts fonctionnaires américains (qualifiés d'inspecteurs) par le général Leigh, ont le franc-parler est bien connu, se succédèrent à Santiago, une certaine ouverture devenait perceptible.

Critiques et remises en question apparaissent dans les revues, notamment Mensaje dirigée par des militaires. Le 15 janvier, un journal par l'équipe rédactionnelle de l'hebdomadaire Ercilla après son rachat par un groupe financier. La répression elle-même s'est avérée plus souple que de solidarité, qui a pris la succession du Comité pro-Faz, défend à Santiago les persécution politiques ; trois cent quinze personnes ont été détenus entre janvier et novembre de cette année pour raisons politiques, ce qui indique un ralentissement de la répression. Les militaires principaux restés en poste sont au nombre de six cent trente-sept.

La limite ouverte enregistrée dans le pays de l'année 1977 paraît avoir fait long feu. Confronté en même temps à une condamnation internationale aux Nations unies, à une sérieuse crise économique, et à un réajustement social, le président Pinochet a-t-il décidé de fermer précipitamment la soupape qu'il avait tenté d'ouvrir ? Depuis la fin de l'année, le régime a décidé de reprendre ses anciennes méthodes. Il a déporté à Putre, dans le nord, sept dirigeants syndicaux ; il a interdit le retour au pays de trois cent membres de personnes disparues qui étaient allées plaider leur cause aux Nations unies.

Les militaires chiliens sont-ils décidés à s'opposer dans un passe ? Nombreux sont ceux qui ont conscience, à Santiago, que

l'avenir politique du pays dépend avant tout du rapport de force au sein des forces armées et que le facteur international joue, depuis le début de 1977, un rôle de premier plan. Le vote à l'Assemblée générale des Nations unies d'une résolution condamnant le Chili paraît avoir provoqué une commotion réelle dans les sphères officielles. Il a accéléré l'organisation d'un plébiscite destiné, au départ, à approuver la nouvelle Constitution. Les partisans du régime ont été à la discrimination ; pourquoi l'ONU s'ingère-t-elle à condamner sciemment, et avec une telle insistance, le Chili, alors que tant d'autres pays sont accusés de violer les droits de l'homme ? Le pouvoir, il est vrai, fait les frais de sa diplomatie exaltée. Contrairement aux militaires brésiliens ou argentins, dont l'anticommunisme est une croix vaine, l'accommodement d'un diplomate ouvert à tous les pays, le régime chilien a fait de sa politique internationale une croix vaine, vaine contre le communisme et l'Union soviétique.

Le président Pinochet paraît spéculer sur un réflexe nationaliste au sein de l'armée, qui devrait serrer les rangs face à l'« incompréhension » mondiale et à la « trahison » des Occidentaux. Ce réflexe isolationniste, aujourd'hui perceptible à Santiago, a ses limites. Il peut mettre en péril la position stratégique du pays, dans une conjoncture internationale difficile. C'est la conséquence de la guerre du Golfe, le plus intransigent, n'est disposé à sous-estimer. Le Chili se trouve en difficulté avec tous ses voisins. La tension avec le Pérou, si elle est quelque peu déceinte, reste réelle et devrait subsister jusqu'en 1979, année du centenaire de la guerre du Pacifique. Le plébiscite des négociations pour l'accès de la Bolivie à la mer a amené le gouvernement de La Paz à rappeler son ambassadeur à Santiago, sans le remplacer.

Le controversé avec l'Argentine à propos de trois îles du canal de Beagle, au sud de la Terre de Feu, s'est, d'autre part, subitement aggravé en décembre. Membre d'une Sentencia arbitrale internationale qui tranche la querelle en faveur du Chili, les militaires argentins ont remis à Santiago une note très sèche, qui exige qu'on aie le Chili à l'heure actuelle au nombre de six cent trente-sept.

Le phétis dans lequel s'est enfoncé le Chili diminue sérieusement son capacité de négociation. Comment en finir avec l'isolement extérieur sans rompre l'isolement intérieur ? L'un n'est-il pas, en fin de compte, le reflet de l'autre ? Les militaires de Santiago ne cessent de constater qu'aux Nations unies ils réalisent contre eux la quasi-unanimité. Pensez-ils avoir raison malgré tout ? A force de constater que l'on a raison contre tout le monde on finit par se demander si l'on n'a peut-être pas tort.

Prochain article : LE LENT RÉVEIL DE L'OPPOSITION

APRÈS SON SUCCÈS AU RÉFÉRENDUM

Le général Pinochet n'acceptera pas de commission d'enquête des Nations unies

Santiago (A.F.P.). — Les résultats — encore partiels, mais que les derniers dépouillements ne devraient plus guère modifier — publiés le jeudi 5 janvier par le ministère chilien de l'Intérieur annoncent 75 % de « oui », 20,41 % de « non » et 4,59 % de bulletins blancs et nuls au référendum organisé par le général Pinochet.

Le 4 janvier dans la soirée, le démocrate chrétien, officiellement dissout, a qualifié de « fraude » le référendum. « Tous ceux qui savent ce qu'est le démocrate ne pourront considérer comme valide un plébiscite organisé dans des conditions d'état de siège, et alors que toutes les libertés individuelles sont suspendues », affirme le D.C. dans un document diffusé dans la capitale. Soulignant l'absence de tout contrôle autre que gouvernemental au niveau du scrutin, le document ajoute qu'on ne saurait accorder « le moindre sérieux » à des résultats obtenus dans de telles conditions.

Dès les premiers résultats de ce référendum, organisé afin d'obtenir pour le gouvernement, l'appui du pays face à la résolution des Nations unies concernant les violations des droits de l'homme au Chili, le général Pinochet a souligné, dans une conférence de presse, que les résul-

tats de la consultation constituèrent un « désaveu pour l'ONU », ajoutant que, dès lors, l'éventualité d'élections ne se posait plus à court échéance.

« Le président et le gouvernement militaire ont été renoués aujourd'hui et, désormais, les Nations unies y regarderont à deux fois avant d'intervenir dans les affaires internes du Chili », a-t-il affirmé. « Je me permets de dire à M. Allende qu'il n'y aura de nouveau un Chili que lorsque les règles du jeu auront changé », a ajouté le chef de la junte chilienne. M. Allende de nationalité péruvienne, président de la commission de l'ONU qui a élaboré un document reprochant au gouvernement chilien ses violations des droits de l'homme.

Le chef de la junte a l'intention d'envoyer une lettre au secrétaire des Nations unies l'informant que le Chili ne voulait pas recevoir de commission d'enquête. Le général Pinochet, d'autre part, a annoncé une révélation prochaine de la politique extérieure du Chili et la reconstruction du ministère des affaires étrangères en vue d'une action plus dynamique. Il a également annoncé des mesures visant à une imposition plus rigoureuse des couches économiques les plus favorisées.

La hausse des prix a atteint 63,5 % en 1977 contre 17,43 % en 1976, annonce l'Institut chilien de statistiques. En décembre, le coût de la vie a augmenté de 1,4 %, le plus faible taux mensuel depuis sept ans. — (A.F.P.)

Brésil

Chef des services de renseignement

LE GÉNÉRAL FIGUEIREDO SE DÉCLARE CANDIDAT A LA SUCCESSION DU PRÉSIDENT GEISEL

Brasilia (A.F.P.). — Le général Joao Baptista Figueiredo, chef du service national d'informations — c'est-à-dire des renseignements — a annoncé le mercredi 4 janvier, qu'il succéderait au général Ernesto Geisel à la présidence de la République brésilienne. Le général a fait cette déclaration à la radio Jornal do Brasil. Aucun commentaire officiel n'a été fait jusqu'à présent à ce sujet.

Le mandat du général Geisel doit se terminer le 15 mars 1978 et son successeur doit être élu le 15 octobre 1978 par les membres des deux chambres du Parlement et par des députés des assemblées des Etats fédérés du pays.

CORRESPONDANCE

Une disparition dans le « cône sud »

Nous remercions de M. Jean Ziegler, député socialiste suisse, une lettre où il déclare notamment : Je me permets de m'adresser à vous afin de savoir si vous êtes certain, un de mes étudiants les plus doués : M. Alexis Jaccard. Etudiant en sciences sociales, il est né au Chili le 30 mars 1952. C'est le petit-fils d'un industriel vaudois. Comme des milliers de ses camarades du mouvement étudiant, il est arrêté au moment du coup d'Etat du général Pinochet en septembre 1973, et passe trois mois au stade et dans différentes prisons. Il y souffre la torture. Grâce aux efforts conjugués de ses amis et des autorités internationales et suisses, il peut quitter le Chili et arrive à Genève le 5 septembre 1974. Il reprend ses études de sociologie et de géographie à la faculté. Sa femme chilienne — le rejoint en décembre 1975. Mais son père reste au Chili, sa mère et d'autres membres de sa famille sont en Argentine. Dès le coup d'Etat argentin du 23 mars 1976, la mère de Jaccard trouve refuge dans un des hôtels dont la protection — très relative — est assurée par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Commence alors la longue attente. Alexis a peur que les policiers chiliens et argentins n'utilisent sa mère comme otage. Il entreprend de multiples démarches pour la faire venir en Europe. Le 15 mai 1977, il prend lui-même l'aviation à Buenos Aires. Le 16, il débarque à Buenos Aires le 16. Depuis lors, plus personne n'a de ses nouvelles.

Le 3 juin, le département politique fédéral mandate l'ambassade suisse en Argentine pour entreprendre des recherches. On apprend qu'un inspecteur de la police fédérale est allé chercher — le 25 mai — des affaires personnelles de Jaccard à Thobal, Brésil, à Buenos Aires. L'inspecteur a signé une quittance. Ce document, remis à l'ambassade par la direction de l'Intérieur, est le seul document officiel qui atteste la présence de Jaccard en Argentine (contre la liste des passagers d'Alitalia, vol du 16 mai). Le général Raimundo René Ojeda, chef de la police fédérale argentine, nie toute arrestation.

Le 26 mai, le général Ojeda communique à l'ambassade suisse le départ d'un nommé Jaccard, Alexis, « homme d'affaires » pour Santiago. Nouvelles recherches, cette fois-ci, à Santiago. Le 12 juin, le gouvernement chilien informe l'ambassade de Suisse qu'un nommé Jaccard, Alexis, a habité l'hôtel Apart à Santiago, mais qu'il est parti pour l'Uruguay.

De nombreuses démarches ont, depuis lors, été faites auprès des autorités argentines, chiliennes et uruguayennes. Sans succès.

AFRIQUE

Tunisie

La crise entre le pouvoir et les syndicats s'étend à la politique étrangère

De notre correspondant

Tunis. — « Je pense que le durcissement dont on parlait se précise et se clarifie » : telle est la conclusion que le secrétaire général de la Centrale syndicale tunisienne (U.G.T.T.), M. Habib Achour, a tiré devant la presse de la grève de vingt-quatre heures qui s'est déroulée, le mercredi 4 janvier, dans les services dépendant du ministère de l'Agriculture de la région de Tunis et qui a donné lieu à quelques incidents.

Si pour les syndicats le mouvement s'est observé « au moins à 90 % », le ministère de l'Agriculture a annoncé qu'il avait été « relativement peu suivi » à que 70 % des ouvriers agricoles avaient rejoint leur travail dans l'après-midi. Le ministre dénonce, dans un communiqué, l'action d'« éléments irresponsables ».

Quoi qu'il en soit, la tension sociale, qui semblait avoir baissé ces jours derniers, va-t-elle remonter d'un cran. Et ce n'est pas la communauté commun plus récemment à Tripoli, après une rencontre, les 25 et 26 décembre, entre les représentants des syndicats libyens et tunisiens, qui risque d'empêcher la crise qui oppose le pouvoir à l'U.G.T.T. Celle-ci, qui conteste déjà le plupart des aspects de la politique économique et sociale du gouvernement, s'oppose en outre au point de vue officiel sur le pro-

blème du Proche-Orient en adoptant les thèses des pays du « Front du refus ».

Ce communiqué, qui n'a été diffusé que par l'agence de presse libyenne (Amal), mais qui circule à Tunis, affirme notamment l'« entière adhésion » des syndicats libyens et tunisiens au « front de la résistance ».

Les deux centrales considèrent que « la déclaration de Tripoli pour l'unification des forces de combat palestiniennes est la meilleure réponse au sionisme et à la réaction arabe menée par le dirigeant traître du Caire » et estiment que « ce qui a été pris par la force et qui n'a été restitué que par la force » est que « le combat contre le sionisme n'est pas un combat de frontières mais d'existence ».

Ce même communiqué annonce, en outre, qu'au cours de la rencontre il a été décidé d'implanter une fédération syndicale de l'U.G.T.T. en Libye, dont la direction sera confiée à un comité ad hoc par les ouvriers tunisiens et travaillant loin de leur milieu environ. Cette fédération, est-il précisé, a pour but d'appuyer les ouvriers libyens et pour servir de pont entre les deux pays frères ».

La crise sociale qui vult au jour

origine un remaniement du cabinet (Le Monde du 26 décembre) a eu, mercredi, d'autres répercussions au sein du parti socialiste destourien.

Remaniement du bureau politique

L'élection, le 23 décembre, du ministre de l'Intérieur, M. Tahar Bekkhouja, et les démissions, les 25 et 26 décembre, des ministres des affaires étrangères et de la santé, MM. Habib Chaïty et Mongi Kooli, devaient initialement amener le départ du bureau politique de ces trois responsables en désaccord avec le politique de l'assemblée ordonnée par le premier ministre, M. Hecl Nouria, qui est également secrétaire général du parti.

En tant que président du parti, M. Bourguiba, qui choisit lui-même les vingt membres de cette instance parmi les solennités élus du comité central, a procédé à leur remplacement. C'est ainsi qu'ont été désignés MM. Abderrahmane Ben Messaoud (président de la Compagnie tunisienne de navigation), Larbi Mallek (secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement) et Mohamed Larbi Abderrazek (député et directeur du journal du parti en langue arabe Al Amal).

MICHEL DEURÉ.

تكونا من الأصل

LA PREPARATION... Intimidant denonc... Comptes fantastiques de MM. C...

حکومت الاحول

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

M. Mitterrand dénonce la « démagogie » de M. Raymond Barre

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a reçu la presse mercredi après-midi 4 janvier au Palais-Bourbon afin de lui présenter le programme commun de gouvernement de la gauche signé en 1972 et complété par les propositions socialistes lors de son actualisation en 1977.

M. François Mitterrand a notamment déclaré : « Avec ce débat d'actualité, nous commençons la campagne électorale, qui, je l'espère, sera toujours une compétition d'idées, de programmes et de projets. Le parti socialiste est un parti prêt à gouverner, c'est-à-dire en mesure de proposer un programme d'action, de le proposer à ses partenaires de la gauche et de préparer le gouvernement de la France dans le cadre des engagements qu'il a pris. Prêt à gouverner, le parti socialiste a tenu à présenter le programme sur lequel il aura à s'engager devant les électeurs. Il s'agit du programme commun tel qu'il est, tel qu'il a été en 1972, certes non tenu de l'évolution des données et des chiffres, intervenus depuis. Car, en 1972, présente par rapport à 1978 un certain nombre de problèmes très dans une situation aggravée, mais tout le reste du programme commun demeure présent et actuel. S'y ajoutent dans le texte publié aujourd'hui, un accord n'ayant pu

intervenir entre les partis de gauche, les propositions socialistes destinées à actualiser ce programme. S'y ajoutent également les propositions nouvelles sur lesquelles un accord a été réalisé depuis 1972. Tel est le projet que le parti socialiste entend, le jour venu, proposer à ses partenaires pour assurer le gouvernement de la France. [...] Le choix du parti socialiste est celui de l'union de la gauche autour du programme commun, mais il ne peut engager que lui-même, même s'il souhaite que chacun à gauche se détermine au nom de l'intérêt public, et notamment de l'intérêt des travailleurs. Le P.S. ira donc au premier tour sur cette base, et, dans le cas d'une victoire au second tour victorieux qui ne sera assurée qu'au prix d'une discipline républicaine, c'est-à-dire la discipline de la gauche, à laquelle les socialistes se plieront. — Le P.S., parce qu'il est et sera le premier parti de la gauche, fera les propositions nécessaires afin que soit constitué un gouvernement sur ces bases. La discussion sera alors ouverte, mais nous aurons dès aujourd'hui annoncé la couleur. »

Le SMIC

Énumérant les principales dispositions sociales contenues dans ce programme commun réactualisé, M. Mitterrand a notamment indiqué que l'allocation vieillesse devrait s'établir autour de 1.800 F.

A propos du SMIC, il a souligné que, après des rencontres avec les organisations syndicales, et afin de prendre en compte la mauvaise tenue des prix, il sera recommandé de relever le chiffre de 2.400 F par mois pour quarante heures. M. Mitterrand a évoqué ensuite les mesures économiques, et notamment l'extension du secteur public. Il a déclaré à ce sujet : « Nous restons ouverts à la discussion quant à la définition des groupes, de leur étendue et de leurs filiales. Nous sommes tous d'accord pour nationaliser ces dernières, mais c'est la notion de nationalisation qui nous sépare. Pour ce qui est de la nationalisation de la sidérurgie, le premier secrétaire a indiqué que son parti était prêt à examiner cette question, et dans un délai de dix-huit à vingt-quatre mois. »

M. Mitterrand a poursuivi : « La volonté du P.S. est de ne pas laisser disparaître par les obstacles que ses adversaires ont tenté d'accumuler sur sa route. Le P.S. représente aujourd'hui l'axe de la politique française. Voilà qui explique qu'il soit le cible de l'artillerie de la majorité à laquelle s'est ajoutée l'artillerie du parti communiste, vraisemblablement pour les mêmes raisons. [...] Les propositions socialistes s'inscrivent dans un projet plus vaste que celui de 1972 ; projet qui vise à instaurer l'autogestion de la société par chacun. Le leader socialiste a annoncé que son parti publierait prochainement une

plate-forme qui ne retiendrait que les grandes lignes du programme commun actualisé et traiterait de plusieurs sujets supplémentaires, dont l'énergie nucléaire.

« Nous ne sommes plus en monarchie »

Présentant ensuite l'ouvrage consacré aux Comptes fantastiques de la droite (voir analyse de Gilbert Mathieu ci-dessous), il a notamment déclaré : « Depuis qu'il est entré en politique, M. Barre brûle les étapes pour se rendre au plus bas niveau de la démagogie. On pouvait attendre mieux de lui. » C'est ouvrage, a-t-il précisé, chiffre les promesses faites par les responsables de la majorité. Il leur appartient de les reprendre à leur compte. Mais s'ils veulent se rabattre sur un nouveau programme de France — le programme de Blais — alors nous révoquerons tous ces deux mille crêches et penseront que M. Barre ne s'était peut-être après tout qu'un Messier-Bis. Si, pour faire sérieux, il nous présente un programme au rabais, alors ils auront trompé l'opinion. En fait, M. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre amènent le tapis depuis trois ans. — Le candidat à la présidence a poursuivi : « On nous dit que le gouvernement entendrait faire des propositions au-delà des élections, comme s'il était assuré de son succès. Chacun sait ce que nous ce type

d'engagement. Quant au président de la République, il aurait décidé de couvrir le projet gouvernemental et prétendrait décréter ce qu'il appelle le « bon choix » pour la France. Mais, en entrant en campagne, le président devient un citoyen comme un autre, qui n'a pas plus de droits que le plus modeste citoyen de la plus petite commune de France. Cela ne l'autorise pas plus qu'un autre à décider un bon choix. Nous ne sommes pas retournés en monarchie, où un monarque doté de l'onction sainte pouvait dire au pays ce qui est bien, bon ou mauvais. »

Dans la confrontation électorale, M. Giscard d'Estaing est l'agriculteur ou l'un des maçons. C'est déjà beaucoup. Être le maçon qui donne des conseils à l'agriculteur, alors que c'est lui qui a mis la maison par terre, ne prédispos pas à emporter le marché. Le président risque de redevenir simplement le chef d'une majorité qu'il a prise majoritairement et notamment estimant qu'il n'y avait pas de plus grand pas en avant dans la décripation des relations entre partenaires de gauche et que d'affirmer que l'on respectera les contrats que l'on signe. Qui était alors au pouvoir ?

Répondant ensuite aux questions de journalistes, M. François Mitterrand a notamment estimé qu'il n'y avait pas de plus grand pas en avant dans la décripation des relations entre partenaires de gauche et que d'affirmer que l'on respectera les contrats que l'on signe. Qui était alors au pouvoir ?

plur un quelconque geste « général de démagogie et d'échec ». Il a estimé pourtant qu'avant de se réunir à la fin de la semaine, le parti communiste « doit être assuré de la volonté du parti socialiste de gouverner à gauche avec la gauche et qu'il doit avoir connaissance des propositions que le P.S. fera après les élections pour doter un gouvernement de gauche d'un programme sérieux. » On ne peut, a-t-il affirmé, jouer des réalités et des concurrents. Il faut faire passer l'intérêt des travailleurs avant les petites histoires de l'un ou de l'autre. Il n'est possible de tromper l'opinion née de l'union de la gauche autour du programme commun. Il n'y a point de désaccord assez grand pour justifier l'échec de la gauche. »

En ce qui concerne sa prochaine rencontre avec le président Carter (« si il y a eu, a-t-il affirmé, aucune demande de parti et d'autre, mais de bons esprits se sont rencontrés »), M. Mitterrand a évoqué la baisse provoquée à la Bourse par l'annonce de cet entretien. Il a déclaré : « La Bourse n'est pas tout à fait innocente, mais elle est de santé fragile. Mais qui sont les mauvais médecins ? Ce n'est pas nous qui l'avons malade. Elle s'accroche dans un système capitaliste. Je trouve la Bourse un peu imprudente de remonter quand M. Barre parle. En un an, elle a baissé d'environ 15 %. Qui était alors au pouvoir ? »

D'importants compléments du texte de 1972

(Suite de la première page.)

Sur le fond, les ajouts ne sont pas moins substantiels. Les uns traduisent l'accord auquel sont parvenus les négociateurs des trois partis : indemnisation des chômeurs aux deux tiers du SMIC s'il n'y a qu'un seul salaire au foyer ; réduction progressive de la durée du travail de quarante à trente-cinq heures par semaine ; nouveau financement de la sécurité sociale, demandant moins aux industriels de main-d'œuvre et plus à l'Etat ; construction de cinq cent dix mille logements sociaux (essentiellement H.L.M. locatives) par an sur le total de sept cent mille logements prévus ; refus des licenciements pour cause économique sans reclassement préalable ; salaire fiscal pour les P.M.E. ; blocage des prix à la consommation (et non plus seulement à la production) d'un certain nombre de « produits de masse » ; égalité complète des droits pour le femme ; contrôle des firmes multinationales ; extension de la représentation proportionnelle pour les élections municipales dans les villes moyennes. — Les autres compléments concernent les propositions que fait le P.S. à ses partenaires — et à l'opinion — sur les points où le désaccord persiste entre partis de gauche, ainsi que sur les sujets qui n'ont guère été abordés entre eux. C'est dans cette catégorie qu'il faut situer les trois « ouvertures » faites par M. Mitterrand mercredi en direction du P.C.F. et de ceux des syndicalistes qui jugent le P.S. trop timoré.

La fixation du SMIC à 2.400 F en mars, d'abord. Le leader socialiste, qui avait encore de 2.300 F le 8 novembre, a justifié ce glissement par les perspectives actuelles de hausses des prix et par le « fruit de ses dialogues avec les organisations syndicales ». En fait, le volonté de réduire les divergences avec le P.C.F.,

avant l'ouverture de la conférence nationale communiste du week-end, a joué aussi, puisque nombre d'ouvriers économiques du P.S. réprouvent à cette concession par crainte de ses conséquences inflationnistes éventuelles.

Le même motif politique joue aussi pour le nouveau barème présenté en matière d'impôt sur la fortune. Alors que le P.S. parlait récemment encore de taux variant entre 0,5 et 2 % pour des fortunes allant de 2 à 10 millions, un taux supérieur au-delà de 10 millions étant laissé « à une loi ultérieure », le programme actualisé cite le taux de 8 % (souligné) par le P.C.F. pour les fortunes supérieures à 50 millions. Enfin, s'agissant des filiales industrielles à caractère stratégique, M. Mitterrand a admis que les trois critères cités par le programme actualisé permettaient d'en nationaliser beaucoup plus que les quatre cas indiqués par le P.S. en septembre ; la liste à retenir, a-t-il ajouté, sera précisément l'un des objets du dialogue avec nos partenaires « s'il reprend, comme je le souhaite ».

Les propositions du P.S.

Au-delà de ces trois ouvertures, les compléments apportés par le P.S. au texte de 1972 enrichissent celui-ci sur de nombreux points : objectif de réduction des inégalités (salariales ou non) ; minimum vieillesse de 1.800 F (+ 42 %) en mars ; gratuité des transports pour les chômeurs non indemnisés à 80 % ; deux cent dix mille emplois publics nouveaux sur les cinq cent mille prévus globalement pour résorber le chômage ; concession (mais non revente) des sols acquis par la puissance publique ; élection des présidents de sociétés nationales par les conseils d'administration de ces firmes (où siègeront les représentants des travailleurs) ; dans les entreprises, conseils d'atelier et de

service (demandés par le C.F.D.T.) ; objectifs précisés pour une nouvelle croissance — voisine de 6 % l'an ; politiques agricoles détaillées (notamment sur les questions foncières) ; reprise du programme de nationalisation de filiales des neuf groupes industriels que le P.S. avait peu à peu élargi pendant l'été puis l'automne ; mesures sociales et financières diverses pour aider les handicapés à trouver normalement leur place dans la société ; droit de vote six élections municipales accordé aux immigrés ; modification de l'aide publique aux tiers-mondistes ; politique de coopération plus précise ; protection plus sérieuse du droit des citoyens à l'information. —

En insérant dans le programme commun lui-même toutes ces propositions, qui se situent, a dit M. Mitterrand, dans la perspective plus vaste de terme du programme socialiste, le P.S. entend montrer que, loin d'avoir abandonné le programme commun, il continue à en faire sa charte. veut l'améliorer et est prêt pour ce faire à dialoguer avec ses partenaires.

Répondant à l'avance à l'objection que lui adressera la majorité : « Combien estis codés-11 ? », M. Mitterrand a indiqué que le P.S. cherchait très prochainement ses propositions. Sans tomber sous la critique de « démagogie », qu'il formule lui-même à l'encontre de M. Giscard d'Estaing et de ses ministres, le P.S. indiquera les moyens de financer toutes ses propositions, alors que la majorité échoue à multiplier les promesses sans dire jamais comment elle paiera. — On sera donc mis à même, d'ici peu, de mesurer l'impact économique du programme actualisé et ses conséquences concrètes sur les probables. Pour l'heure, on peut dire que le nouveau texte, appartenant à la même famille de propositions que le précédent, aura assurément les

mêmes effets. Le temps a simultanément permis aux responsables politiques et aux esprits de mieux réfléchir sur les moyens d'éviter les « dérapages » que ne pouvait manquer de provoquer le texte de 1972 et de combler les lacunes qui le caractérisaient. Reste à savoir, certes, en mains, si la relance qui est proposée par la consommation populaire et l'investissement sélectif, ne comporte pas trop de risques inflationnistes et commensuraux.

GILBERT MATHIEU.

M. RENÉ ANDRIEU (P.C.) : bricolage.

Dans son éditorial de l'Humanité du 5 janvier, M. René Andrieu analyse en termes sévères les divers aspects de la campagne de presse de Mitterrand et de ses propositions socialistes d'actualisation du programme commun. Il écrit notamment : « En publiant unilatéralement ce texte, le P.S. a voulu nous faire croire que nous aurions manifestement voulu nous mettre devant le fait accompli et montrer que le parti socialiste n'entendait pas reprendre avec nous la discussion sur le programme commun. [...] Le parti socialiste campe sur ses positions, et même opère un glissement en arrière. C'est à dire qu'il ne veut pas discuter sur le programme commun de 1972, ou qu'il n'a pas accepté au cours de la négociation sur la mise à jour. [...] C'est ce qu'il faut retenir. Les dirigeants socialistes ont évidemment bricolé le programme commun tout en continuant, pour des raisons électorales, à se réclamer d'une fidélité absolue à son égard. [...] »

« Tout se passait comme si les dirigeants socialistes avaient hâtivement bricolé le programme commun tout en continuant, pour des raisons électorales, à se réclamer d'une fidélité absolue à son égard. [...] »

Système collectif de défense et de dissuasion

« Il est significatif, qu'en ce qui concerne les défenses nationales, les dirigeants socialistes aient fait entendre une phrase aussi importante que celle-ci, qui figurait pourtant dans le texte actualisé accepté par les trois partis : « Tout en refusant de s'associer également à la constitution de toute nouvelle organisation militaire intégrée » (p. 113). Alors on rêve d'un retour dans l'OTAN ou d'une armée européenne ? Dans ce cas, mieux vaudrait dire clairement l'humanité de ce jeudi 5 janvier, en commentaire du texte du P.S. En réalité, le débat entre socialistes et communistes sur ce point précis est ancien et il tient à l'ambiguïté même de la rédaction du programme commun de 1972 — largement repris dans les nouvelles propositions du P.S. — qui prévoit notamment le refus de réintégrer l'OTAN, mais aussi la possibilité d'associer les forces françaises à un système de sécurité collective européenne.

Lors des négociations de l'été dernier sur l'actualisation du programme commun, la délégation communiste avait vivement reproché à M. Mitterrand de ne pas croire à « l'efficacité d'une défense française autonome » et de préconiser une protection « par la force des alliances ». Les communistes s'étaient également opposés aux représentants des radicaux de gauche qui n'avaient pas écarté l'éventualité d'une armée dans le cadre de la Communauté européenne au cas, par exemple, où les Etats-Unis se retireraient de l'Europe. Les représentants du P.C.F. avaient alors répliqué que le base de l'accord demeurerait le maintien de la France dans l'alliance atlantique à l'exclusion de toute volonté de recréer une communauté européenne de défense.

Mais la question de fond, que René Andrieu ne soulève pas dans son commentaire et qui continue, de toute évidence, d'opposer socialistes et communistes, semble être la force de dissuasion nucléaire. Le P.C.F. s'est prononcé pour le maintien en

état de l'arme nucléaire et l'introduction de certains perfectionnements technologiques pour constituer une dissuasion « tous azimuts ». Ce qui veut dire précisément, comme l'a confirmé M. Louis Baillet, président de la commission de la défense du P.C.F., que les communistes ne suspendent pas les essais nucléaires souterrains et qu'ils ne fermeront pas la base de Mururoa. Or, dans ses nouvelles propositions, le P.S. consensu au maintien en état de l'arme nucléaire — après avoir préconisé, en 1972, l'arrêt immédiat de la fabrication de la « force de frappe » — mais il continue de se prononcer pour « l'arrêt immédiat des expériences ». Ce qui revient à s'interdire la modernisation progressive d'un panopie qui vieillira faute d'innovation technologique et, donc, à proposer davantage le maintien en l'état de la dissuasion que son maintien en état ou sa « maintenance opérationnelle », comme le réclament les communistes.

Quelles que soient les nuances de vocabulaire, qui sont importantes dans la mesure où elles révèlent des divergences profondes de points de vue, le P.S. persiste à donner un caractère nucléaire la « décision finale » et de préconiser une suggestion faite par le P.C.F. qui y voit comme une étape — par la doute — de la volonté gouvernementale de dissuasion.

Sur un point précis, enfin, le P.S. a amorcé une évolution que l'on devinait depuis plusieurs mois. Il préconise une durée totale du service militaire supérieure à six mois (puisque celui-ci sera précédé par une préparation militaire et suivi de périodes de réserve), au lieu d'une durée de quatre à six mois comme le suggérait le projet socialiste de 1972. Les communistes ne feront pas de cette proposition une nouvelle pierre de discorde entre eux et le P.S., puisque les études de leur commission interne de défense les ont conduits à concevoir un système analogue. — J. I.

BIBLIOGRAPHIE

« Les Comptes fantastiques de MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac »

« Ne promettez jamais, ne faites jamais de pronostic ». On est tenté de répéter le conseil aux hommes politiques, après la lecture du petit livre humoristique que M. Mitterrand a rendu public le mercredi 4 janvier. Composée pour l'essentiel du rapport de promesses faites depuis 1974 par le président de la République et ses principaux ministres, il fait sourire par la seule comparaison des déclarations officielles à ces événements qui les ont suivies, les auteurs associant parfois leur propos de commentaires caustiques. L'effet — bien connu des chansonniers — est assuré. Quelques exemples : le président de la République et M. Durafour ont fait, en 1976, du « maintien d'un haut niveau d'emploi » la préoccupation majeure du gouvernement ; depuis, le chômage s'est accru de plus de 800 000 personnes (+ 120 %). Et il y a maintenant trente mois que l'augmentation de sous-emploi n'a pas franchi, que M. Giscard d'Estaing avait fixé à 800 000 en mai 1975. Inflation : M. Chirac voulait

la ramener à 7 % l'an, dès le printemps 1978 ; elle a été, selon l'indice officiel, de 11,8 % cette année-là, de 8,9 % en 1976 et du même ordre en 1977 (si l'on réintroduit la modification de T.V.A. opérée en janvier). Les budgets de l'Etat, qui devaient être équilibrés, ont enregistré 70 milliards de francs de déficit en trois ans. Le commerce extérieur, dont l'équilibre était vanté par M. Giscard d'Estaing au printemps 1976, a connu 36 milliards de francs de déficit en deux ans. La croissance, annoncée par le président de la République en 1974, après la hausse du pétrole, serait « vraisemblablement » de 5 % par an. M. Chirac pronostiquait 4,5 à 5 % pour 1975 et M. Fourcade 4,2 %. La réalité n'a pas été de 9 à 11 % en deux ans, mais de 1,3 %, sept fois moins. Dès août 1976, M. Chirac apercevait « le sort du tunnel » ; le chômage a pourtant frappé 300 000 salariés supplémentaires par la suite. En juillet dernier, M. Giscard d'Estaing voyait — pour la quatrième fois — la France « sortir de la crise » et cela « à la fin de l'année ». L'O.C.D.E. et la plupart des

conjoncturistes n'imaginent plus, eux, l'année nouvelle moins mesurée que la précédente. Pendant plus de cent pages, avertissent ainsi promesses et déceptions. La crise mondiale a déjoué tant d'espérances ! Au moins aurait-elle été, à partir de 1976, modérée et inflationniste. Mais l'optimisme officiel a la vie dure, même quand il s'agit de « gérer l'imprévisible ». Les auteurs terminent leur livre par un chiffre de déclarations annoncées par le pouvoir pour 1978. L'idée est heureuse, mais la démonstration moins convaincante : 43 milliards de dépenses budgétaires seraient à ajouter à l'actuelle loi de finances, ainsi que 13 milliards aux charges de la Sécurité sociale, estiment les auteurs ; si, contrepartie desquelles le gouvernement n'aurait prévu aucune recette nouvelle. De sorte que le déficit de l'ensemble des finances publiques serait cette année non pas de 15 milliards mais de 73. La démonstration ne convainc pas pleinement. Pour deux raisons : les dépenses totalisées

sont loin d'avoir été toutes calculées de façon précise ; les gros chapitres sont clairement chiffrés, mais d'autres restent dans l'ombre ; ce qui fait craindre, fût-ce à tort, quelque exagération. Second motif : les auteurs postulent que la majorité, une fois passée les élections, ne se doterait d'aucune ressource nouvelle. Or elle a souvent eu, dans le passé, recours à plusieurs types de recettes auxquelles elle pourrait être tentée de faire de nouveaux appels : relèvement des cotisations sociales, majoration des péages d'autoroutes (ou création de péages en sites urbains), « recettes de poche » (P.M.U., lotto, tabac, etc.), voire relèvement de certains impôts directs. La démonstration tentée par le P.S. aurait été plus forte si le coût social ou fiscal du respect — même partiel — des promesses de la majorité avait été mis en évidence. — G.M.

« Les Comptes fantastiques de MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac », 128 p., F. Secrétariat du P.S. à la formation, 12, cité Malesherbes (75008).

AVANT EXPROPRIATION

Durer

74, CHAMPS-ÉLYSÉES
(Immeuble du Claridge)

LIQUIDATION TOTALE

(sur autorisation préfectorale - Loi du 30 décembre 1966)

Chaussures, Couture, Maroquinerie, Bagages

ouvert de 10 heures à 19 heures

POLITIQUE

LA PRÉPARATION

Les principaux compléments apportés par le P.S.

Le texte initial du programme commun de la gauche comportait un préambule signé du P.C. et du P.S. La version actualisée présentée par M. Mitterrand mercredi s'ouvre par une préface où le leader socialiste écrit : « Le P.S. entend manifester sa fidélité aux engagements pris : ceux de 1972 et les améliorations qui y ont été apportées en 1977. »

« Les socialistes auraient préféré — est-il besoin de le dire ? — que la signature des trois partenaires de l'union de la gauche (figure au bas de ce document. Cela n'a pas été possible jusqu'ici, on le sait, et nous le regrettons hautement. Publier maintenant ce document, ce n'est pas le figer. Ce n'est pas renoncer à l'espoir de voir nos partenaires revenir s'asseoir à la table des négociations et reprendre en commun le travail interrompu. Nous continuons à vouloir et à espérer la conclusion d'un accord entre les trois partenaires de l'union de la gauche. Nous le disons solennellement. »

Mais « les travailleurs, les exploités, tous ceux qui souffrent des rigueurs de la crise n'ont pas le temps d'attendre » la fois suivante « la intensité et la gravité de la crise dans laquelle la société et l'économie française sont plongées ne doivent pas être un motif pour renoncer. Elles rendent au contraire plus nécessaires et plus urgentes les transformations prévues dans le programme commun. »

Faut-il de pouvoir citer intégralement les principaux compléments apportés par le P.S. au programme commun de 1972, nous en commençons ci-dessous une analyse, en suivant les quatre parties du document.

I. — Vivre mieux, changer la vie

SMIC à 2 400 F

SMIC. — « En avril 1978, le taux du SMIC sera fixé par le gouvernement, après concertation avec les organisations syndicales, en tenant compte du rythme de l'inflation », dit le texte. M. Mitterrand a expliqué mercredi que cela signifiait 2 400 francs pour quarante heures par semaine et 137 % par rapport à actuellement.

Hausses des autres salaires. — Elle interviendra selon des « taux dégressifs jusqu'à atteindre zéro au niveau de quatre fois le nouveau SMIC (6 800 francs) ». Au-delà, le pouvoir d'achat sera garanti pour les salariés couverts par les conventions collectives. L'objectif est de réduire la hiérarchie des salaires « par une hausse plus rapide des bases rémunératrices », l'éventail des revenus et des fortunes étant abaissé grâce à « la réforme fiscale, la politique des prix, la lutte contre la spéculation et la fraude ».

Prévisions familiales. — Hausse de 50 % en deux temps : 25 % dès l'arrivée au pouvoir, 25 % sur l'exercice 1979.

Aide aux handicapés. — 1 200 francs par mois, revalorisés par la suite. La prévention, le dépistage systématique, les soins, pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale, seront assurés sous la responsabilité du ministère de la Santé.

Retraites. — Ouverture du droit à la retraite fixé immédiatement à soixante ans (cinquante-cinq ans pour les femmes et les travailleurs effectuant des tâches pénibles ou insalubres) avec pension complète. Maximum de la retraite vieillissante porté à 1 800 francs par mois (+ 42 % par rapport à actuellement), somme majorée tous les semestres jusqu'à atteindre 80 % du SMIC.

Durée du travail. — Progressivement réduite de quarante heures à trente-cinq heures par semaine, avec priorité pour les travaux pénibles, répétitifs ou dangereux.

Congés payés. — Leur durée minimale sera portée à cinq semaines.

Conditions de travail. — « Interdiction du travail ou renforcement pour tous les travaux dangereux pour la femme enceinte et les jeunes de moins de dix-huit ans. Passage à cinq équipes pour abaisser la durée hebdomadaire dans les branches fonctionnant actuellement avec quatre équipes en service continu. »

Cinq cent mille emplois nouveaux par an

Emploi. — La page unique du chapitre initial est remplacée par trois pages et demi représentant le texte de 1972 et le complétant avec toutes les propositions élaborées par le P.S. depuis deux ans. Pour « éliminer le chômage, objectif essentiel », cinq cent mille emplois en moyenne devront être

créés chaque année, en priorité dans la production. La première à être créée, « sont cinquante mille emplois seront créés pour améliorer la qualité du service public (éducation, culture, santé, loisirs, sports, postes et télécommunications) et soixante mille emplois seront mis par l'Etat à la disposition des collectivités locales. »

A cet effet, la consommation populaire sera relancée, ainsi que de façon sélective — les investissements. Les contrats de programme du secteur nationalisés comporteront des clauses précises de création d'emplois, et les investissements ayant cet effet seront « facilités ». Il en ira de même s'agissant de l'aide financière aux P.M.E. A l'inverse, les projets d'investissements français à l'étranger qui auraient pour effet de démanteler le potentiel national en portant atteinte à l'emploi et au développement industriel « seront interdits ». Tout jeune à la recherche d'un premier emploi devra bénéficier d'une formation professionnelle (celle-ci étant massivement développée).

Aide aux chômeurs. — L'indemnité minimale aux chômeurs sera portée « aux deux tiers du SMIC (6 000 F par mois en mars) ». Quand le salaire est le seul de la famille (50 %, soit 1 200 F, dans les autres cas). Les chômeurs non indemnisés à 90 % bénéficieront de la gratuité des transports locaux. Également dans le temps des dettes des chômeurs.

Santé. — En attendant la gratuité complète des soins, verseront aux malades d'une indemnité journalière égale au minimum à 75 % du SMIC (1 800 F par mois en mars) et à 100 % (2 400 F) en cas d'arrêt du travail.

Financement de la Sécurité sociale. — L'effort demandé aux entreprises dans les industries de main-d'œuvre, en particulier les P.M.E. sera allégé. « L'assiette des cotisations ne devra pas être limitée aux salaires, mais étendue aux autres éléments de l'activité de l'entreprise. » Le budget de l'Etat concourra pour une part plus importante aux ressources.

Sept cent mille logements par an et politique foncière

Le changement de titre du chapitre est significatif des intentions du P.S. : « L'urbanisme, le logement, les équipements collectifs » devient « Le cadre de vie et une nouvelle qualité de la vie ». Le thème qui débute sur un appel à l'esprit de responsabilité des citoyens, qui peut être encouragé par la création d'équipements, de lieux de rencontre et de communication, la formation des travailleurs dans les domaines culturels et sociaux, l'encouragement à « la vie indépendante des associations... Un nouveau développement de l'artisanat et du petit commerce dans les cités et villages. »

Dans les agglomérations, un « équilibre satisfaisant entre les diverses fonctions sociales » sera recherché et des plans de création de jardins publics, d'espaces de jeux mis en œuvre. Les associations élues (de l'Assemblée nationale au conseil municipal) « décideront la politique de l'aménagement de l'espace » en y associant les groupements intéressés (syndicats, associations, comités de quartier, commissions extra-municipales, etc.) et en créant, au besoin, des ateliers publics d'aménagement et d'urbanisme.

Pour éviter la spéculation foncière, les collectivités publiques « fixeront des prix de préemption » des sols « en fonction de la valeur sociale déclarée annuellement par les propriétaires » ; une taxe foncière progressive sera perçue sur les terrains ; les sols préemptés ne pourront plus être vendus mais seulement concédés.

Sur les sept cent mille logements à construire chaque année, les trois quarts (cinq cent dix mille) seront des logements sociaux aidés par l'Etat, avec priorité pour les S.M. principales locales. Le confort sera accru partout. Mais les aides publiques aux sociétés immobilières seront supprimées si elles n'ont pas de finalité sociale. Les avantages fiscaux aux accédants à la propriété seront « modulés en fonction de leur revenu ».

La charge du logement dans les budgets familiaux sera stabilisée et même réduite pour les familles à revenu modeste. Les locataires, dont les retards de paiement résultent de difficultés sociales constatées (...), ne pourront être expulsés. Une loi limitera les saisis à domicile (...).

Priorité aux transports en commun. — Notamment au métro, aux autobus, aux tramways, aux trains. Les grandes opérations de transports urbains bénéficieront de financements définis par la planification. Les collectivités locales percevront pour le financement de leur contribution aux transports urbains collectifs une taxe progressive sur les entreprises du fonctio-

nement de la taille de celles-ci. Aucun péage ne sera appliqué sur les autoroutes urbaines. Les passages routiers et sur les ponts seront allégés.

Environnement. — Une lutte systématique contre le bruit, sera entreprise : protection des autoroutes urbaines, aménagement des grands carrefours. Un plan de lutte contre la pollution de l'air et de l'eau visera à réduire les déchets rejetés, de trois quarts en cinq ans. Outre diverses dispositions contre les rejets, les normes de construction de machines dangereuses, les nuisances générées de bruit ou de dégagement des gaz nocifs seront révisées, et l'utilisation de certains produits chimiques (détergents, herbicides, défoliants, insecticides et engrais chimiques) soumise à un contrôle « de façon à en éviter un usage inconsidéré ».

II. — Démocratiser l'économie, développer le secteur public planifier le progrès

Cette troisième partie comporte, elle aussi, de nombreux compléments que M. Mitterrand a par- lés précisés oralement mercredi.

Extension des droits des travailleurs

Limitation du droit de licenciement. — « Tout licenciement substantiel ou collectif pour motif économique qui ne serait pas accompagné d'une mesure de reclassement préalable dans des conditions équitables, sera interdit. » En ce qui concerne les licenciements pour faute grave, inaptitude ou insuffisance professionnelle, « la juridiction du travail exigera que les chefs d'entreprise apportent la preuve de la faute alléguée et de sa gravité ». Le travailleur victime d'un licenciement reconnu abusif ou irrégulier devra être réintégré dans son emploi s'il le demande.

Le lock-out sera interdit, de même que la constitution de polices ou de milices intérieures aux entreprises ou l'inscription dans des fichiers de renseignements non professionnels susceptibles de nuire au travailleur ou de porter atteinte à sa liberté.

Contrôle des travailleurs. — Consultation régulière des travailleurs sur leurs conditions de travail et la marche de l'entreprise. Constitution de comités centraux de groupe réunissant des représentants des diverses entreprises du groupe. Extension des pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité.

Élection des présidents de sociétés nationales et conseils d'atelier

Gestion démocratique du secteur nationalisé. — Dans chaque entreprise nationale le conseil d'administration sera composé de représentants élus des travailleurs (au moins les deux tiers du conseil) ; représentants des usagers (syndicats, associations, familles, de consommateurs ou de défense de l'environnement, élus locaux ou régionaux coopératives) et de représentants désignés par le gouvernement (ce pouvant être majoritaires). Le conseil élira son président sur des listes d'aptitudes proposées par le nouveau pouvoir démocratique, et désignera, selon les cas, le ou les directeurs généraux de l'entreprise.

Conseils d'ateliers ou de services. — Développement progressif de formes nouvelles de participation des travailleurs à la gestion et à la direction de l'entreprise, par exemple de conseils d'atelier ou de service. Intervenant dans le respect des orientations du plan démocratique assurant la cohérence générale du développement, cette évolution « s'inscrit dans la perspective de l'autogestion, c'est-à-dire de la gestion toujours plus large de la société tout entière par les travailleurs eux-mêmes, par les citoyens eux-mêmes. »

Contrats de programme du secteur public. — L'autorité chargée du Plan négociera, au nom de l'Etat, les contrats de programme à moyen terme qui présenteront les objectifs des entreprises industrielles nationales et les moyens de les atteindre (avec, éventuellement, obligations de service public et compensations correspondantes).

Les nationalisations nouvelles

Après avoir décrit les huit missions que le P.S. assigne au secteur public à long terme, le texte indique qu'à côté des nationalisations, « la propriété sociale restera des formes diverses : sociétés nationales ou d'économie mixte,

coopératives mutuelles, entreprises d'économie sociale et à but non lucratif, etc. »

La « petite phrase » sur la possibilité pour les travailleurs de demander la nationalisation de leur entreprise est maintenue. Mais elle est précédée d'un rappel des « principes affirmés par la Constitution » qui, dit le texte, doivent être « respectés » : ce qui exclut des nationalisations ne s'inspirant pas des grands motifs énumérés par le texte constitutionnel.

S'agissant des neuf groupes industriels visés par le programme de 1972, le texte du P.S. indique que, dès l'installation du gouvernement, « la totalité de leurs biens (actions de participations) seront transférés à la collectivité nationale », ce qui « constitue l'application intégrale du programme commun ». Deviendront sociétés nationales « toutes les sociétés dans lesquelles un ou plusieurs de ces neuf groupes possèdent au moins 50 % du capital » (cent trente-huit sociétés industrielles et quatre-vingt-neuf sociétés à vocations diverses). « Plus des trois quarts des personnels appartenant aux groupes et à leurs filiales majoritaires appartiendront, dès lors, à une entreprise nationale. »

La totalité des participations (majoritaires ou minoritaires) détenues par les neuf groupes, et qui touche près de mille cinq cents entreprises, deviendra propriété de la collectivité nationale. En revanche, les actions détenues par des groupes ou des personnes non visées en 1972 ne seront pas concernées.

En outre, les sociétés issues de restructurations postérieures à 1972 seront nationalisées : Alstom-Atlantique, Carbone-Lorraine, I.M.T. et les A.T.O. Enfin, « un nombre restreint d'autres filiales des neuf groupes », représentant un élément nécessaire à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et ayant un caractère de monopole ou de service public, seront transformées en sociétés nationales. Elles seront choisies en fonction des critères suivants :

— entreprises dominantes sur des marchés publics stratégiques tels que, par exemple, le matériel militaire, le téléphone, le nucléaire ;

— entreprises essentielles au développement national des technologies de pointe ;

— entreprises essentielles à la création d'un pôle industriel public capable d'entraîner le développement d'un secteur économique (machino-outil, biens d'équipement).

M. Mitterrand a refusé d'indiquer combien de firmes concernent le « nombre restreint » évoqué, estimant que ce qui devait précéder l'objet de la négociation qu'il souhaitait avec ses partenaires. Le 19 septembre, le comité directeur en avait déjà évoqué quatre : Thomson-C.S.F., C.I.T.-Alcatel, Pharmakia et Comauhex ; quatre-vingt-cinq mille salariés au total.

Pour empêcher les minorités de blocage de gêner les transformations ultérieures, un projet de loi sera déposé en vue de modifier leurs prérogatives actuelles.

Dans la sidérurgie, le contrôle de l'Etat sera exercé en concurrence de 70 % du capital des sociétés soit par transformation des prêts publics en prises de participation, soit par acquisition directe. L'appropriation totale pourra intervenir au vu des résultats d'un plan de conversion et d'emploi de deux ans.

M. Mitterrand a précisé, à propos de l'industrie pharmaceutique, que la nationalisation complète de ce secteur demanderait l'objectif à terme, mais que, dans les cinq ans, seuls quelques groupes passeraient sous contrôle public.

Le paragraphe unique du texte

de 1972 concernant l'indemnisation n'est pas modifié.

M. Mitterrand a précisé que cela signifiait pour le P.S. que plusieurs formules pourraient être utilisées « selon les circonstances » : transformation des actions en obligations participatives (formule moins coûteuse pour l'Etat qu'il avait lui-même présentée en octobre 1976), rachat par et simple en vingt ans (solution retenue par le parti communiste, ou transformation des prêts publics en participation au capital).

Dans toutes les sociétés contrôlées à plus de 50 % par la puissance publique seront appliqués les mesures d'extension des droits des travailleurs prévues pour le secteur public.

Plan, politique industrielle et agricole

Le troisième chapitre, consacré à la planification démocratique, voit son volume triplé, notamment par une définition de la « nouvelle croissance » à mettre en œuvre. Celle-ci devra « contribuer à un plus grand épanouissement de l'homme » et ne plus être dominée par la recherche du profit. Elle sera caractérisée par « le progrès de la consommation des biens et services, dont devront bénéficier en priorité les catégories les plus exploitées et défavorisées, le développement prioritaire des équipements et services collectifs, la réduction des inégalités, la réduction du plein emploi, l'élaboration de la qualité de la vie, l'amélioration de la qualité et l'allongement de la durée d'usage des produits, la protection de l'environnement et la mise en valeur de la nature ».

Elle nécessitera « un taux de croissance élevé », que M. Mitterrand a chiffré à 5 % environ (« en tout cas pas plus de 6 % »).

Le texte explique comment sera préparé démocratiquement le Plan (consultation des organisations syndicales et professionnelles dans les entreprises, des entreprises des organismes d'usagers, des collectivités territoriales ; participation à l'élaboration de la qualité de la vie, l'amélioration de la qualité et l'allongement de la durée d'usage des produits, la protection de l'environnement et la mise en valeur de la nature »).

« La liberté d'initiative, le savoir-faire, la souplesse des petites et moyennes entreprises, des entreprises artisanales, seront garantis et stimulés dans l'industrie, l'agriculture, le commerce. »

Dans le cadre de la planification décentralisée, la politique financière, budgétaire et des prix recourra largement, dans son application, aux méthodes contractuelles afin de garantir les moyens de financement correspondant aux choix de développement nationaux, régionaux et locaux.

Aménagement du territoire. — Le chapitre sur le sujet est, lui aussi, triplé. Il précise les axes d'action pour chaque type de région (basins miniers, région parisienne, zones rurales, régions frontalières ou littorales, Corse). Il développe ensuite la liste des moyens qui seront appliqués à cet effet : localisation d'activités et d'investissements, financement d'infrastructures et d'équipements collectifs... Des contrats de plan avec les grandes entreprises préciseront leur localisation, les

SECTIONS LEGISLATIVES
Programme commun



OLIVIER GIRARD
LEURS QUATRE VÉRITÉS

Un livre impartial et mordant sur les mensonges politiques.
"L'auteur n'épargne rien ni personne ni à droite ni à gauche ni au centre."
Le Monde.
Stanké

هكذا من الأصل

صحة من الاجل

POLITIQUE

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

au programme commun

PARATION par le P.S. le secteur public

créations d'emplois, les moyens de lutte contre la pollution... Le chapitre 5 est développé pour préciser les projets du P.S. sur les grands secteurs industriels...

par un transfert de ressources aux collectivités locales et régionales... Lutte contre l'inflation... Politique monétaire internationale...

III. — Contribuer à la paix et développer la coopération internationale

Le désarmement... Le soutien de l'idée d'une session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement... Résumant toute idée d'un condominium de superpuissances sur le monde...

M. ROBERT FABRE : nous ne serons pas trahis à la cause que nous avons choisie.

Interrogé jeudi matin 5 janvier au micro de France-Inter, M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche... A propos du rôle de M. Valéry Giscard d'Estaing...

A mes camarades communistes

(Suite de la première page.)

S'il était de faire reculer le P.S. de réduire son audience ou encore de le faire dévier de sa route... Mais je ne m'adresse pas à vous, camarades communistes...

s'interroger à nouveau sur les mobiles du parti communiste... C'est bien ce que, pour notre part, nous n'avons cessé de dire, car nous sommes convaincus que les travailleurs, que les millions de Français et de Françaises qui ont du mal à vivre n'ont pas le temps d'attendre...

LE P.C.F. ET LA DÉFENSE

La France conservera ses alliances défensives existantes

L'indépendance nationale représente pour les communistes un impératif majeur de la politique qu'ils proposent aux Français et aux Françaises... Comme le précise l'exposé des motifs, il n'en est rien, puisque notre pays cherchera à conserver ses alliances défensives existantes...

A vouloir trop prouver... N'avez rien prouvé. Vous vous êtes seulement fait grand tort à vous-mêmes en terminant cette image d'ouverture que vous aviez voulu donner de votre parti lors de son XXIII^e Congrès...

Un nouveau désaccord avec le P.S.

Dans leur texte de loi, les communistes affirment que « la maîtrise de la production et de l'utilisation des armements estment appartient à la nation »... Certains industriels ne font, en général, selon les experts du P.S., qu'une partie de leur chiffre d'affaires avec la fabrication d'armement eu sens strict du terme...

ACTUELLEMENT FERRIN luminaires de france 39 Boulevard Raspail, Paris 7^e AVANT TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT LIQUIDATION LA TOTALITE DE SON STOCK LUMINAIRES tous styles PETITS MEUBLES, VERRERIES ABAT-JOURS etc. ENORME REMISE OUVERT TOUS LES JOURS de 9 h. à 19 h. Métro : Sévres-Babylone - Tous les bus AUTORISATION PREFECTORALE

Stanké

صحة من الامم

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

LÉGISLATIVES

La polémique sur le vote des Français de l'étranger

LE MAIRE DE MONTPELLIER INVITE LA POPULATION A JUGER SUR PIÈCES DES IRÉGULARITÉS COMMISES (De notre correspondant.)

Montpellier. — M. Georges Frêche (P.S.), maire de Montpellier, député de l'Hérault, a jugé « ridicule » mercredi soir 4 janvier, au cours d'une conférence de presse, la platitude déposée, mercredi matin, contre lui par M. François Delmas, député régional du parti républicain qui accuse de s'être « arrangé un droit quelconque » pour ne pas accepter sur les listes électorales certaines inscriptions en provenance de l'étranger qu'il avait estimées irrégulières (nos dernières éditions du jeudi 5 janvier).

Cette plainte est destinée à faire contre-jeu, à donner à la population l'impression d'être le héros outragé », a notamment déclaré le maire de Montpellier, qui a invité ses concitoyens à venir juger sur pièces des diverses « anomalies » constatées, au cours d'une réunion qui doit avoir lieu le vendredi 6 janvier, de 14 h. 30 à 18 heures, à l'hôtel de ville.

Commentant un tableau comparatif des inscriptions des Français de l'étranger dans la 1^{re} circonscription de l'Hérault M. Georges Frêche a noté que de 30 au 31 décembre 1977, les inscriptions en provenance de la Côte-d'Ivoire avaient été enregistrées. Quatre d'entre elles seulement avaient été adressées directement par les demandeurs, soit 0,33 %. Les autres avaient été transmises par l'intermédiaire des services du ministère des affaires étrangères, soit 99,67 %.

Le dossier présenté par M. Georges Frêche indique, en revanche que 41 signataires ont des attaches en Gironde, 66 à Paris, 27 en Seine-Maritime, 23 dans les Pyrénées-Atlantiques, 23 dans la Loire-Atlantique, 24 dans le Nord, etc.

Le maire de Montpellier a fait également état de contacts téléphoniques, avec certains des Français de Côte-d'Ivoire qui paraissent confirmer quelques « détournements » de leurs intentions de vote.

Une électricité aurait déclaré avoir voulu s'inscrire à Toulon. Un électeur aurait affirmé être déjà inscrit à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), « Au ministère des affaires étrangères », a ajouté M. Frêche. Il y a également eu « détournement de certaines de voix. Le ministère est donc complice ».

Selon M. Frêche, cette « centralisation » au ministère des affaires étrangères était « nécessaire pour ne pas tomber sous le coup de la règle des 2 %, le groupement permettant d'atteindre un seuil de 1,9 % et de répartir les inscriptions sur d'autres circonscriptions pour ne pas gaspiller des procurations ».

« Nous ne contestons pas à nos adversaires le droit d'inviter les électeurs à voter pour eux, mais tel on a violé la liberté du vote », a-t-il conclu.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE SUR LES ONDES
Après TF 1 (« le Monde » daté 1^{er}-2 janvier), Antenne 2 et France-Inter viennent de rendre public un premier calendrier de leurs émissions politiques dans la perspective des élections législatives.

Sur Antenne 2, le journal « Samedi et dimanche », de 12 h. 30 à 13 h. 30, donnera la parole à MM. Georges Marchais (le 7 janvier), Michel Rocard (le 14), Jean Lecanuet (le 21), Robert Fabre (le 4 février).

Sur France-Inter, les « Petites déjeunées politiques » du jeudi, de 7 heures à 8 heures, seront consacrées à MM. Jean Lecanuet (le 12 janvier), Jacques Chirac (le 19), Michel Fouletowski (le 26), Georges Marchais (le 2 février), François Mitterrand (le 9), Raymond Barre (le 16).

Le président de la République a réuni le conseil des ministres, mercredi 4 janvier 1978 au palais de l'Élysée. Au terme de la séance, le communiqué officiel suivant a été rendu public.

L'ADMINISTRATION DES FINANCES ET LE PUBLIC
Le ministre délégué à l'économie et aux finances a présenté en conseil des ministres le bilan des premiers mois d'activité de la direction générale pour les relations avec le public, créée par le décret du 6 mai 1977.

Il a rappelé que l'objectif de cette réforme est d'améliorer les relations du ministère avec toutes les catégories de citoyens : pensionnés, contribuables, fournisseurs, collectivités locales, entreprises, exportateurs, afin de faciliter l'accès de tous aux procédures économiques et financières.

L'action de cette nouvelle direction générale s'est engagée dans plusieurs volets : développer l'information des usagers et poursuivre avec eux un dialogue qui permette de corriger les imperfections des procédures ; améliorer l'accueil en faisant mieux connaître les divers services et en accélérant les réponses, en simplifiant les procédures et les formalités ; rapprocher les décisions de ceux qu'elles concernent en encourageant et en faisant aboutir les suggestions de déconcentration, émanant soit du

public, soit des services extérieurs. Pour assurer cette mission, la direction générale pour les relations avec le public a été dotée de moyens volontairement réduits pour marquer qu'elle est une administration de mission qui ne doit pas gérer, mais analyser, coordonner et assister les autres directions dans leurs relations avec le public.

La première étape de cette action — qui se poursuivra en 1978 — est une phase expérimentale qui permettra de tester sur pied d'un programme d'action à moyen terme.

Elle a été concentrée, pour l'essentiel, dans les régions Aquitaine, Bretagne et Rhône-Alpes, où elle a concerné les petites et moyennes entreprises, les fournisseurs, les fournisseurs et les agriculteurs. Elle a comporté des journées d'études et d'information, l'édition de brochures et de fiches de vulgarisation, le diffusion de programmes audiovisuels.

Tout en indiquant qu'il est prématuré de tirer les conclusions de ces premières expériences, le ministre délégué à l'économie et aux finances a fait remarquer que ces actions ont suscité un vif intérêt non seulement des publics concernés, mais des équipes de fonctionnaires qui se sont consacrées à cette mission, tant à Paris que dans les régions. Il prévoit, dans les prochains semaines, la mise en place de trois services régionaux de l'information et des relations publiques, dont le premier vient d'être installé en Aquitaine.

LA QUALITÉ DE LA VIE
Le ministre de la culture et de l'environnement a présenté en conseil des ministres le projet de « Charte de la qualité de la vie » préparé par le gouvernement, à la demande du président de la République.

La Charte, élaborée en étroite concertation avec les associations du cadre de vie et de protection de la nature, et après consultation du haut comité de l'environnement,

comporte pour les cinq prochaines années un ensemble de mesures destinées à améliorer la vie quotidienne, en répondant aux aspirations profondes des Français qui veulent pouvoir maîtriser leur environnement, échapper aux tensions excessives de la vie moderne et retrouver un meilleur équilibre de la vie familiale.

Les actions qu'entreprendra le gouvernement pour redonner plus d'agrément et plus de plaisir en cadre de vie consisteront à aménager les rythmes de vie, à libérer les initiatives locales en déconcentrant les responsabilités en matière d'urbanisme et d'environnement et en encourageant la vie associative, à développer les loisirs, notamment en réalisant les inégalités de l'accès aux vacances.

Pour prendre en compte ces priorités, le conseil des ministres a décidé de créer une déléguation à la qualité de la vie.

Le délégué assurera sous l'autorité du ministre de la culture et de l'environnement l'animation et la coordination de la politique définie par le gouvernement pour l'amélioration de la qualité de la vie des Français.

M. Giscard d'Estaing : l'écologie a acquis droit de cité

Le président de la République a déclaré à ce sujet : « L'écologie a désormais acquis droit de cité. En trois ans, la France s'est dotée d'un arsenal législatif parmi les plus avancés du monde, dans les domaines de la protection de l'environnement et de l'amélioration du cadre de vie ».

« La bataille de l'écologie ne se gagnera pas en un jour. C'est une guerre de vingt-cinq ans. Toutefois, pour les cinq prochaines années, la France peut en matière de qualité de la vie, franchir une nouvelle étape et remporter des victoires décisives ».

C'est pourquoi je propose aux Français le Charte de la qualité de la vie, véritable guide d'actions pour les cinq prochaines années. Cette Charte a pour ambition de réduire les inégalités écologiques et de créer un environnement meilleur pour tous.

« Entendue au fil des années, grâce à une concertation étroite avec tous, la Charte contribuera ainsi au développement d'un nouveau art de vie en France ».

(Lire page 25.)

POLITIQUE DE LA JEUNESSE
Le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports a fait une communication sur la jeunesse.

La jeunesse est la catégorie sociale pour laquelle les changements de la société française ont été les plus profonds et les plus rapides au cours des dernières années. Pour faire face aux exigences nouvelles nées de cette évolution, la société française et l'État seront appelés, dans les années à venir, à mettre en œuvre une politique globale en faveur de la jeunesse, qui corresponde véritablement à ses besoins et à ses aspirations nouvelles.

Pour mieux concevoir cette politique, le secrétaire d'État a procédé à une large consultation nationale des jeunes et des personnes exerçant des responsabilités auprès d'eux. Il s'est agité des conditions dans lesquelles elle se déroule à travers le pays et il a rendu compte des premiers résultats de cette consultation, qui s'achèvera à la fin du mois de janvier.

Le secrétaire d'État a plus particulièrement insisté sur la nécessité d'une politique d'ensemble en faveur des enfants, des adolescents et des jeunes, qui concernera à la fois la famille, la culture, les loisirs, l'éducation, l'emploi et la formation, le service national, l'amélioration du cadre de vie et l'ouverture sur le monde.

Le secrétaire d'État a, en outre, annoncé les grandes lignes de l'ac-

tion qui sera engagée dès cette année.

Une plus large ouverture des jeunes aux réalités du monde du travail sera recherchée. Une priorité sera donnée aux actions félicites, pour tous les jours qui le désirent. L'accès aux responsabilités et l'engagement au service des autres ; c'est ainsi que le secrétariat d'État doublera les crédits consacrés aux chantiers de jeunes bénévoles. Un programme de rénovation des centres de vacances sera lancé, ainsi que l'étude des dispositions améliorant leur statut fiscal et social afin d'étendre à tous les jeunes, notamment aux enfants, le droit aux vacances.

Bref, des mesures seront prises en vue de permettre une meilleure ouverture des jeunes sur le monde, notamment pour les jeunes travailleurs et jeunes ruraux en particulier, à la faveur de voyages à l'étranger.

Le président de la République a souligné que les jeunes ont souvent le sentiment de ne pas être compris de leurs aînés, et qu'une meilleure compréhension de leurs aspirations est la première condition d'une politique de la jeunesse. A cet égard, l'enquête faite auprès des jeunes comporte des enseignements très importants dont le gouvernement tiendra compte dans l'ensemble de son action.

Promotions militaires. — Au conseil des ministres du mercredi 4 janvier, ont été promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe de l'armement Jean Barbary et Alain Guigue ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef de l'armement Jean Morvan.

La prochaine réunion du conseil des ministres aura lieu le mardi 10 janvier, du fait du départ du président de la République pour la Côte-d'Ivoire le mercredi 11.

LE CONSEIL D'ÉTAT ANNULE PLUSIEURS ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le Conseil d'État a annulé, mercredi 4 janvier, les élections municipales qui ont eu lieu dans les communes suivantes :

MOROSAGLIA (HAUTE-CORSE). — L'ensemble des irrégularités constatées est de nature à vider les opérations du scrutin, alors même qu'aucune manœuvre n'est alléguée.

BIGUGLIA (HAUTE-CORSE). — Les forces de l'ordre avaient, à sans motif valable, fait évacuer la salle de scrutin lors du vote. En mars 1977, la liste conduite par M. Chet-Gandoill (ma.) l'avait emporté.

ROVILLEAN (GARD). — Le Conseil d'État a jugé que le comportement du maire de cette commune, qui a utilisé des membres du personnel communal pour la distribution d'un document, constituait une manœuvre de nature à fausser les résultats des opérations électorales.

PLEURS (MARNE). — Le maire sortant a, selon le Conseil d'État, porté une atteinte grave à la liberté et à la sincérité du scrutin, en s'opposant au dépôt des bulletins d'une liste, le matin du scrutin, avant l'ouverture de celui-ci.

HERRLISHEIM (BAS-RHIN). — Le maire a refusé de mettre les bulletins de vote de deux listes de candidats à la disposition des électeurs.

MONTROND-LES-BAINS (LOIRE). — Les membres du bureau de vote se sont absentés pour avoir le dépouillement du scrutin.



PIEDS LONGS OU LARGES 38 au 50

Un choix unique de chaussures exclusivement pour homme, du 38 au 50, par demi-pointure de 1/8 à la 11ème largeur. PALAIS DE LA CHAUSSURE 39, av. de la République 75011 Paris Tél. : 357.45.92 Catalogue gratuit - Parking

RONDE HIVERNALE 77 SERRE-CHEVALIER/BRIANÇON

1^{ER}: PEUGEOT

J.-C. Lefebvre sur 104 ZS.



En 1977, la 104 ZS a fait la loi dans les rallyes. Après son triomphe aux 24 h de Chamonix (les 2 premières places du classement général), après sa victoire dans le Tour de Corse (1^{er} au classement tourisme groupe 2), la 104 ZS Peugeot vient encore d'enrichir son palmarès sportif avec une 1^{re} place au classement général de la Ronde Hivernale de Serre-Chevalier/Briançon.

C'est J.-C. Lefebvre qui a mené la danse dans cette épreuve d'endurance sur neige et sur glace en conduisant la 104 ZS à la victoire, face à une concurrence redoutable.

Au cours de cette spectaculaire démonstration, la 104 ZS a une fois encore prouvé ses qualités : maniabilité, tenue de route, accélérations.

Peugeot fait confiance à ESSO

104 PEUGEOT

SAINT-TROPEZ
Votre résidence principale ou secondaire confortablement aménagée, 1, 2 ou 3 pièces dans les vignes, face à la mer, à Pampelonne
LA FERME DE SAINT-AMÉ
Renseignements Charles BERNHOLC - Tél. (94) 97 10 67
Agence de Pampelonne - 83350 Ramatuelle
2 aller-retours Paris-Nice remboursés à tout acquéreur

congrès

LE PEN-CLUB A ADOPTÉ UN PROJET DE « DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'ÉCRIVAIN »

La liste des écrivains en prison ne cesse de s'allonger dans le monde entier.

Le 42^e Congrès du PEN-Club international s'est tenu en Australie, à Sydney, du 11 au 17 décembre 1977. En plus des réunions du comité exécutif, il comprenait des séances littéraires sur le thème suivant : « La littérature, pont entre les cultures d'Asie et d'Europe ».

Le délégué du PEN américain, le poète Richard Howard, et le président du PEN français, G.-E. Ciancier, ont fait adopter par le Congrès un projet de « Déclaration universelle des droits de l'écrivain ». Le PEN international va demander à l'ONU de promouvoir cette « déclaration », aux termes de laquelle, conformément à la Déclaration des droits de l'homme, « les gouvernements de tous les pays doivent exercer une surveillance incessante pour la sauvegarde de la liberté d'expression des écrivains, indépendamment de la race, de la religion, de la nationalité, de la langue ou des opinions de ceux-ci. Les gouvernements doivent s'abstenir à l'égard de l'écrivain, de sa famille et de son œuvre, de tout acte répressif ou punitif ».

Le Congrès a approuvé le rapport du comité d'aide aux écrivains en prison, dont la liste, dans le monde entier, ne cesse de s'allonger.

Les centres PEN d'Angleterre, d'Australie, de Belgique, de langue flamande, de Hollande, de Suisse romande, prennent comme « membres associés », afin d'es-

ayer de les protéger, certains de ces écrivains emprisonnés (ainsi, on peut citer parmi les membres associés du PEN français : l'Argentin Antonio di Benedetto, l'Uruguayen Elber Canteris, le Soviétique Vladimir Ossipov, le Yougoslave Mihaljo Mihailov, récemment amnistié). La presse australienne a fait état pendant le Congrès de mesures de censure prises à l'égard d'un autre membre associé du PEN français : Maxime Vladimir, nouveau président de la section soviétique d'Amnesty International. Le secrétaire général du PEN français, Dimitri Stolytine, a donné lecture de la lettre de démission adressée par Vladimir à l'Union des écrivains soviétiques. De nombreux délégués présents à Sydney ont signé avec leurs confrères français un télégramme de protestation en faveur de l'écrivain menacé.

Une commission de défense des écrivains emprisonnés vient d'être constituée à la section française des PEN-Clubs.

Cette commission, en liaison avec le comité des écrivains en prison de la Fédération internationale des PEN-Clubs, s'attachera plus spécialement à la situation des écrivains étrangers ayant des liens particuliers avec la France, sa langue et sa littérature. Elle est composée des écrivains G. E. Ciancier, président, et Albert Memmi, vice-président du PEN-Club français, Dimitri Stolytine, secrétaire général, Georges Anciaux, Guy Le Clech, Jean-Pierre Faye, Alfred Kern, Vincenzo. Un des premiers effets des interventions effectuées a été la récente libération de l'écrivain d'Argentine Antonio di Benedetto.

LA PENSÉE UNIVERSELLE

Important Editeur Parisien recherche pour création et lancement de nouvelles collections manuscrits inédits de romans, poésie, essais théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Adresser manuscrits et C.V. 3 bis Quai aux Fleurs 75004 PARIS Tél. 325.85.44. Conditions d'édition fixées par contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Numéro de janvier

LA POLITIQUE AU LYCÉE

« Un cancer ronge l'éducation, qui a nom : politisation », écrit le R.P.R. dans sa brochure sur l'éducation. M. Haby, de son côté, a souvent dénoncé les « propagandistes sans scrupules », qui « endoctrinent » les jeunes.

Qu'en est-il dans la réalité ? Une grande enquête menée par « le Monde de l'éducation » dans plusieurs régions françaises montre que ces alarmes sont bien excessives. L'agitation politique a pratiquement disparu des établissements scolaires. Male et le militantisme diminuent, un nouvel appareil : le désir de nombreux élèves et enseignants d'aborder franchement les sujets politiques en classe.

Egalement au sommaire :

— Les métiers de la psychologie. — La presse à l'école : ce qu'en pensent les professeurs. L'adieu de « Défense de la jeunesse scolaire ». Tableau comparé de trente collections de littérature de jeunesse et de leur utilisation pédagogique possible. Les directeurs d'école sur la sécurité en Grande-Bretagne. Index des articles publiés dans « le Monde de l'éducation » en 1977.

Le Monde de l'éducation 5, rue des Italiens, 75477 PARIS CEDEX 08. Le numéro : 6 F. Abonnement (11 numéros) : 60 F.

la vie littéraire

Les militaires argentins n'aiment pas la Dame Tango

« S'il faut offrir des spectacles au peuple, on fera flamber des livres. Il y en a toujours de « condamnables », dit le narrateur de la Dame Tango, le dernier roman d'Anne Capelle (Belfond, 29 p., 39 F.). La Dame Tango ne connaît pas le bûcher, elle est simplement interdite de séjour en Argentine, ainsi an a décidé le junta militaire Ce livre, estimant les censeurs de Buenos-Aires, « par son contenu, ses intentions et une interprétation déformée des événements qui se sont produits en Argentine ces dernières années, est destiné à provoquer des réactions de violence dans différents secteurs de la société argentine ». L'interdiction concerne non seulement la version originale en français, mais également toute publication partielle ou résumée de l'œuvre.

Le roman d'Anne Capelle conte, dans un style lyrique et secret, l'échec d'une femme parvenue au talon du pouvoir, après avoir épousé le « Lider », ascension et chute d'une petite danseuse qui évoquent irrésistiblement le destin d'Isabelle Peron sous l'écorce fragile de la parabole. — B. A.

Un « Jules Verne » chez Julliard

Dirigée par Camille Bourmiquel, une collection intitulée « Biographies » va prendre place chez Julliard. Elle réunira quatre ouvrages par an. C'est Marc Soriano qui publiera le premier texte de la collection avec un Jules Verne, mis en place chez les libraires le 31 mars prochain. Il sera suivi d'un Verdi, par Jacques Bourgeois. Des biographies de Drogans et de Cervantes sont d'ores et déjà prévues. — B. A.

Une nouvelle collection de politique-fiction : « Scoop »

L'éditeur Tchou lance une nouvelle collection de politique-fiction, « Scoop », dirigée par Alain Cancède et Muriel Lesterlin. Quatre ouvrages seront publiés chaque année sous ce label et c'est un livre de Geneviève Moll, une journaliste, intitulée l'Homme du Vatican, qui inaugurera la collection en février prochain. Dans ce roman où se mêle l'information et l'imaginaire, l'enlèvement du pape est le trame de fond d'un vaste complot qui vise à mettre en place un nouveau ordre du monde. Décidément, les romanciers n'ont plus de respect : à quand le rapt du Malin ? — B. A.

Le peintre et le juge

« Le peintre est condamné à peindre. Par aucun détour, il ne pourrait faire un objet d'événement d'un tableau. Un événement et pour lui dériver les oiseaux, de les éloigner du champ où il est dressé, tandis que le tableau le plus terrifiant est le pour attirer les visiteurs. Un supplice réel peut lui-même intéresser, mais on ne pourrait dire, en général, qu'il e cette fin : il e lieu pour un complexe de raisons : même au principe ses fins diffèrent peu de celles de l'épouvantail : e l'inverse de l'objet d'art, il est proposé à la vue pour éloigner de l'horreur qu'il étale. Tandis que le supplice des tableaux ne tente plus de nous corriger. Jamais l'art ne prend e son compte la besogne du juge... » Ce texte, de Georges Bataille — l'Art, exercice de la cruauté, — qui parut en 1949 dans le revue Médecine française, a été repris dans le numéro 1 des Cahiers du double (12, rue Ganneuron, 75018 Paris, 30 F.). Au même sommaire : un article de Michel Leiris, datant de 1930, et des poèmes inédits de Pier Paolo Pasolini. On découvre aussi, dans ce numéro, un texte de Stanislas Leczkowski, qui e publié d'entre par un réel tourment, Fascisme, ou le langage même une étrange aventure. (Transédition, 21, rue P.-E. Jensen, 1050 Bruxelles).

Une année Voltaire-Rousseau

Ils ont eu le bon — ou le mauvais idée — de mourir la même année 1778, Voltaire le 30 mai, Rousseau le 2 juillet, ce qui va faire de 1978 une année placée sous leur double égide. Et on les célébrera ensemble, en dépit de leur éternelle querelle : la mort affaite tout.

Trois importants colloques sont prévus : — A Nice, les 28, 29 et 30 juin, organisé par le groupe de recherches sur Jean-Jacques Rousseau et le dix-huitième siècle de l'université de cette ville. Six groupes de travail étudieront Rousseau et Voltaire pendant les deux dernières années de leur vie avec cette orientation : « Regards de 1978 sur les occupations et les préoccupations de l'homme en retraite ». On verra les deux hommes dans leurs rapports avec la nature, la maladie, la mort, on étudiera leur vocabulaire au terme de leur œuvre, leurs positions morales, politique, philosophiques, on les éclaira dans les regards étrangers.

— A Paris, du 3 au 7 juillet, un colloque, International calut-là, est organisé par la Société d'histoire littéraire de la France et la Société française d'étude du dix-huitième siècle. Il se tiendra au C.N.R.S., qui prête son concours, ainsi que le ministère de la

culture. L'événement est mis aussi sur la dernière année des deux écrivains, mais c'est tout le mouvement du siècle — lettres, arts, sciences, idées — qui sera évoqué dans les communications, tandis qu'on évaluera l'image que le conscience nationale et internationale garde d'eux. Les participants viennent de Genève, de Pologne, d'Italie, des Etats-Unis, de Berlin-Est, etc.

— A Chantilly, les 5, 6, 7 et 8 septembre, un colloque, International encore, organisé par l'université de Picardie et les associations culturelles de la région, se tiendra au centre culturel « Les Fontaines » (route de Gouvieux, Chantilly) Là on ne s'occupera que de Rousseau et on sera plutôt entre philosophes pour étudier la pièce de l'écrivain « dans la crise contemporaine de la conscience ».

En dehors de ces grandes réunions d'autres manifestations sont encore prévues : — Une exposition consacrée à « Voltaire voyageur » au Musée de l'Île-de-France, à l'Orangerie du château de Sceaux, du 27 avril au 5 juillet. Voltaire seul bénéficiera de ce genre d'hommages. En novembre la Bibliothèque nationale e son tour lui consacrer une exposition ; — Des conférences surtout axées sur

Rousseau seront données par la Société d'histoire de la protestantisme (54, rue des Saints-Pères, Paris, à 21 heures), les 19 janvier, 16 février, 16 mars, 27 avril, 25 mai. Y sera présenté Rousseau et l'éducation, la médecine, la théologie. Une seule conférence sur Voltaire et les protestants le 16 mars.

— Des circuits touristiques par le Touring-Club-Radio-France, en juin, juillet, septembre, dans la région parisienne.

On prévoit encore la représentation du Devin de village de Rousseau à Montmorency (septembre), divers spectacles à Ermannville et à Ferney-Voltaire, la représentation d'Irène, de Voltaire, à Oxford, en français (29-28 mai). Car l'étranger tient sa part dans ce concert d'hommages. La R.F.A., à Mannheim, programme un colloque Voltaire (18-21 mai). Cambridge un colloque Rousseau (14-17 juillet), Bruxelles un colloque et une exposition sur les deux écrivains (30 mai), Varsovie un colloque (2-7 octobre), ainsi que la Maison Descartes à Amsterdam (novembre). Quant à la Suisse, de janvier à juin, elle multipliera les conférences et présentations en juin une exposition au Musée de Neuchâtel sur son grand homme.

vient de paraître

Lettres étrangères TENNESSEE WILLIAMS : Mémoires — Les événements publics et privés qu'il est marqué l'auteur de la Chèvre sur sa foi brûlée. Trad. de l'américain par M. Pons et M. Wiza. (Robert Laffont, 305 p., 49 F.) WILLIAM S. BURROUGHS : Heurs des ténés. — Un témoignage de personnages équivoques menacés, à la mesure de Burroughs, tous les ordres créés. Trad. de l'américain par F. Mikriamios. (Flammarion, 285 p., 45 F.)

en bref

PANNEKOCK ET LES CONSEILS OUVRIERS. — Nouvelle édition revue et augmentée. Serge Bichner présente un choix de textes du penseur hollandais, théoricien des conseils ouvriers. (Éditions et Documentaires internationales, 29, rue Desrozes, Paris-5^e) LE PRIX DARNAUD, fondé en 1967 pour couronner l'auteur d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages ayant servi la cause du rationalisme, de l'esprit critique et de la méthode scientifique, a été décerné pour 1977 à René Zazzo, professeur à l'université Paris-X, directeur du laboratoire de psychobiologie de l'enfant, pour l'ensemble de son œuvre.

LE CENTRE D'INFORMATION ET DE COORDINATION DES REVUES DE POÉSIE veut publier son bulletin numéro 34. Ce bulletin, très utile, regroupe la plupart des informations sur l'activité poétique en France. (Rédaction : Jacques Lespès, chemin des Serres, 06718 Saint-Martin-du-Var. Ed. Jean-Michel Place, 12, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75018 Paris.) POUR LA PREMIÈRE FOIS, le 20 janvier, sera remis, en marge du Festival du film fantastique d'Avoriaz, le Grand Prix de littérature fantastique. Le jury d'Avoriaz se compose de huit membres permanents qui élitent tous les ans deux lauréats d'honneur. Les membres permanents sont André Pélissier de Maudslague, Louis Leprieux-Ringuet, Louis Fauwets, Lionel Chocchon, Marcel Jullian, Paul Geimard, Régine Deborja, Robert Sabatier, et les lauréats d'honneur Clairo Brétécher et Robert Barrois.

en poche

Fêtes et illusions

CHRONIQUEUR d'une société qui déjeune à Rio et soupe chez Maxim's, Jean d'Ormesson brosse dans /as Illusions de la mer un tableau lucide et ironique de la « jet-society » internationale. C'est un monde aussi bien marginal, par ses rapports avec la vie ecclésiastique, que central pour les mêmes raisons. L'auteur, qui est, selon le mot de Tocqueville d'abord de sa classe — de grand lauréat — et ensuite de son opinion, parle aussi des fêtes somptueuses où le heurte société se mélange on de bizarres cocktail : « Les fêtes m'ont servi souvent, je regardais celle-là d'un peu loin et c'était un spectacle d'une gaieté ahurissante et d'une animation qui me laissait presque horreur. » Dans cette cour de Versailles composée de grands yachts, de résidences princières et de palais, les meubles estampillés et les tableaux de maître sont toujours comptabilisés (tout comme les mines d'étain et le pétrole) en millions de dollars. Les armateurs, les banquiers, les nobles et les politiciens s'allient aux gangsters, aux mennequins divorcés, voire eux assassins, dans un opéra où les accessoires sont au vrais diamants et la vie en stress.

Ce spectacle, que le grand public regarde du pontallier ou à travers les actualités et la presse multicolore, est souvent payé avec le sang des mineurs de l'Amérique du Sud, ou d'autres prolétaires du tiers-monde. Pierre, l'organisateur de ces fêtes, victime fascinée d'un monde qui la drogue à coups de carats et de titres, introduit Philippe (l'auteur) ou cœur même de la doctes vite internationale. Philippe qui prieira faire l'amour sous les oliviers des îles grecques, contemple ces sirènes depuis le pont du Cygne noir, tel Ulysse attaché au mât de son navire. Il écoute leur chant, qui est celui d'un cygne qui dura et d'une vie qu'il ne partage pas, mais qui le fascine. DIMITRI T. ANALIS.

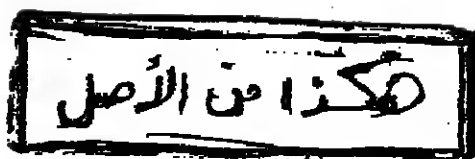
LES ILLUSIONS DE LA MER, de Jean d'Ormesson, éd. Le livre de poche, 316 pages, 5,50 F.

en poche

Fêtes et illusions

RECITIFICATIF. — La présidente de l'association de la Bibliothèque catalana de Perpignan, alege du Congrès de culture catalane pour la Catalogne-Nord, tient à souligner la participation de la Catalogne-Nord aux travaux du congrès dont les actes de clôture se sont tenus à la fin du mois de novembre 1977, à Barcelone (voir Le Monde des livres du 3 décembre 1977). Elle souligne notamment plusieurs manifestations culturelles : les Six Heures de campo (des Six Heures de la chanson), l'Aplic au monastère de San-Miquel-de-Culxà, ainsi que la visite itinérante du biblibus Cultura en ruta (culture en route) à travers la région.

dans tous les kiosques et les librairies des femmes des femmes en mouvements mensuel janvier 78 n°1 6F premier magazine écrit, fabriqué, réalisé, par des femmes. 70, rue des Saints-Pères 75007 Paris. Tél. 222.02.08.



صكذ من الاصل

Un bilan

(Suite de la page 13.)

Du côté de l'humour enfin, qui se perd et dont les regains profitent toujours à la liberté de l'esprit, Pividal — Pays sages — et Orsenna — le Vie comme à Lausanne — ont marqué très

par **Bertrand Poirot-Delpech**

drôlement les droits imprescriptibles du rêve et de la fantaisie contre les empiétements et l'abus de l'information omniprésente.

MEME si on sait s'abstraire de cette information, il reste à retrouver dans la vie courante une saveur de l'instant passé et immédiat contre laquelle tout se ligue. C'est à quoi invitait précisément les autres réussites romanesques de l'année, dans un registre plus intimiste.

Ainsi de Tempo — prix de l'Académie — où Sourmiquel, rejoint Tourrier dans la quête de mythes modernes, assimile aux échecs le jeu du hasard et de la volonté dans nos

destins. Même réhabilitation du « banal » quotidien et de notre singularité : chez Jean-Eder Hallier, exaltée par une approche baroque de la mort — *Le premier qui dort réveille l'autre* ; beguendeuse et fraternelle chez Gérard Guégan — *Père et fille* ; subtile et stylée chez Gilles Lapouge — *Equinoxiales*; modeste et suggestive chez Marc Bernard — *les Marionnettes*.

C'est également à rentrer en possession de nos existences que nous convient les mémoires écorchées de Modiano — *Libret de famille* — ou de Rinaldi — *les Dames de France* — les deux grands perdants des prix 1977, mais qui leur survivront sans peine. Derrière l'artifice d'une intrigue d'espionnage, c'est encore pour une sensibilité « autre », et un retour à l'écriture économe de la vieille N.F.R., que place délicatement le débutant Michel Butel — *l'Autre Amour*, prix Médicis.

En soulignant l'enrichissement intérieur et la surcroît d'auto-nomie que procure le roman, je ne défends pas une boutique menacée. J'aimerais faire partager un luxe.

Le roman distrait beaucoup mieux du réel quotidien que l'image à jet continu, parce qu'il réapprend à le voir et à le sentir, derrière les versions intéressées et désorientées qu'on donne toute idéologie, à l'almir du haut d'un moi de nouveau irremplaçable, à préparer sa reconquête.

histoire littéraire

Et roule, révolution !

● **Agitateur social et penseur, anarchiste, Ernest Courderoy était aussi un grand écrivain.**

IL nous reste beaucoup à apprendre du « stupide » dix-neuvième siècle, et sur lui. Par exemple, de et sur Ernest Courderoy (1825-1882), dans l'œuvre majeure, *Hurrâh III ou la révolution par les Cosaques*, nous est enfin restituée, après un silence de cent vingt ans. A aucun dictionnaire, aucune histoire de la littérature ne lui fait l'économie d'une mention. Et

pourant... Pamphlétaire, philosophe de l'histoire, révolutionnaire, Courderoy est tout cela, et un très grand écrivain.

Fils d'une bonne famille (qu'il déteste, comme il se doit, bien que son père fut lui-même un républicain convaincu) Charles Ernest termine, en 1843, ses études de médecine, en même temps qu'il fait ses premières armes dans la révolte politique et sociale. Anarchiste, il s'exile en 1849 en Suisse, en est expulsé en 1851; dès lors, fuyant la répression qui s'abat sur toute l'Europe contre les « rouges », il erre de Bruxelles à Londres, et de Madrid à Turin.

De la révolution dans l'homme et dans la société parut à Bruxelles en 1852; *Hurrâh III*, à Londres en 1854, en même temps que la première partie de *Jours d'exil*. Sa dernière œuvre, *les Braconniers ou la révolution par l'individu*, qui devait (selon Courderoy lui-même) compléter « positivement » les *Cosaques*, n'a pas été éditée, et paraît définitivement perdue.

Après 1866, on perd plus ou moins sa trace (il est marié et

chants et, explicitement, en visions d'Apocalypse, des évanescences dans le futur qui, même si elles ne correspondent que de loin en loin au réel historique, manifestent chez lui une grande connaissance de l'Europe et de ses politiques, l'idée, d'ailleurs, que la nouvelle Barbarie régénératrice, les Cosaques, balayera à leur heure les sociétés bourgeoises occidentales, épuisées de raffinement égoïste, fera après lui du chemin pour aboutir au « Jai-



Illustration tirée de « l'Assaète au beurre ».

miserable), pour ne la retrouver qu'en 1860, dans un hameau de Suisse, où il mourut tragiquement le 23 octobre 1882, à trente-sept ans. Suleide? Assassinateur? On ne sait. Comment situer cet homme et cette œuvre, si manifestement hors du commun? Il y a en lui du prophète d'Israël et, avant le lettre, du Nietzsche. Courderoy est exactement un « enthousiaste » non; un homme saisi par le Dieu des visions d'Ézéchiel, c'est un irrésistible puissance, écrit-il (p. 91), me force à dire vite et confusément ce qui doit se passer confusément et vite. J'écris sur les ruines d'un monde; comment ne serais-je pas agité? J'annonce l'inter-selle anarchie; quel ordre pourrais-je observer? »

Se succèdent donc, organisées en tendis les *Cosaques* et le *Satnat-Esprit*, de Léon Bloy... et surtout, à l'automne 1917. « Est-ce « récapituler » Courderoy que de souligner qu'il « soit tu aussi, et s'il le fut, d'abord comme un poète épique? De voir en lui un précurseur certain des surréalistes? De noter que, si ses analyses apparemment si passées pour une grande part, la splendeur de son écriture nous est tout à fait présente. Et comment ne pas lire, en 1978, l'homme qui écrivait en 1854: « Les palais sont tout en ébène. Au dehors, des chiens galeux hurlent dans les fossés sans eau et se gorgent de boyaux de vau »? »

JACQUES CELLARD. * HURRÂH III OU LA REVOLUTION PAR LES COSAQUES, d'Ernest Courderoy, éd. Plasma, 486 pages, 75 F.

EXTRAITS

Tout ce que je me rappelle des bancs de l'école, c'est qu'ils sont de sapin et flamberont bien quelque jour (p. 174).

Nous jeunes gens, désolés, moroses, nous suivons tristement le tourbillon de cette société de démons; nous nous avouons vaincus par le nombre, nous nous laissons broyer dans l'engrenage infernal; nous violons pour ne pas être volés. La civilisation est un immanse saucisson qui peut de filous en débiter (p. 118).

Je ne me raidis pas contre la prochaine transformation des peuples; j'affirme qu'elle est utile; je l'attends comme une délivrance. J'ai déchiré le carte d'Europe entre mes dents (p. 245).

Les Français sont les plus bafoués et les plus grotesquement ridicules des hommes. Il y a longtemps que j'ai renoncé à mon dividende d'illustration française (p. 283).

Apprenez donc, révolutionnaires, à supprimer des sociétés modernes le gouvernement et le sergisme; ou bien attendez-vous à voir le peuple préférer toujours les grandes pompes du despotisme aux mesquines économies des gouvernements provisoires (p. 153).

Ce qu'il y a d'éternellement vrai, c'est que tout homme est mon voisin sur la terre, et mon frère en révolution; c'est qu'il n'y a, dans le monde, que deux sortes de gens : ceux qui exploitent le travail et ceux qui le font (p. 285).

Mais quand il aura tué son dieu, le peuple-homme survivra-t-il à cette mort? Pour moi, je ne le crois pas, et l'en donnerai mes raisons plus tard. J'affirme seulement que l'humanité tuera son dieu, ou risque de mourir sur ses débris opprimés. Et roule, révolution ! (p. 161).

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

LES CAHIERS BLEUS, Liana de Poisy, Plon, 323 pages, 55 F.

mémoires

LES POTINS D'UNE COMMÈRE

● **Les futilités de Liane de Poisy.**

LE végétarisme le plus effréné d'aujourd'hui n'a rien de commun avec la fascination exercée par les grandes courtisanes 1900. Demi-mondaines qui jettent de préférence leur filet dans le grand monde où on ne les salue pas mais où les hommes rêvent de les mettre dans leur lit, elles avancent à la lisière de notre siècle comme des sortes d'idoles dont chaque regard, chaque geste, chaque mot est noté, interprété. Les plus belles — Caroline Otero, Cléo de Mérode, la Cavalière — sont des étrangères. Liane de Poisy, elle, tire orgueil d'être française : « La liane nationale ». La modestie n'est pas son fort. La crainte du ridicule non plus.

C'est ce qu'on se répète presque à chaque page d'un livre dont on se promettrait plaisir : répercuté par un journal intime, un destin hors de pair, quel regard si Liane avait eu le talent qu'annonce son éditeur. Hélas ! la « grande mémorialiste » n'est qu'une commère empressée, la plupart du temps dans sa propre personne. « Tout le monde m'a trouvée belle, jeune, élégante, spirituelle », lorsqu'elle écrit ces lignes. Liane est quinquagenaire et vote dix ans qu'elle a quitté la carrière, ayant « levé » un prince roumain, Georges Ghika, infiniment plus jeune qu'elle, un dieu durant qu'il l'adule, un dégénéré dès qu'il lui aura préféré de plus jeunes personnes.

Elle se perd, à la guerre, un fils unique qu'elle s'est mise à aimer, semble-t-il, au moment où il est devenu un héros. Quelques années encore, et elle demandera à être admise dans l'ordre de saint Dominique, comme sœur tertiaire séculière. Le journal, 1919-1941, s'arrête à peu près à cette date. Domage. Le ton eût peut-être changé.

Un tableau épique, ce qu'elle nous livre? Si l'on veut. Mais vu par un bout très spécial de la lunette, curieux mélange de vieux beaux, d'intoxiqués, de lesbiennes qui s'adollaient, ou s'entredéchiraient : il n'y a pas de milieu dans ces passions-là, dit Liane, et elle s'y connaît. Passent et repassent ses belles amies consolatries du mal, spécialement « Flossie », Nathalie Barney, dont elle a fait l'héroïne d'une idylle saphique. Car elle se pique d'écrire et juge son *Frère Lester* « d'une qualité fine ». Elle déteste Colette, rivalité de femmes à sexualité ambiguë, rivalité, surtout, d'une plumière

fadasse contre un écrivain déjà maître de son art. Aux *Vrilles de la cigne*, elle concède, tout juste, d'être « un recueil de petites nouvelles vraiment très bien... »

Ses jugements sur Max Jacob, passionnés, varient chaque fois que tourne le vent et plus souvent encore. A propos d'Aragon et du *Paysan de Paris* : « Oh ! Oh ! Oh ! Oh ! allons-nous ? Est-ce là la littérature moderne ? ». De Giraudoux : « On la relit, celui d'il y a quatre ans, et on le rejette, déçu par un homme qui n'est que de la prose ». De Colette : « un livre inutile, nuisible, méprisable ». De Moravagine, « de la littérature au triste, godi du jour ». Pronst, qu'on commence à reconnaître, « un talent on peu maniéré », un « peu snob, grand cependant quelque tapissée par la chambre de malade » et son œuvre, « belle est courée ». Serait-il charitable de continuer ?

Dans cet univers étrangement épique, comment s'y reconnaître dès lors que Liane écrit : « Je ne suis qu'une pureté ? » La pureté des diamants et des perles dont elle ruisse, sans doute ? « Au-dessus du besoin » — comme elle écrit de Léon Blum en qui elle voit « un brave type ». — elle épiluche les comptes de ses Jouilliers, négociants, chez Poirot, ses notes, marchande furieusement, à un ami, une couverture de fourrure, gémit quand il lui faut restaurer « la maisonnette » rachetée 70 000 F au prince de Polignac. Et elle s'étonne quand le maharajah de Kapurthala, auquel elle a refusé l'ombre d'une ombre de ses fa-vens, en sa jeunesse, ne fasse pas don, à la dame mûre qu'elle est devenue, de deux peaux de tigre admirées chez lui. Même quand l'Esprit Saint rôde autour d'elle, cette « lionne », au fond, n'est encore qu'une cocotte.

Fallait-il livrer au public ce ramassis de futilités? Fallait-il qu'un moine, héritier de ces Cahiers bleus, leur donnât sa caution, alors qu'on n'y sent aucune trace d'humilité. Rien, en tout cas, de cet anéantissement en Dieu qui touche, par exemple, dans le destin d'Éve Lavallière? C'est Jean Drouot, je crois, qui a comparé ce « journal de la Marie-Madeleine de chez Mesmin » au *Journal d'un attaché d'ambassade*. Inutile, les livres sont : chers, de faire double dépense. Dépêchez-vous de lire Morand.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

LES CAHIERS BLEUS, Liana de Poisy, Plon, 323 pages, 55 F.

portrait

Le curieux registre de Yann Gaillard

(Suite de la page 13.)

On peut s'interroger sur le sens d'un tel choix, et les motivations d'une telle mobilité. C'est que, d'une part, la mort saisit le vif dans sa plénitude achevée et que, d'autre part, la disparate de ces morts reflète la diversité et la totalité du spectacle du monde en un instant.

La règle, ici, comme dans le théâtre classique, n'est que la prétexte à tous les dérangements de la pensée et à toutes les libertés du style.

Par-delà l'anecdote, qui est la vie des modèles, et l'arbitraire qui les a fait mourir dans la même année solitaire, se manifestent, à travers tout le livre, une érudition, une culture, une virtuosité sans égales. Comme Borgès le fait pour des

destins apocryphes qu'il réunit, par l'écriture, à rendre authentiques. Yann Gaillard parvient, à partir de cet exercice imposé qu'est l'éloge funèbre, à exprimer sa propre conception du monde, et ce monde lui-même.

Sa réussite se mesure à cet effet : toutes ces morts, que seul le hasard a réunies, il semble, à le lire, qu'elles aient été voulues, désignées pour servir à l'établissement d'une sorte de constat, de fresque ou de radiographie du monde d'aujourd'hui, de ses contradictions, de ses convulsions, de son hétérogène entité.

Où, un écrivain bien singulier. PAUL MORELLE.

* GLOIRE DES MORTS ILLUSTRES, de Yann Gaillard, « Les Lettres nouvelles », Maurice Nadeau, 228 p., 35 F.

l'Originel No 3
sept.-fév. 78
revue des sciences traditionnelles

JEAN CARTERET, métaphysicien et dialecticien

- Tantra : La compréhension suprême
- Principes des sciences naturelles en Chine
- Le sacré dans l'architecture indienne

Le numéro 5 F en vente chez votre marchand de journaux ou à L'ORIGINEL, 23, rue Saint-Jacques 75005 Paris

histoires n°2 d'elles
est paru
mensuel féministe violence, femmes, politique, quotidien. (Allemagne, Chili, France...)
dans kiosques et bonnes libraires
11 rue boulevard 75014 paris

SADE

Dans le numéro 12/13 d'OBLIQUES, consacré à Sade, nous donnons la reproduction de dix gravures érotiques qui accompagnaient l'édition de 1797 de la *Justine* et de la *Juliette* de D.A.F. de Sade.

Nous avons pu réunir depuis la série complète des cent gravures que nous publions aujourd'hui en un précieux petit recueil à faible tirage.

Ce livre constitue un document capital sur l'art de la gravure licencieuse au dix-huitième siècle, en même temps qu'une réalisation originale qui retiendra l'attention des bibliophiles.

Les commandes seront satisfaites dans l'ordre où elles nous parviendront et la présente souscription sera close sans préavis.

OBLIQUES — Supplément au n° 12/13 SADE — Un volume de 112 pages sur Vergé des papeteries de Lana, format : 13,5 x 21 cm. reliure pleine toile cyclamen, lers noirs et tranchefile. Prix : 125 F. Envoyé sous emballage de sécurité contre toute commande accompagnée de son règlement (C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre des Éditions BORDERIE) — OBLIQUES B.P. 1 — LES PILLES — 26110 NYONS — FRANCE.

NOM : _____
 ADRESSE : _____

► Désire recevoir le volume SADE/Cent Gravures.
 ► Vous prie de trouver ci-joint la somme de 125 F (chèque bancaire ou C.C.P. à l'ordre de Roger Borderie).

DATE : _____ SIGNATURE : _____

histoire

LES FRANÇAIS

Cinquante-trois millions d'individus

Un Anglais nous psychanalyse

Trois enquêtes d'opinion.

LES Français sont cinquante-trois millions. On peut les répartir en neuf catégories socio-professionnelles, en vingt et une régions, en quatre tranches d'âges, en deux sexes, en tempéraments nerveux et sanguins, bilieux et apathiques. De cette variété de caractéristiques économiques, géographiques et mentales, l'achimie électorale devra tirer, au mois de mars de cette nouvelle année, comme en 1973, quatre ou cinq groupes parlementaires principaux. Ce processus de réduction est appelé par les politologues agrégation de groupes et des exigences politiques. Les élections sont pour les votants à la fois le moment d'un choix et celui de mille renoncements. Ils décident du principal, taisant leurs différences secondaires. Les enquêtes d'opinion, au contraire, s'efforcent de restituer la complexité initiale des goûts, des attitudes et des aspirations des Français. Elles permettent, parfois, de ne pas céder à ce que Marx appelait l'illusion du politique.

Trois livres récemment publiés s'efforcent de dépasser la segmentation politique classique des Français, de les laisser exprimer autre chose qu'un choix idéologique. Avec des succès divers.

Une image rassurante

Toutes les enquêtes ne sont pas des sondages. Une autre idée des Français, de Maurice Daluval, s'appuie surtout sur les « tables rondes » organisées de 1975 à 1977 par les caisses d'épargne et de prévoyance. Il ressort de cette « auscultation », qui voudrait bien dépasser le jargonisme des statistiques, une image rassurante, tranquille, provinciale, familiale, travailliste, et équilibrée, pour tout dire un peu simple, des bérilliers d'Astérix. L'auteur avoue, dans une introduction, avoir l'intention de faire parler une majorité silencieuse. C'est une partie de la vérité. Les Français, comme la plupart des peu-

ples, sont, dans l'ensemble, des gens raisonnables. Mais le problème de l'année 1978 est justement celui d'une situation qui leur semble déraisonnable. Comment la raison réagit-elle à la déraison ? Raisonnablement ? Déraisonnablement ?

avec les Styles de vie des Français, 78-98, de Bernard Cathelat, est offerte une autre tentative de débordement des sondages. Il s'agit de reconstituer, à partir des questionnaires classiques, une « typologie » des styles de vie français.

Echelle de sensualité

Cette typologie, telle une boule de cristal, nous permettrait d'observer le futur social jusque vers 1998. Les publicitaires et les spécialistes du marketing connaissent souvent merveilleusement, par l'analyse de la consommation, l'évolution culturelle de la France. Mais pourquoi donc n'a-t-il fallu que Bernard Cathelat éprouve un irrésistible besoin de jargonner, d'alligner des concepts, sociostyles et sociostuctures, « Flux culturels (qui) sont des tendances macro-sociologiques lourdes, des courants dynamiques modifiant en nature, en structure et en intensité, le système des valeurs de l'ensemble de la culture ». Pourquoi cette absence de diagrammes limpides, probablement dérivés de « analyses factorielles » mal définies, dont l'une place le Monde à égale distance entre Lui et le Nouvel Observateur sur une échelle de sensualité ? En fait-il-tant pour aboutir à la conclusion que les Français hésitent entre le repli et l'aventure ? C'est dommage, les sociologues auraient beaucoup à apprendre des données recueillies par les publicitaires.

La Parole aux Français, de Roland Muraz, ne cherche pas à dépasser, méthodologiquement, les sondages. C'est un document brut, l'ensemble des réponses de 142 834 sondés à 294 questions posées entre 1972 et 1977 : sur l'amour, la mort, l'éducation, la politique, l'écologie, la télévision. Chacun peut chercher ce qui l'intéresse dans cette information foisonnante et inorganisée. Moins ambitieux que les précédents, ce recueil apporte probablement davantage. Un résultat est particulièrement frappant et important : les Français sont déjà profondément écologistes : 46 % contre 45 % d'entre eux sont prêts à payer plus cher certains produits si ceux-ci sont fabriqués de façon non polluante.

Enfin, ces trois ouvrages regardent déjà sur l'évolution des mentalités. Aucun ne s'interroge réellement sur les consé-

quences psychologiques et morales à long terme du chômage. Aucun ne reflète avec exactitude l'extraordinaire climat de pessimisme qui descend sur la France, sur les deux France.

EMMANUEL TODD.

UNE AUTRE IDÉE DES FRANÇAIS, MAURICE DALUVAL, ALBIS MICHEL, 158 p., 25 F.

LES STYLES DE VIE DES FRANÇAIS 78-98, BERNARD CATHELAT, STANKÉ, 398 p., 48 F.

LA PAROLE AUX FRANÇAIS, CINQ ANS DE SONDAGES, ROLAND MURAZ, DUNOD, 276 p., 49 F.

Notre histoire contemporaine vue par un universitaire britannique.

DES Français, selon certains sondages d'opinion, se considèrent comme « égarés individualistes, logiques, frivoles et vains ». Ils acceptent, avec fierté et regret, l'idée qu'ils sont querelleurs et légers, gaulois et latins, catholiques et romains.

Le succès d'Astérix et du Mal français démontre que ces stéréotypes nationaux tiennent bon. Le côté rose de la légende insistée sur la Belle Époque. Le french-canon, l'aiseté, la décontraction sexuelle et le radical-socialisme contrastent avec l'austérité protestante du nord de l'Europe à la fin du siècle dernier. La légende noire dénonce les affrontements politiques, sociaux et religieux qui jalonnent l'histoire du dix-neuvième et du vingtième siècle français. Ces conflits sont pourtant interprétés en termes de rationalité économique ou idéologique : reconnaître leur existence n'implique pas l'abandon de notre caractéristique numéro 1, la logique, parfois appelée « cartésianisme ».

Théodore Zeldin, doyen du St. Anthony's College d'Oxford, vient de détruire, en deux mille pages en anglais, ces visions complémentaires et conventionnelles de notre histoire. On hésite à commenter rapidement l'un des livres les plus importants et les plus complexes jamais écrits sur la civilisation française. France 1848-1945, section indépendante de l'Oxford history of modern Europe, est un ouvrage inclassable, rappelant seulement par son ampleur et sa densité les grandes synthèses de Fernand Braudel. Il s'agit d'histoire sociale, et totale, traitant à peu près tous les aspects de la vie des Français : nature des groupes économiques et sociaux, habitudes et transformations familiales, sentimentales et sexuelles, éducatives et politiques, intellectuelles et esthétiques. Les thèmes traités en détail vont des eaux minérales à la criminalité de l'hypochondrie au système militaire. Mille anecdotes et portraits rendent ce parcours plus que distrayant. La date limite de 1945 est assez formelle puisque Zeldin ne s'interdit pas l'usage rétrospectif de sondages d'opinion effectués durant les années 50 et 60. Les sous-titres des deux volumes successifs — I. Ambition, amour et politique, II. Intellect, goût et anxiété — indiquent que l'angle d'attaque est psychologique. Les pressions contradictoires exercées sur les individus par une société en voie de modernisation sont au cœur de l'analyse.

cheur d'un autre individualisme. Les intellectuels de cette France-là, angoissée plutôt que catholique, sont fascinés par la culture allemande depuis le milieu du dix-neuvième siècle.

Les grands débats politiques et religieux de notre histoire contemporaine sont empreints, pour nos voisins d'outre-Manche, d'une certaine obscurité. La propension à la division en deux blocs idéologiques de notre société diversifiée, fragmentée, cellulaire, laisse rêveurs les Britanniques, qui savent d'expérience ce qu'est une société bipolaire, séparant clairement classes dirigeantes et laborieuses. En France, la coupure idéologique représente peut-être un effort d'organisation, de structuration, de sécurisation. Elle serait moins le reflet d'intérêts divergents qu'une façon pour les individus d'échapper à leur isolement et à leur anxiété. Le rôle des intellectuels français — catégorie exceptionnelle en Europe par son importance — serait alors, non d'expliquer le réel, mais de le simplifier, de le forcer à l'intelligibilité en créant des mythes. La France est-elle une société inconsciente, de son unité comme de sa parcellisation ?

Zeldin glisse subtilement de l'inconscient de la société à celui de ses individus. Les Français refoulent leurs émotions et sentiments d'une manière originale. Ce refoulement n'a jamais pris chez eux les formes virulentes du puritanisme protestant. Il est caractérisé par le culte de l'intellect et de la rationalité plus que par l'exclusion de la sexualité.

Ce livre est peut-être, tout simplement, une psychanalyse de la France de 1848 à 1945, où Zeldin voit l'histoire d'une enfance. La longueur et les détours de son cheminement sont ceux de toute exploration analytique. On en est cette nation, en 1978 ? Après trente ans de croissance économique, nous sommes adultes, bien sûr... — E.T.

THEODORE ZELDIN, en France 1848-1945, Oxford, at the Clarendon Press, Volume I : Ambition, love and politics, 823 pages, 1974, 2 livres (2). Volume II : Intellect, taste and anxiety, 1 232 pages, 1977, 15 livres (2). En vente à la Librairie Gallimard, 224, rue de Rivoli, Paris.

Une société inconsciente

Vus d'Angleterre, les Français ne sont ni légers ni décontractés. Les cents ans de leur histoire comprise entre 1848 et 1945 ne furent pas uniquement consacrés à la discussion politique et à la création artistique. Ce siècle fut plutôt dominé, selon Zeldin, par l'esprit de compétition et l'anxiété. L'adoption des grands principes de 1789 n'a pas ouvert la voie à l'égalité mais à l'obsession de la mobilité sociale. Le développement de la folle et de l'hypochondrie sous le Second Empire et la III^e République, mesure la montée de cette tension psychologique. L'inquiétude qui accompagne les progrès de l'individualisme laïque et républicain est, au fond, assez proche du malaise protestant, accou-

UNE ÉDITION FRANÇAISE

L'IMPORTANT ouvrage de Théodore Zeldin France 1848-1945 va être prochainement traduit en français par les soins d'une jeune maison d'édition, Recherches. L'édition française, sous le titre de Histoire des passions françaises 1848-1945, comportera cinq volumes contre deux dans l'édition anglaise, pour un nombre de pages équivalent. Les deux premiers volumes paraîtront en mars 1978. On peut souscrire dès maintenant au prix de 300 francs pour les cinq tomes, au lieu de 370 francs.

RECHERCHES, 45, rue Dalayrac, 94120 Fontenay-sous-Bois. C.C.P. 15-25-75 Paris.

Les nouveaux Gaulois

LES Gaulois collectionnaient les têtes coupées de leurs ennemis, ils pratiquaient d'affreux sacrifices humains. Les auteurs militaires romains, notamment, César un personnage, n'ont pas exagéré en décrivant les mœurs de nos barbares ancêtres. Dans son dernier livre, le Somme pré-romaine et romaine, M. Roger Agache tente de faire une synthèse des recherches archéologiques (fouilles et prospection photographique aérienne systématique) et de textes anciens pour aboutir à un récit coloré et plein de détails sur la vie de tous les jours des Gaulois avant et après la conquête du pays par l'envahisseur latin.

Bassin de la Somme, abords de l'Artois, Beauvalais et Vermandois : l'auteur nous entraîne dans l'histoire d'une colonisation réussie. L'aditium gaulois aux enclos curvilignes précède le « ville » gauloise, à l'architecture géométrique, l'enclos des bâtiments de ferme entourés de murs encore posés, de nos jours sur le campagne picarde. L'agronomie latin s'est implantée dans le nord de la Gaule en façon de travailler le terre et son mode de vie. Et l'indigène s'est d'autant plus laissé prendre à cette civilisation importée qu'il était sans doute flatté par la construction de grands ensembles monumentaux, temples, thermes, théâtres, édifiés en pleine campagne et qui devenaient des emblems de centres urbains ayant sans doute plus d'attrait pour le Gaulois moyen que la lutte traditionnelle dont parlent nos livres d'histoire.

C'est là que l'étude de Roger Agache devient encore plus passionnante. Elle décrit l'effondrement d'une civilisation, où il y a des aversissements à recueillir. L'occupant épulse systématiquement les richesses naturelles, il pratique une culture intensive qui aboutit à une rupture écologique. Des problèmes de main-d'œuvre se posent et la crise économique survient après une prospérité séculaire. Lorsque les barbares venus de l'est envahissent cette région autrefois riche, bien des terres sont déjà abandonnées. A Rome, les intellectuels du Bas-Empire se posent des questions sur la pérennité de « la » civilisation latine que les consolateurs de l'époque cherchent un exemple de vie saine dans cette Gaule que leurs ancêtres ont conquise. Ne portent-ils pas ostensiblement la cuculle, vêtement du paysan gaulois, symbole en quelque sorte, au milieu d'une Rome décadente, d'une vie simple et tournée vers les éléments naturels...

MICHEL CURIE.

« La Somme pré-romaine et romaine » se présente sous la forme d'un volume relié pleine toile, sous jaquette illustrée. Cinq cents pages, 278 photos, 46 figures regroupant de nombreux plans et deux cartes. Prix : 149 F + 15 F de port. Les chèques, libellés au nom de la Société des antiquaires de Picardie, doivent être adressés à M. Roger Agache, 20, rue des Capucines, 89100 Abbeville.

COMMENT EST NÉ LE LYCÉE DE FILLES

Sexisme et éducation.

QUAND les écoles que l'on projette nous auront tourné plusieurs générations de femmes athées et révolutionnaires, la République n'en sera pas plus païenne, male, en revanche, l'ordre social en sera terriblement ébranlé », écrit le Monde... Un autre monde, celui du 22 novembre 1880. Baroud d'honneur : le Jol Camille Sée fut l'enseignement secondaire des filles sera voté le 21 décembre.

En ce temps, une étudiante d'Ile-de-France « mimi-pinson », une petite « femelle » du quartier Latin. Ou alors un bas-bleu en passe de devenir bas-rouge.

Le Jol Camille Sée, la fondation des lycées et collèges et de l'École normale supérieure de Sèvres (1881), permettent l'ascension des filles des classes moyennes vers l'enseignement supérieur. Donc vers les professions qu'il ouvre.

Ce qu'étaient ces enseignements, à quelles carrières sociales, intellectuelles, morales, elles se heurtaient, comment elles ont,

non sans mal, franchi les étapes, nous pouvons le présenter le savoir. Une thèse écrite avec une remarquable simplicité, en langage agréable et sans pédanterie, illustrée de tableaux clairs, nous offre le panorama de cette évolution. Françoise Meyer, maître de conférences à Lille, enregistre le changement d'attitude envers les femmes pendant près d'un siècle. L'angle d'approche est excellent : dit-nous comment tu éduques tes filles, je te dirai quelle société tu veux.

Egallité ? En apparence seulement, et pas trop. Quels retards dans la réglementation des droits des professeurs féminins, et quelle incohérence ! En 1911, un professeur femme malade doit réintégrer sa suppléante sur ses propres deniers !

Ces dames sont priées d'avoir de la « tenue » : pas de cheveux dénoués, comme au lycée de Tournon. Dans les grands établissements parisiens, on réclame de la « distinction ».

Vers les années 20, le pacifisme ou la fondation d'une « université populaire » valaient un rapport qui ne favorisait ni l'avancement ni même

le maintien. Quant on « légalise » un enrégé... gere. Bien sûr, l'hypocrite surveillance des opinions et des actes n'épargne pas les hommes ; mais ils ont droit à plus de tolérance.

Les traitements ? Ils n'ont été égalisés qu'en 1925. Il faut attendre le Front populaire et le ministre Jean Zay (1936) pour qu'une professeur d'université, docteur en sciences, Eugénie Cotton, soit nommée à Sèvres ; alors l'école deviendra le symétrique de la rue d'Ulm.

Cette thèse remarquable, ce livre minutieux sans lourdeur, montre comment le bourgeois voyait, voulait ses filles « intellectuelles ». Et montre aussi comment le République s'est servie de l'enseignement féminin « tour à tour machine anticléricalité et germe de la stabilité sociale » pour orienter les idées et les mœurs. Un instrument de connaissance, ce livre, un outil historique dont les féministes et leurs amis ne sauraient se passer.

DOMINIQUE DESANTI.

Françoise Meyer, « Enseignement secondaire des jeunes filles sous la III^e République ». Fondation nationale des sciences politiques, 428 p., 170 F.

PRIX MÉDICIS ÉTRANGER HECTOR BIANCIOTTI Le traité des saisons Le seul héritier légitime du grand Borgès. Françoise Wagnier - Le Monde. "En bien ce livre est, avec un bonheur rare, la musique, l'algèbre et le poème de la mémoire." Jean-François Josselin - Magazines Littéraire. GALLIMARD

هكذا من الأصل

Théâtre

BOISCH LE JARDIN DES DELICES reproduit GRANDEUR NATURE avec ses vraies couleurs en 56 doubles planches et un texte passionnant de J.-P. JOUFFROY. Editions Hier et Demain chez votre librairie.

ARTS ET SPECTACLES

analyse

de nos jours individualisme... de cette France... par la culture... depuis le milieu du...

LE JOUR DU THÉÂTRE

Les mutilés du langage.

Jusqu'au 15 janvier, le Nouveau Théâtre national de Marseille présente... de Valère Novarina. Titre énigmatique qui réclame les plus...

La Salamandre à Villeurbanne.

Après la Volksbühne de Berlin-Est et la Tuganoka de Moscou, le T.N.P. accueille jusqu'au 4 février le Centre dramatique du Nord et son dispositif scénique qui rassemble à un bateau ou public et acteurs s'embarquent pour le plus gai des spectacles amers...

Les comédiens qui chantent.

Le Théâtre de Bourgogne organise, du 7 au 11 janvier, un stage dirigé par Jean-Marie Sena, où il sera question de « sprechgesang », du chant parlé de Kurt Weill, de Hans Eisler, de quelques choses qui appartiennent à la culture allemande, et s'adapte au rythme de la langue, à ses sonorités, mais « dont il ne faut pas, dit Jean-Marie Sena, négliger l'importance didactique ».

A Lyon, une femme erie.

Les Ateliers de Lyon, dirigés par Gilles Chauvassieux, présentent, du 5 au 15 janvier, l'œuvre de Danielle Sarrera, avec Catherine Cautel. Le texte est tiré du journal écrit par la jeune Lyonnaise alors qu'elle était à Paris, entre 1947 et 1949 : « Une voix qui blasphème, apostrophe, injurie, reprend sa parole, avec de longs râles d'insuffisance, entraîne le corps en un point où tout se désagrège d'un seul coup : une voix qui profère, profane, parjure et renverse tous les rôles ».

Théâtre

« Les Temps nouveaux... » de l'Ensemble de Gennevilliers

L'Ensemble théâtral de Gennevilliers ouvre, le 13 janvier, la saison théâtrale du Centre Georges-Pompidou avec Robert Gireaux, de Jean Jourdeuil et Bernard Chartoux, mis en scène par Bernard Sobel. En même temps (à partir du 5 janvier), dans sa salle des Grésillons, il présente Tambours dans la nuit, de Brecht, mis en scène par Yvon Davis. En mars, Max Denis montrera une pièce de l'auteur allemand Volker Braun, Les Rêves du manœuvre Paul Buche. La Révolution française; les retombées de la Révolution russe et les premières vagues du fascisme en Allemagne; le quotidien d'un ouvrier en R.D.A.; regard sur le passé et le présent, sur des périodes où bascule l'histoire, où se dessinent les transformations irréversibles de la réalité sociale et économique. Les trois spectacles composent un cycle qui a pour titre Les Temps nouveaux... il ne faut pas oublier les points de suspension, ce pourrait être l'appeler d'humilité à Bernard Sobel ne veut pas que l'on pense qu'il se prend pour un prophète, un futurologue, un homme qui détecte le hier pour annoncer préemptivement demain. Sa seule certitude est celle d'un changement, mais lequel et en vue de quel ? Changeant signifie déchirement, et les déchirements amènent des cassures qui révèlent des vides.

YVON DAVIS : « Les points de suspension prennent la place d'un vide actuel, causé par l'absence d'un certain nombre de discours sur la révolution, la révolution ». Les Temps nouveaux : l'espérance peut entraîner une idée de « tendresse » qui change tout. Les points de suspension entrent en chant. Nous n'affichons aucun triomphalisme, aucun nihilisme. Nous n'établissons pas un constat de néant sur lequel il convient de bâtir. BERNARD SOBEL : « Les événements courent à une vitesse de folie, tandis qu'une lente métamorphose s'opère. Arrivent les temps où la tension du dialogue provoque une fracture, où...

Le silence des discours

Y. D. : « A l'origine de notre travail, il y a notre expérience vécue d'un malaise, ce qui est une manière de le rendre productif, en essayant d'aller jusqu'au bout de ce malaise. Pour qu'il y ait l'espérance, il faut passer par le désespoir, dit-on. Répondant à la question de Gluckman, « De quel fait il désespère », nous interrogeons l'espérance ».

toriens n'appliquent pas : le silence de Robespierre; son retrait pendant quelques jours de la vie publique. Un mystère où les poètes vont tenter d'entrer. Le développement de la pensée politique, en tant que pensée spécialisée, passa par la parole poétique. Elle devient alors véritablement opérationnelle, elle met le doigt sur les problèmes que la parole scientifique contourne. Y. D. : « Au cours de notre travail, il nous est apparu que les auteurs se sont inscrits dans leur pièce et maintiennent la parole poétique jusqu'à l'histoire. Le langage de Tambour dans la nuit est un héros rimbaudien. Le Robespierre de Jourdeuil et Chartoux est une parole poétique d'une certaine manière, par l'histoire qu'il vit dans sa chair l'expérience du vide. Le rêve est en fait d'une révolution rousseauiste; il s'est agi de déposer une odeur de sang et de chaos. Et apparaît la parole poétique qui circonscrit une relation soustraite à l'histoire. Loin de la complaisance romantique, elle débouche sur l'action. Non pas l'improvisation laquelle, mais l'action abolument. Chez Volker Braun, nous voyons un aventurier du socialisme qui cherche l'épopée et ne la trouve pas. B. S. : « Si le jeune Brecht de Tambour dans la nuit est habitué par Rimbaud, Volker Braun l'est par le jeune Brecht et aussi par Schiller. Nous ne faisons pas un pari sur la poésie, nous essayons de comprendre l'histoire. Les historiens ne nous laissent que des traces d'événements, alors que les écrits de Lacoue, la Bible, Homère, nous apportent des témoignages fantastiques. Si, en dehors de la chanson, le théâtre de théâtre populaire est cherché, il faut recréer dans le public, nous avons le devoir d'assumer cette charge. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

* Tambours dans la nuit, salle des Grésillons, Gennevilliers, à partir du 5 janvier.

Incertitudes au Centre dramatique de Saint-Étienne

Quatre des cinq centres dramatiques nationaux, jusqu'à présent gérés en co-gestion, n'auront plus, après décision du ministère de la culture et de l'environnement, qu'un seul directeur (le Monde du 30 décembre). M. Joseph Sanguedolce, maire communiste de Saint-Étienne, inquiet qu'aucune décision au sujet de la Comédie de Saint-Étienne, actuellement dirigée par MM. Guy Louzin et Daniel Benoin, n'ait encore été prise. Dans une lettre adressée à M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, M. Sanguedolce insiste pour que la nomination à la direction ait lieu dans les meilleurs délais. Les maires de Saint-Étienne souhaitent que la mesure soit prise dans le souci de la « continuité de la direction ». De même, M. Jacques Médecin, maire de Nice (P.R.), a récemment souligné le nécessaire maintien de l'actuelle codirection du théâtre de Nice (nos premières éditions du 31 décembre 1977). Les élus socialistes du conseil municipal de Saint-Étienne souhaitent également la reconduction du contrat d'au moins un des deux codirecteurs « afin que soit assurée l'indispensable continuité de l'action théâtrale ».

ERRATUM. — Le livre de Raymond Temkine, l'Entreprise théâtrale, est publié aux Editions Cujas et non aux Editions l'Age d'homme (le Monde du 2 janvier).

Le III^e Festival des travailleurs immigrés

« Les porteurs de l'internationalisme sont les immigrés », avaient dit un soir les acteurs du Centre d'action sociale italien en Belgique. Quarante Italiens étaient venus de Bruxelles pour participer au deuxième Festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés. Le troisième Festival des travailleurs immigrés s'ouvrira le dimanche 8 janvier, à la salle Wagram, à Paris, avec des spectacles de danse et de théâtre (on pourra apercevoir Fawzi El Aedy, Toto Bisantini, Idir, Carlos Andrea, Djamel Allam, Kweso, Martin Saint-Pierre, Ben Diah, etc.) et se prolongera jusqu'au 22 janvier dans une quinzaine de villes avec du théâtre et surtout des débats. Organisé par la Maison des travailleurs immigrés (1), il sera marqué cette année par la lutte contre le climat d'intégration. Quand le Festival a été créé en 1975, le public avait découvert, rassemblés à l'occasion d'une manifestation modeste dans des salles de théâtre, des artistes de diverses nationalités africaines, une quinzaine de troupes de différentes nationalités. Les comédiens étaient pour la plupart des ouvriers qui racontaient, qui dénonçaient plutôt — en portugais, en italien, en arabe, en espagnol, avec des bouts de français et des accents de la vie quotidienne, les difficultés des étrangers en France. Un théâtre était né, une sorte de théâtre-travail rudimentaire, théâtre non professionnel — il ne prétendait pas l'être, — politique et burlesque, pratique sociale et qui traduisait le besoin des populations immigrées de s'exprimer dans leur propre langue. Le deuxième festival de la M.T.I. (31 octobre-15 novembre 1976), immédiatement suivi par le troisième (15 novembre-15 décembre 1977), a permis de constater que le théâtre de l'immigration (celle-ci s'est déroulée du 22 novembre au 5 décembre sous l'égide de l'Office national pour la promotion culturelle des immigrés), pouvait, à l'occasion d'une manifestation modeste, dans des salles de théâtre, rassembler des artistes de diverses nationalités africaines, une quinzaine de troupes de différentes nationalités. Les comédiens étaient pour la plupart des ouvriers qui racontaient, qui dénonçaient plutôt — en portugais, en italien, en arabe, en espagnol, avec des bouts de français et des accents de la vie quotidienne, les difficultés des étrangers en France. Un théâtre était né, une sorte de théâtre-travail rudimentaire, théâtre non professionnel — il ne prétendait pas l'être, — politique et burlesque, pratique sociale et qui traduisait le besoin des populations immigrées de s'exprimer dans leur propre langue. Le deuxième festival de la M.T.I. (31 octobre-15 novembre 1976), immédiatement suivi par le troisième (15 novembre-15 décembre 1977), a permis de constater que le théâtre de l'immigration (celle-ci s'est déroulée du 22 novembre au 5 décembre sous l'égide de l'Office national pour la promotion culturelle des immigrés), pouvait, à l'occasion d'une manifestation modeste, dans des salles de théâtre, rassembler des artistes de diverses nationalités africaines, une quinzaine de troupes de différentes nationalités. Les comédiens étaient pour la plupart des ouvriers qui racontaient, qui dénonçaient plutôt — en portugais, en italien, en arabe, en espagnol, avec des bouts de français et des accents de la vie quotidienne, les difficultés des étrangers en France. Un théâtre était né, une sorte de théâtre-travail rudimentaire, théâtre non professionnel — il ne prétendait pas l'être, — politique et burlesque, pratique sociale et qui traduisait le besoin des populations immigrées de s'exprimer dans leur propre langue.

« Que signifient de telles rencontres quand la voix des travailleurs immigrés ne peut se faire entendre ? », avaient déclaré les associations en clôture du Festival. Au cours de trois semaines de luttes pour le droit au sang, de la prison, de l'expulsion, se sont constituées en France des organisations autonomes représentant les intérêts des immigrés, ont surgi des troupes de théâtre émanant de quatre millions d'hommes. Les déclarations d'intention des pouvoirs publics ne pourront être prises au sérieux que le jour où cesseront les pratiques officieuses d'expulsion, de répression politique, d'expulsions arbitraires, de renouement de chômeurs, d'impunité des actions racistes. Des quinze troupes qui existaient en 1975, beaucoup ont disparu pour des raisons diverses, retour au pays, fatigue, divergences politiques, crainte de la répression, manque d'argent. Né dans un contexte difficile, joué dans des conditions encore plus difficiles, le théâtre de l'immigration est à la fois fragile et d'une vitalité étonnante. Comme si la disparition d'un groupe entraînait la naissance immédiate d'un autre, comme si le recul apparent était l'amorce nécessaire pour un travail plus en profondeur. Le théâtre apparu en 1976 était bien meilleur que celui de l'année précédente. Le théâtre arabe dans l'immigration (l'un des seuls à avoir « tenu » depuis 1975), les Comédiens immigrés de Grenoble (devenus professionnels), le Théâtre Zait et Bail, l'Oasis enchanteur... ont surpris par leur qualité. De la description amère et corrosive de la destruction de la famille, au pays arabe aux sketches satiriques sur la vie quotidienne des immigrés en France, de la comédie tendre à la satire féroce, le théâtre ne de l'immigration, les différents genres pour dénoncer la situation faite aux hommes. Il y aura de nouvelles troupes cette année, portugaises, italiennes, espagnoles. On reverra l'Oasis enchanteur et le Théâtre Tempo et d'autres qui mènent comme eux une action continue, obstinée, par équipes, par foyers, par quartiers. Que diront-elles ? Pour les immigrés, les expulsions, les licenciements, le chômage, les incertitudes administratives, la grande insécurité s, n'ont fait que s'aggraver. CATHERINE HUMBLLOT.

Notes

ODEON THEATRE NATIONAL Reprise du 10 janvier au 12 février de L'ONCLE VANIA de TCHEKHOV Adaptation et mise en scène Jean-Pierre Miquel

Notes

Cinéma « La Part du feu » d'Étienne Perier Théâtre « Roméo et Juliette », par Denis Llorca. Urbanisme « Les Jardins du port Saint-Bernard »

(1) L'immigration et la direction de la M.T.I. sont assurées par six organisations autonomes (indépendantes des pouvoirs publics français ou étrangers et des partis politiques) : l'Association des Marocains en France; le Comité des travailleurs algériens; Federación das Associaçoes de Trabalhadores emigrados; la Fédération des travailleurs d'Afrique noire immigrés; le Mouvement des travailleurs (ivoiriens en France); l'Union générale des travailleurs algériens en France. M.T.I., 44, rue de Montreuil à Paris 11^e Tel. : 688-00-01.

UNE ÉDITION FRANÇAISE

Un livre d'art comme les autres... de la part de la triptyque...

BOSCH LE JARDIN DES DELICES GRANDEUR NATURE

RADIO-TÉLÉVISION

VU

KATYN

C'est quand même incroyable, cette affaire de Katyn. Comment se fait-il que, trente-sept ans plus tard, on puisse encore poser la question de savoir qui, des Russes ou des Allemands, est coupable du massacre de plusieurs milliers d'officiers polonais dans une forêt des environs de Smolensk entre avril 1940 et juillet 1941. Seule, en occurrence, la date du crime peut désigner le coupable. L'arme, elle — chacun de ces hommes a été abattu d'une balle allemande tirée à bout portant dans la nuque et ressortie par le front, — ou, l'arme ne prouve rien. Ces munitions avaient été vendues en très grand nombre aux pays belligères avant la guerre et auraient pu être utilisées aussi bien d'un côté que de l'autre.

de la Pologne... il ne savait pas, il pensait à une « erreur fatale » ; un autre, tout aussi vague et tout aussi gêné, parlait de « lourde faute ». Alors ? rappelez-vous Alain Decaux, alors, évidemment, on s'interroge. C'est le moins qu'on puisse dire. Son enquête à lui n'a rien donné, rien de plus que ce que l'on soupçonnait. Il rapporte aucune preuve, aucun témoignage neut, accablant. Si, deux fois, l'un allemand, l'autre russe, deux films atroces, bouleversants, tournés sur place lors des investigations menées par les deux commissions d'enquête recrutées successivement à Berlin et à Moscou. Mais c'est tout. Son intime conviction, d'ailleurs très largement partagée aujourd'hui — un document de la S.B.G. concluait il y a déjà deux ou trois ans, le crime, dans la même acce, — c'est que les Russes ont bel et bien tué leurs prisonniers. Ou plus exactement quatre mille cinq cents d'entre eux. Les autres auraient été noyés dans les eaux glacées de l'océan Arctique. C'est très possible. Encore une question cependant : pourquoi ces crimes ? A qui pouvaient-ils profiter ? Et qui — ce n'est pas Staline apparemment — les a ordonnés ?

CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 5 JANVIER
— M. Michel Jobert, président et fondateur du Mouvement des Démocrates, est interrogé sur Europe 1, à 8 h. 30.
— Le magazine « Panorama », sur France-Culture à 12 h. 45.

est consacré au Centre Georges-Pompidou, avec la participation de M. Robert Borjas, ancien président de l'Association de la Presse (1963), il entre au cabinet du ministre de l'Information (1969-1972), puis adjoint au directeur de la région de la Méditerranée. Il devient chef de l'information technique au cabinet de M. de Bréson, directeur général de l'O.E.T.F. Délégué du directeur général de l'O.E.T.F. pour les relations publiques (1969-1972), puis adjoint au directeur de la région de la Méditerranée. Pour sa part, M. Bertrand Coussin, qui était directeur du cabinet de M. Contamine, est nommé

JEUDI 5 JANVIER

CHAÎNE I : TF 1
18 h. 30, L'île aux enfants; 19 h. 55, Animaux; Caméra au poing; 19 h. 55, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Eh bien... raconte!; 20 h. Journal.
20 h. 30, Feuilleté; La Filière, de G. Perault et J. Cosmos, réal. G.-A. Lefranc, avec Cl. Brosset, J. Balutin, A. Laurence, D. Brian; 21 h. 35, Magazine d'actualité - le forum de l'« Expansion ».
— Raymond Barre, premier ministre, 1968 aux côtés d'« Europe ».
22 h. 40, Allons au cinéma.
23 h. 10, Journal.

CHAÎNE II : A 2
19 h. 50, Émissions régionales; 19 h. 45, Jeu; 20 h. Journal.
20 h. 35, Série : Banlieue sud-est, d'après R. Fallet, réal. G. Graugier; 22 h. Série documentaire : Légendaires, de Ph. Alfont, P. Dumayet et P. Pesnot (Le Mortofond, réalisation M. Teulade).
— Permanences des pratiques magiques dans 30 campagnes.
22 h. 30, Journal.

CHAÎNE III : FR 3
19 h. 5, Émissions régionales; 19 h. 40, Tribune libre; Présence socialiste; 20 h. Jeux.

JEUDI 5 JANVIER

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : L'HOMME DES HAUTES PLAINES, de C. Eastwood (1973), avec C. Eastwood, V. Bloom, M. Hill, M. Ryan, S. Gierach.
— Un étranger arrive dans une petite ville de l'ouest, il doit protéger les habitants contre trois tueurs qui sont sortis de prison. C'est Eastwood sous d'autres traits salués par le public (Le Fauconnier, le scénario lui-même avec une parfaite mégalomanie).

22 h. 15, Journal.
22 h. 30, Un événement (l'année de l'Europe et de la mer : portrait d'une ville à Avignon).

FRANCE - CULTURE
20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos : « Sous le soleil de Satou » et « Histoire de Monsieur de Chambray ». L'Ensemble F. H. Potier, G. Franck, V. Billefont, réal. G. Godebart; 22 h. 30, Noëls magiques : New-York-Moyeu Age.

FRANCE-MUSIQUE
19 h. Jazz time; 19 h. 45, Un petit train de plaisir; 20 h. 30, Musique (l'Ensemble F. H. Potier, G. Franck, V. Billefont, réal. G. Godebart); 22 h. 30, Noëls magiques : New-York-Moyeu Age, par F. Dupont.

FRANCE-CULTURE
20 h. Récit d'Alfred Jarry, avec François Caradec, Michel Arrivé, Thierry Foulé, Jean-Jacques Brocchi; textes lus par F. Caradec, J. Brocchi, J. Soller, réal. A. Lemaître; 21 h. 30, Musique de chambre; Hayden, Schoenberg, Kurt Weil, Debussy; 22 h. 30, Noëls magiques : New-York-Moyeu Age, par F. Dupont.

FRANCE-MUSIQUE
20 h. 20, Cycle d'œuvres franco-allemandes aux Chorégies d'Orange 1977... Orchestre national de France et Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, Nouveau Chœur philharmonique de Londres, Chœur des Südtiroler et Ensemble de Damerdorf, avec M. Kapler, N. Debus, M. Forrester, dir. V. Weisman; 21 h. 15, France-Musique la nuit... Grands crus; 23 h. Extractions; 0 h. 5, France-Musique la nuit.

VENDREDI 6 JANVIER

CHAÎNE I : TF 1
13 h. Journal; 13 h. 35, Émission régionale; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25, Pour les petits; 18 h. 30, L'île aux enfants; 19 h. 55, Animaux; Caméra au poing; 19 h. 10, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Eh bien... raconte!; 20 h. Journal.
20 h. 30, Au théâtre ce soir : « Nuit folle », de P. Gerbert, avec A. Alane, M. Dudicourt, J.-P. Lucot, J. Ardouin.
22 h. 20, A bout portant : Carlos.
23 h. 20, Journal.

CHAÎNE II : A 2
15 h. 55, Aujourd'hui magazine; 17 h. 55, Fenêtre sur...; 18 h. 25, Dorothée et ses amis; 18 h. 40, C'est la vie; 18 h. 55, Jeu; Des chiffres et des lettres; 19 h. 40, Jeu; 20 h. Journal.
20 h. 30, Série : Les folles Offenbach (la Grande Duchesse), réal. M. Boisrond; 21 h. 35, Littéraire : Anestrophes, de E. Pivot.
— Vers en Chine. Avec M. E. Monard (Métamorphose d'Extrême-Orient) ; A. Bous (la Rectification ou les nouveaux dirigeants chinois) ; le docteur G. Valentin (la Vie sexuelle de Chine communiste) ; M. et Mme Cl. et J. Brovelli (le Deuxième Retour de Chine) ; Mme M. Lot (pour le livre romanesque et libéral).

22 h. 45, Journal.
22 h. 50, FILM (Ciné-club) : JE VOUS AI TOUJOURS AIMÉ, de F. Borzage (1946), avec

Ph. Dorn, C. McLeod, W. Carter, M. Ouspenskaya, F. Brassart (V.O. sous-titrée N.).
— Un film sentimental étonnamment réaliste. Les parties de concert sont exécutées par Arthur Schnitzler, qui a « doublé » Catherine Mouton.

CHAÎNE III : FR 3
18 h. 35, Pour les jeunes; 19 h. 5, Émissions régionales; 19 h. 40, Tribune libre; LA PEN (l'éducation nationale); 20 h. Les Jeux.
20 h. 30, La qualité de l'avenir, d'E. Leguy et F. Guillaume.
22 h. 25, Journal.

FRANCE-CULTURE
20 h. Récit d'Alfred Jarry, avec François Caradec, Michel Arrivé, Thierry Foulé, Jean-Jacques Brocchi; textes lus par F. Caradec, J. Brocchi, J. Soller, réal. A. Lemaître; 21 h. 30, Musique de chambre; Hayden, Schoenberg, Kurt Weil, Debussy; 22 h. 30, Noëls magiques : New-York-Moyeu Age, par F. Dupont.

FRANCE-MUSIQUE
20 h. 20, Cycle d'œuvres franco-allemandes aux Chorégies d'Orange 1977... Orchestre national de France et Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, Nouveau Chœur philharmonique de Londres, Chœur des Südtiroler et Ensemble de Damerdorf, avec M. Kapler, N. Debus, M. Forrester, dir. V. Weisman; 21 h. 15, France-Musique la nuit... Grands crus; 23 h. Extractions; 0 h. 5, France-Musique la nuit.

CREDIT GRATUIT
12 mois sur tous les appareils SINGER
* Pour un achat minimum de 1000 F. Offre valable jusqu'au 1^{er} Avril 1978.

SINGER
l'Ami sincère

Nomination de directeurs généraux

Antenne 2 :

M. Xavier Larère.

● Alors que M. Maurice Ulrich, nouveau président de la deuxième chaîne, s'apprête à recevoir les anciens collaborateurs de M. Marcel Julien, on apprend que M. Xavier Larère est maintenu pour trois ans dans ses fonctions de directeur général d'Antenne 2, poste qu'il occupait depuis janvier 1977.

Ami et conseiller de l'ancien président, M. Jacques Chancel, demeure, quant à lui, producteur du « Grand Échiquier », émission mensuelle, dont la prochaine édition sera, à la fois du mois, consacrée au violoniste de jazz Stéphane Grappelli.

FR 3 : M. Claude Lemoine.

● M. Claude Lemoine, directeur des régions à FR 3 depuis 1976, est nommé directeur général de cette société, dont le président est M. Claude Contamine, récemment reconduit dans ses fonctions. La création de ce poste fait de M. Claude Lemoine le numéro 2 de la troisième chaîne et traduit la volonté d'accroître le développement régional de FR 3.

(Né le 21 avril 1923 à Péronez (Sarthe), M. Claude Lemoine est licencié en lettres, journaliste à l'Action autonome, secrétaire de rédaction de la Société générale de presse (1963), il entre au cabinet du ministre de l'Information (1969-1972), puis adjoint au directeur de la région de la Méditerranée. Il devient chef de l'information technique au cabinet de M. de Bréson, directeur général de l'O.E.T.F. Délégué du directeur général de l'O.E.T.F. pour les relations publiques (1969-1972), puis adjoint au directeur de la région de la Méditerranée. Pour sa part, M. Bertrand Coussin, qui était directeur du cabinet de M. Contamine, est nommé

CARNET

Naissances

— La docteur et Mme Claude Bantman et Eve sont heureux de faire part de la naissance de Constance, le 29 décembre 1977, 48, rue Fouchier, 75017 Paris. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le docteur et Mme Patrick Guesnon, ainsi qu'Emmanuel, sont heureux de faire part de la naissance de Caroline, le 3 janvier 1978, 3, rue Neuve-Saint-Germain, 82 Boulogne.

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Barbara Le Roy-Liberge, fille de M. Fernand Le Roy-Liberge, décédé, et de Mme, née Colette Morle, avec M. François Forme-Bercharat, fils de M. Jean-Louis Forme-Bercharat et de Mme, née Mathilde Soula de Marault, 11, rue Visconti, 75009 Paris.

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Barbara Triboulet, fille du ministre et de Mme Raymond Triboulet avec Jérôme Durand-Smet, fils de Joseph Durand-Smet, décédé, et de Mme Joseph Durand-Smet.

Mariages

— Florence Carniguet et Hervé Desse sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité familiale en l'église de Louvois (Paris), le jeudi 22 décembre 1977, 11, rue Antoine-Sue, Elron.

— Anne-Marie Dion et Alain Lercher ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré en l'église de Saint-François-Xavier, Paris, le 4 janvier 1978.

Décès

— Les obsèques de M^{me} Maurice BOITEL, avocat honoraire, directeur au chef du « Droit ouvrier », organ de la C.G.T., auront lieu le vendredi 6 janvier 1978 en province. Une garde d'honneur aura lieu dans le chapelle ardente dressée à partir de 9 heures à la Fédération des cheminots, 19, rue Pierre-Semard, Paris (9^e). Un hommage public lui sera rendu à 10 h. 30, par le bâtonnier Bernard Lasserre, au barreau de Paris, par M^{me} Louis Baillet, au nom du comité central du parti communiste français, et Marcel Collin, au nom du bureau confédéral de la C.G.T.

T.D.F. : M. Maurice Rémy.

● Le conseil des ministres a confirmé mercredi 4 janvier la reconduction de M. Jean Aurin dans ses fonctions de président de la Fédération Française des Directeurs d'Administration (F.F.D.A.). M. Aurin avait été renouvelé le 15 décembre — dans son mandat d'administrateur — et annoncé par le directeur général de la F.F.D.A., M. Maurice Rémy, directeur général de la F.F.D.A. depuis 1973.

SPORTS

AUTOMOBILISME

APRÈS SIX ANNÉES D'INTERRUPTION Citroën revient à la compétition

Citroën revient à la compétition officielle après six années d'interruption. Le programme établi prévoit une participation dans quatre épreuves — Portugal, Grèce, Sénégal, plus un rallye à choisir — avec l'engagement de deux voitures officielles conduites à Wagram et Larc, sous la direction de Mme Marianne Cotton. « Il s'agit d'un redémarrage », a précisé M. Jacques Wolgenstinger, directeur des ventes sportives de la firme, et nous sommes assez lucides, après six années d'interruption, pour limiter nos ambitions. »

Si les objectifs sont modestes à court terme, le développement de la compétition automobile sur la motorisation, principal point faible actuel en regard à la puissance insuffisante des moteurs, devrait assez vite permettre à Citroën d'avoir un bon comportement dans les courses sur piste, où la tenue de route et la robustesse des voitures sont des qualités prépondérantes.

CARNET

Naissances

— Mme Micheline Garand, née Coya, et son époux, M. et Mme Pascal Pellet, Mlle Françoise Autier, Mme veuve Edmond Barbier, M. et Mme Georges Marx, Mme Simone Gal, Les familles Coya, Marx, Manin, Barbier, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, le 29 décembre 1977, dans sa quatrième-vingt-troisième année.

— Les obsèques auront lieu le vendredi 6 janvier 1978, à 8 heures, au dépôt de la mairie du 13^e arrondissement, 13007 Marseille, avant l'inhumation qui aura lieu au cimetière Saint-Pierre. Ni fleurs ni couronnes.

— M^{me} Jeanne COYE, née Germaine Barbier, survenue paisiblement le 30 décembre 1977 dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques auront lieu le vendredi 6 janvier 1978, à 8 heures, au dépôt de la mairie du 13^e arrondissement, 13007 Marseille, avant l'inhumation qui aura lieu au cimetière Saint-Pierre. Ni fleurs ni couronnes.

— M^{me} Jeanne COYE, née Germaine Barbier, survenue paisiblement le 30 décembre 1977 dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques auront lieu le vendredi 6 janvier 1978, à 8 heures, au dépôt de la mairie du 13^e arrondissement, 13007 Marseille, avant l'inhumation qui aura lieu au cimetière Saint-Pierre. Ni fleurs ni couronnes.

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Barbara Le Roy-Liberge, fille de M. Fernand Le Roy-Liberge, décédé, et de Mme, née Colette Morle, avec M. François Forme-Bercharat, fils de M. Jean-Louis Forme-Bercharat et de Mme, née Mathilde Soula de Marault, 11, rue Visconti, 75009 Paris.

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Barbara Triboulet, fille du ministre et de Mme Raymond Triboulet avec Jérôme Durand-Smet, fils de Joseph Durand-Smet, décédé, et de Mme Joseph Durand-Smet.

Mariages

— Florence Carniguet et Hervé Desse sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité familiale en l'église de Louvois (Paris), le jeudi 22 décembre 1977, 11, rue Antoine-Sue, Elron.

— Anne-Marie Dion et Alain Lercher ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré en l'église de Saint-François-Xavier, Paris, le 4 janvier 1978.

Décès

— Les obsèques de M^{me} Maurice BOITEL, avocat honoraire, directeur au chef du « Droit ouvrier », organ de la C.G.T., auront lieu le vendredi 6 janvier 1978 en province. Une garde d'honneur aura lieu dans le chapelle ardente dressée à partir de 9 heures à la Fédération des cheminots, 19, rue Pierre-Semard, Paris (9^e). Un hommage public lui sera rendu à 10 h. 30, par le bâtonnier Bernard Lasserre, au barreau de Paris, par M^{me} Louis Baillet, au nom du comité central du parti communiste français, et Marcel Collin, au nom du bureau confédéral de la C.G.T.

T.D.F. : M. Maurice Rémy.

● Le conseil des ministres a confirmé mercredi 4 janvier la reconduction de M. Jean Aurin dans ses fonctions de président de la Fédération Française des Directeurs d'Administration (F.F.D.A.). M. Aurin avait été renouvelé le 15 décembre — dans son mandat d'administrateur — et annoncé par le directeur général de la F.F.D.A., M. Maurice Rémy, directeur général de la F.F.D.A. depuis 1973.

SPORTS

AUTOMOBILISME

APRÈS SIX ANNÉES D'INTERRUPTION Citroën revient à la compétition

Citroën revient à la compétition officielle après six années d'interruption. Le programme établi prévoit une participation dans quatre épreuves — Portugal, Grèce, Sénégal, plus un rallye à choisir — avec l'engagement de deux voitures officielles conduites à Wagram et Larc, sous la direction de Mme Marianne Cotton. « Il s'agit d'un redémarrage », a précisé M. Jacques Wolgenstinger, directeur des ventes sportives de la firme, et nous sommes assez lucides, après six années d'interruption, pour limiter nos ambitions. »

Si les objectifs sont modestes à court terme, le développement de la compétition automobile sur la motorisation, principal point faible actuel en regard à la puissance insuffisante des moteurs, devrait assez vite permettre à Citroën d'avoir un bon comportement dans les courses sur piste, où la tenue de route et la robustesse des voitures sont des qualités prépondérantes.

SPORTS

à partir du 6 janvier 78

SOLDES exceptionnels

démarque réelle de 20 à 50% dans tous les rayons cristal - orfèvrerie - porcelaine petits meubles - lampes - etc...

le Pavillon d'antin
25, boulevard Haussmann
75009 - Tél. 770.83.97

SAINTE LAURENT
rive gauche
hommes

SOLDES 50 %

12, Place Saint-Sulpice PARIS 6^e
46, Avenue Victor-Hugo PARIS 16^e
38, Faubourg Saint-Honoré PARIS 8^e

CARNET

Naissances

— Mme Micheline Garand, née Coya, et son époux, M. et Mme Pascal Pellet, Mlle Françoise Autier, Mme veuve Edmond Barbier, M. et Mme Georges Marx, Mme Simone Gal, Les familles Coya, Marx, Manin, Barbier, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, le 29 décembre 1977, dans sa quatrième-vingt-troisième année.

— Les obsèques auront lieu le vendredi 6 janvier 1978, à 8 heures, au dépôt de la mairie du 13^e arrondissement, 13007 Marseille, avant l'inhumation qui aura lieu au cimetière Saint-Pierre. Ni fleurs ni couronnes.

— M^{me} Jeanne COYE, née Germaine Barbier, survenue paisiblement le 30 décembre 1977 dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques auront lieu le vendredi 6 janvier 1978, à 8 heures, au dépôt de la mairie du 13^e arrondissement, 13007 Marseille, avant l'inhumation qui aura lieu au cimetière Saint-Pierre. Ni fleurs ni couronnes.

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Barbara Le Roy-Liberge, fille de M. Fernand Le Roy-Liberge, décédé, et de Mme, née Colette Morle, avec M. François Forme-Bercharat, fils de M. Jean-Louis Forme-Bercharat et de Mme, née Mathilde Soula de Marault, 11, rue Visconti, 75009 Paris.

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Barbara Triboulet, fille du ministre et de Mme Raymond Triboulet avec Jérôme Durand-Smet, fils de Joseph Durand-Smet, décédé, et de Mme Joseph Durand-Smet.

Mariages

— Florence Carniguet et Hervé Desse sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité familiale en l'église de Louvois (Paris), le jeudi 22 décembre 1977, 11, rue Antoine-Sue, Elron.

— Anne-Marie Dion et Alain Lercher ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré en l'église de Saint-François-Xavier, Paris, le 4 janvier 1978.

Décès

— Les obsèques de M^{me} Maurice BOITEL, avocat honoraire, directeur au chef du « Droit ouvrier », organ de la C.G.T., auront lieu le vendredi 6 janvier 1978 en province. Une garde d'honneur aura lieu dans le chapelle ardente dressée à partir de 9 heures à la Fédération des cheminots, 19, rue Pierre-Semard, Paris (9^e). Un hommage public lui sera rendu à 10 h. 30, par le bâtonnier Bernard Lasserre, au barreau de Paris, par M^{me} Louis Baillet, au nom du comité central du parti communiste français, et Marcel Collin, au nom du bureau confédéral de la C.G.T.

T.D.F. : M. Maurice Rémy.

● Le conseil des ministres a confirmé mercredi 4 janvier la reconduction de M. Jean Aurin dans ses fonctions de président de la Fédération Française des Directeurs d'Administration (F.F.D.A.). M. Aurin avait été renouvelé le 15 décembre — dans son mandat d'administrateur — et annoncé par le directeur général de la F.F.D.A., M. Maurice Rémy, directeur général de la F.F.D.A. depuis 1973.

SPORTS

AUTOMOBILISME

APRÈS SIX ANNÉES D'INTERRUPTION Citroën revient à la compétition

Citroën revient à la compétition officielle après six années d'interruption. Le programme établi prévoit une participation dans quatre épreuves — Portugal, Grèce, Sénégal, plus un rallye à choisir — avec l'engagement de deux voitures officielles conduites à Wagram et Larc, sous la direction de Mme Marianne Cotton. « Il s'agit d'un redémarrage », a précisé M. Jacques Wolgenstinger, directeur des ventes sportives de la firme, et nous sommes assez lucides, après six années d'interruption, pour limiter nos ambitions. »

Si les objectifs sont modestes à court terme, le développement de la compétition automobile sur la motorisation, principal point faible actuel en regard à la puissance insuffisante des moteurs, devrait assez vite permettre à Citroën d'avoir un bon comportement dans les courses sur piste, où la tenue de route et la robustesse des voitures sont des qualités prépondérantes.

SPORTS

à partir du 6 janvier 78

SOLDES exceptionnels

démarque réelle de 20 à 50% dans tous les rayons cristal - orfèvrerie - porcelaine petits meubles - lampes - etc...

le Pavillon d'antin
25, boulevard Haussmann
75009 - Tél. 770.83.97

SAINTE LAURENT
rive gauche
hommes

SOLDES 50 %

12, Place Saint-Sulpice PARIS 6^e
46, Avenue Victor-Hugo PARIS 16^e
38, Faubourg Saint-Honoré PARIS 8^e

CARNET

BLAN MADELI
pour ceux qui savent

سكزا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,18
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

O.A.

Le P.D.G. d'une société en développement
RÉGION ALSACE
ARTICLES DE MÉNAGE
MÉTALLIQUES ET PLASTIQUES
300 personnes - C.A. 40 M. F.
recherche son

Directeur Général

chargé de :

- mettre en œuvre le plan de réorganisation et de redressement de l'entreprise.
- prendre en main directement l'Unité de Production
- assurer une coordination efficace entre les différentes fonctions : Commercial, Production, Finances.
- 35 ans minimum - Formation supérieure. Expériences de 5 à 6 années dans une fonction similaire.
- Rémunération élevée.
- Intéressement sous forme de prise de capital envisageable.
- Logement assuré.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
OURIUMOFF et ASSOCIÉS
21, rue de la Source - 75016 Paris

AIRWELL

Dans le cadre de l'extension de son unité de fabrication Electro-mécanique, 100 kilomètres à l'Ouest de PARIS
Projet, pour assurer le démarrage et la responsabilité d'une importante installation de peinture, un emploi

D'AGENT DE MAÎTRISE

Ce poste conviendrait à un homme jeune, de bonne formation de base, ayant le goût de l'animation de personnel et une expérience technique de fabrication, qui sera adaptée par une formation spécialisée.

Adresser C.V. + photo, Service du Personnel, route de Vernueil - 93750 THILLES-SUR-AVRE, Téléphone (93) 32-50-14.

LA DIRECTION RÉGIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DU LANGUEDOC ROUSSILLON

374, Allée Henri IV de Montmorency 34035 MONTPELLIER

recherche

1 INSPECTEUR
SPECIALITÉ « GENIE CIVIL »
pour études, réalisations techniques, et organisation

RECRUTEMENT SUR TITRES RÉSERVE AUX DIPLOMÉS D'ÉCOLES D'INGÉNIEURS

ou titulaires :

- d'une maîtrise d'Informatique ou de Télécommunication
- de certains diplômes d'études supérieures commerciales

PARTICIPATION
sous condition admise pour les candidats susceptibles d'obtenir leur titre ou diplôme à la fin de l'année scolaire 1977-1978

ADRESSER VOTRE CANDIDATURE AVANT LE 31 JANVIER 1978

Renseignements et inscriptions dans les Directions Régionales des Télécommunications des Chefs-lieux de régions

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ GRANDE VILLE DU SUD-OUEST

CHEF D'ÉQUIPE EXPLOITATION ORDINATEUR

Trois à cinq ans d'expérience dans cette qualification sur Iris 80.

Disponible immédiatement.

Nationalité française exigée.

Ecrire avec C.V. détaillé, prétentions et photo sous n° 41.594, CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société recrute pour service développement amélioration procédés de fabrication :

INGÉNIEUR

Grande Ecole, ayant expérience industrielle, bonne compétence dans domaines :

PHYSIQUE : Hautes températures, optique, cristallologie ;

MÉCANIQUE : Equipement de haute technicité travaillant dans ambiances très dures.

Possibilité d'évolution pour candidat minimum 26 ans, dynamique, ayant goût des contacts, connaissance anglaise indispensable.

Lieu de travail : Lolret, Seine et Marne-Sud.

Ecr n° 3.330, Publicités Réunies, 172, bd Voltaire, 75011 Paris

POUR RENFORCER SON ÉQUIPE MARKETING IMPORTANT GROUPE EUROPÉEN (100 KM EST PARIS)

recherche

CHEF DE PRODUIT

Ayant l'expérience des produits de grande consommation.

LE CANDIDAT SE VERRA CONFIER :

- la gestion d'une ligne de produits leaders,
- la mise sur le marché de nouveaux produits.

Responsable du mix de sa gamme, il possèdera une bonne connaissance des études marketing et un sens du terrain.

Pratique de l'allemand souhaitée.

Envoyer C.V. manuscrit et photo récente à : HAVAS 81100 BESIMES, n° 7.330, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

offres d'emploi

DANS LE CADRE DU RECRUTEMENT SUR TITRES ORGANISÉ PAR L'ADMINISTRATION DES PTT LA DIRECTION DES AFFAIRES INDUSTRIELLES ET INTERNATIONALES recherche

DIPLOMÉS D'ÉCOLES D'INGÉNIEURS et D'ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE

Age : 30 ans au plus
Libérés des obligations militaires

POSTES À POURVOIR :

- 1) Ingénieur électronique ou informaticien, très bonne connaissance de l'anglais et d'une autre langue pour coordonner opérations coopération technique et promotion exportation industrie télécommunications (réf A)
- 2) Diplômé d'études commerciales (ESCP - HEC JF-DEA ou DESS Marketing de Grenoble II) ou Licence de Sciences économiques plus : ESCAE - ESSC Angers - EDHEC du Nord, I.C. Nancy, I.ECS Strasbourg ISS - IEP de Paris (Section économique et financière) pour préparer et suivre l'implémentation des nouveaux services de télécommunications ; connaissance méthodes de sondage et tests produits nouveaux souhaitée. (réf B)

Adresser avant le 31 Janvier 1978, C.V. détaillé et photo en précisant la réf du poste sous numéro 6368 à LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

LEADER DANS LE DOMAINE DE LA PETITE MÉCANIQUE

recherche

INGÉNIEUR

POUR SON DÉPARTEMENT PRODUCTIVITÉ

SA FONCTION :

- Recherche des actions de productivité ;
- Coordination et suivi des objectifs de productivité retenus.

SON PROFIL :

- Ingénieur environ 30 ans ;
- Expériences de problèmes de production et de méthode ;
- Sens de l'animation ;
- Connaissance de l'analyse de la valeur appréciée.

Env. C.V. manuscrit, photo et prétent. à 43.041, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

offres premier emploi

le CELSA
organise à l'intention des Jeunes sans emploi de 18 à 25 ans des stages de formation. (loi du 5/7/77), en **LANGUE ANGLAISE**
option 2ème Langue possible

Objectifs :

- acquérir la maîtrise de la langue de la communication quotidienne ;
- s'initier ou se perfectionner à la langue de l'entreprise

Formation complétée par un stage à l'étranger de 4 semaines (voyage, hébergement, frais de scolarité pris en charge)

Conditions :

- Niveau Bac ou Bac plus 2 ans
- Durée du stage : 7 mois
- Début du stage : 23 Janvier 1978
- Lieu : Neuilly sur Seine
- Stage rémunéré à 80% du SMIC

Renseignements et inscriptions au CELSA 77 rue de Villiers 92523 Neuilly/Seine Tél : 747.60.26

offres premier emploi

Le Monde met chaque jour à la disposition de ses lecteurs cette rubrique dans les pages d'annonces classées :

OFFRES PREMIER EMPLOI

offre de rassembler les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

cergie

vous permet grâce à une formation supérieure pratique, spécialisée, de faire de vous celui que les entreprises recherchent dans les spécialisations :

- Responsable d'unité de Distribution ;
- Vendeur, Négociateur de contrats ;
- 8 mois d'enseignement dont 2 mois de stage d'application en entreprise (assuré).

Rémunération : 90 % du SMIC. Début des cours : 16 Janvier 78. Inscriptions dès ce jour au : 285-41-77.

offres d'emploi

CALCOMP S.A.
dans le cadre de l'expansion de ses activités en France, recherche pour son Siège à PARIS

- 1) pour sa division O.E.M. produits mémoires **INGÉNIEUR MAINTENANCE** Réf. M. 159 Support avant et après vente Expérience disque exigée - connaissance MINI MICROS
- 2) pour son département produits graphiques. **TECHNICIENS DE MAINTENANCE** Réf. G. 169 pour son service après-vente Expérience informatique - Niveau B.T.S. Anglais exigé - Formation assurée

Env. C.V. et prêt en indiquant références du poste à : CALCOMP, 43, rue de la Brèche-aux-Loeufs PARIS-12e

Importante Société française d'électronique recherche

- 1) **2 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX**
pour vente de systèmes informatiques, de matériels périphériques et de microprocesseurs. (Réf. 1289 et 1290)
- 2) **2 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX**
pour vente de composants électroniques actifs (Réf. 1282 et 1284)

Ces postes, qui pourront conduire sous titulaires à exercer rapidement des responsabilités importantes, seront confiés soit à des vendeurs ayant déjà une solide expérience commerciale de ce type de matériels, soit à des techniciens ayant acquis dans l'industrie une parfaite connaissance des produits concernés.

Postes situés en proche banlieue Sud-Ouest de Paris. Voiture fournie. Avantages sociaux. 13^e mois.

Env. C.V. détaillé en précisant la référence du poste à N° 3334 PUBLICITÉS REUNIES 112, boul. Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra. Discretion absolue garantie. Il sera répondu à toutes les candidatures

Société multinationale basée en France recherche

analyste-programmeur

pour restructurer service informatique existant et y incorporer de nouvelles méthodes.

Il devra posséder une grande expérience des ordinateurs DEC - PDP-11 et des systèmes RSX-11 ou IAS.

Connaissances COBOL et RPG II également demandées.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 3951 à

O7 organisation et publicité
20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS

INTERNATIONAL HARVESTER FRANCE
Avenue McCormick - 91130 RIS-ORANGIS

recherche

CHEF DE PROJET

FORMATION GRANDE ÉCOLE

- Anglais courant obligatoire.
- Solide expérience informatique.
- Bonnes connaissances des problèmes financiers.

Pour coordonner étude financière sur le plan européen.

Adr. C.V., photo et prêt au Directeur Informatique.

SN2 Société Générale de Service et de Gestion recrute

PROGRAMMEURS et ANALYSTES-PROGRAMMEURS EXPÉRIENTÉS

Ecrire avec C.V. sous réf. P.H.T. 01/78

SG2 12, avenue Vion Whitcomb 75016 PARIS

offres d'emploi

PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL LEADER MONDIAL DANS UN DOMAINE DE TECHNICITÉ DE POINTE - RECHERCHE

JEUNE DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE SCIENTIFIQUE OU COMMERCIALE

sa mission :

- développement des carrières d'ingénieurs et techniciens hautement qualifiés d'une société de 1.000 personnes ;
- élaboration et mise en œuvre de plan de formation ;
- recrutement...

son expérience :

2 à 3 ans d'expérience acquise dans cabinet conseil forte renommée ou entreprise performante.

son avenir :

la réussite de cette première mission lui ouvrira de larges perspectives d'évolution et de diversification au sein du groupe.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

LIEU DE TRAVAIL : BANLIEUE SUD PARIS

Ecrire sous références. PB 289 CM.

etap

4, rue Massénet, 75016 Paris discrétion absolue

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ MACHINES-OUTILS région parisienne Nord

recherche

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

pour assister Direction Promotion à l'Exportation

- Ayant 3 ans min. d'expérience industrielle.
- Appréhends les voyages et les contacts à tous niveaux.
- Anglais parlé et écrit indispensable.
- Disponible rapidement.

Ecrire avec C.V. photo et prétentions n° 42.390 CONTEXTE Publicité, 20, avenue Opéra, 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Important Groupe industriel Région Sud de Paris RECHERCHE POUR DÉPARTEMENT AVIATION

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

- Quelques années d'expérience
- Connaissent équipement avion
- Appelé à prendre beaucoup d'initiatives
- Connaissances de l'anglais.

Adresser curr. vit. photo et prétentions n° 42.870. CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL

recherche un

DOCTEUR VÉTÉRINAIRE ou INGÉNIEUR AGRONOME

afin de lui confier, à l'échelon national, le poste de

DIRECTEUR ADJOINT

DIVISION VÉTÉRINAIRE

Ce rôle, essentiellement technico-commercial, exige une expérience marketing dans le domaine vétérinaire et la parfaite connaissance des productions animales françaises.

Les candidats qui ont exercé pendant au moins 5 ans une fonction similaire et possèdent bien le langage anglais, sont invités à adresser leur candidature (lettre man. + CV dét., photo et prétentions) sous référence 14281 à SNPM - PA - 100 Avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly Cédex, qui transmettra.

هكذا من الأصل

صحة من الاموال

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: Category (OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, etc.) and Price (La ligne, La ligne T.C.).

Table with 2 columns: Category (ANNONCES ENCADREES, OFFRES D'EMPLOIS, etc.) and Price (Le m/m col., T.C.).

Vertical sidebar containing various advertisements including 'INTERNATIONAL', 'COMMERCE', 'AVIATION', 'ELECTRONIQUE', 'RECTOR ADJOINT', and 'VETERINAIRE'.

offres d'emploi

Multiple job advertisements for various roles such as 'AIDE-COMPTABLE', 'EMPLOYE ADMINISTRATIF', 'COMPTABLE', 'SECRETARIE', 'DEMANDES D'EMPLOI', 'CAPITAUX OU PROPOSIT.COM.', 'INFORMATION DIVERS', 'PERDU-TRouve', 'OCCASIONS', 'AUTOS-VENTE', '8 à 11 C.V.', '+ de 16 C.V.', 'PROPOSITIONS DIVERSES'.

L'immobilier

appartements vente

Real estate listings for apartment sales in Paris and other regions, including 'Paris Rive droite', 'Paris Rive gauche', and 'Province'.

locations meublées

Real estate listings for furnished rental properties in Paris and other regions.

bureaux

Real estate listings for office spaces and commercial properties.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Official notices and legal announcements regarding property sales and auctions.

locations non meublées

Real estate listings for unfurnished rental properties in Paris and other regions.

Paris

Real estate listings specifically for the Paris region.

ET VENTES

Real estate listings for properties for sale in Vincennes (94).

MAISON D'HABITATION sise à MASSY

Real estate listing for a house for sale in Massy.

SALLE DE RESTAURANT

Real estate listing for a restaurant premises for sale in Paris.

UNE PROPRIÉTÉ à SURESNES (92)

Real estate listing for a property for sale in Suresnes.

les annonces classées du Monde

Information regarding classified advertisements in 'Le Monde' newspaper.

économie

SELON LA SOFRES

Une majorité de chefs d'entreprise estiment que le plan Barre a échoué

M. Raymond Barre, qui devait répondre jeudi 5 janvier aux questions de plusieurs centaines de chefs d'entreprise réunis à l'occasion du forum de l'Expansion, aura peut-être quelques difficultés à les convaincre du bien-fondé de son action. C'est du moins ce qui ressort d'un sondage effectué entre le 21 novembre et le 9 décembre par la SOFRES auprès de deux mille patrons (1) : 50 % d'entre eux estiment que le plan Barre a été « plutôt un échec », 39 % seulement jugeant qu'il s'est « plutôt soldé par un succès ». L'action du premier ministre n'est estimée positive qu'en ce qui concerne le commerce extérieur (58 % d'avis favorables). Elle est en revanche jugée négative en ce qui concerne l'emploi (55 %), les prix (54 %), la croissance (58 %) et surtout les marges des entreprises (79 %).

Dès lors, on ne saurait s'étonner que les chefs d'entreprise soient moroses en ce début d'année. C'est ainsi que 40 % d'entre eux estiment que le résultat d'exploitation de leur firme s'est dégradé en 1977 (29 % jugeant qu'il s'est amélioré) et que 53 % considèrent leurs carnets de commandes inférieurs à la normale. Conséquence : 59 % n'ont

embauché définitivement aucun salarié depuis le 1^{er} septembre 1977. Pourtant, 60 % des chefs d'entreprise interrogés estiment probable une victoire de la gauche aux prochaines élections (contre 28 % en septembre 1978) et s'en félicitent. La mise en place d'un gouvernement de gauche déboucherait, selon eux, sur la nationalisation des banques et des grands groupes industriels, une forte augmentation de leurs charges, une profonde dépréciation du franc et une forte hausse des prix. Les perspectives offertes par un gouvernement socialiste homogène ne sont guère plus souriantes : seule différence, les chefs d'entreprise souhaitent un peu moins tentés de réduire leurs investissements ou leurs effectifs. En revanche, 52 % d'entre eux estiment probable, dans cette hypothèse, une grève générale (contre 12 % seulement dans l'hypothèse d'un gouvernement social-communiste) et 49 % des occupations d'usines (contre 29 %).

Souhaités par les patrons, une victoire de la majorité n'aurait cependant pas sans problèmes. Les perspectives économiques seraient certes meilleures (hausse des prix comprise entre 6 et 10 %

selon les chefs d'entreprise interrogés, légère propension à augmenter les investissements et les effectifs), mais bon nombre de patrons sont convaincus que des concessions sociales devraient être faites. Ainsi 44 % d'entre eux (contre 42 % en septembre 1978) estiment qu'une cinquième semaine de congés parés serait accordée ; 46 % que le SMIC serait porté à 1 900 F ou 2 000 F ; 39 % estiment même qu'il pourrait être supérieur à cette somme.

(1) Il faut noter que ce sondage a été effectué avant que soit connu le bon résultat enregistré sur les prix de détail en novembre et à ce moment de tension à l'É.D.P.

ÉNERGIE

Le gouvernement soviétique a récemment reçu un « plan technique et économique détaillé » de l'ARAFMO (consortium de quatre compagnies américaines exploitant l'essentiel des ressources pétrolières d'Arabie Saoudite) pour porter de 11,8 à 16 millions de barils par jour la capacité de production du royaume, annonce le 4 janvier, le bulletin *The Middle East Reporter*. Ce plan prévoit des investissements de l'ordre de 22 milliards de dollars d'ici la fin de 1980.

La société IRA-SPIE-CAPA, filiale iranienne du consortium composé de SPIE-Batignolles et de CAPAG - CETRA (groupe Schneider) va construire en association avec la société pétrolière Energenol, un tronçon de 310 kilomètres du gazoduc qui doit relier en Iran les champs de gaz de Kangan à la frontière soviétique. Une conduite géante de 56 pouces de diamètre doit mener à partir de 1981 le gaz iranien vers l'Europe de l'Ouest, via l'URSS. Les deux premiers tronçons ont été attribués récemment à la société italienne Salsper, et le dernier pourrait l'être à une société soviétique. La lettre d'intention, ayant valeur de commande, signée par les sociétés françaises, porte sur 80 millions de dollars. L'ensemble du projet est estimé à 2,4 milliards de dollars. Cinq des huit sociétés, commissaires étaient américaines, et le contrat ne semblait pas devoir leur échapper.

LES PROFESSIONNELS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS S'ATTENDENT A UN LÉGER MIEUX EN 1978

Pour la première fois depuis 1974, l'activité dans le secteur des travaux publics devrait enregistrer une légère progression en 1978 (+ 1,5 % en volume par rapport à 1977) tout en restant encore nettement inférieure par rapport à 1974 (- 4,8 %). Indique la Fédération nationale des travaux publics (F.N.T.P.) dans son bulletin de fin d'année. Voici par secteur d'activité les prévisions pour 1978 de la F.N.T.P. avec entre parenthèses les dernières estimations de la profession pour 1977.

Travaux effectués pour le compte de l'Etat (- 11,1 % en volume en 1977 et - 2,2 % en valeur). En 1978, l'augmentation des crédits de paiement inscrit au budget (+ 4,4 %) et le retard dans l'utilisation de crédits pour 1977 devraient se traduire (malgré la faiblesse des autorisations de programme) par une augmentation d'activité de 4,4 % en valeur et de 3,3 % en volume par rapport à 1977.

Secteur des collectivités locales (- 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1978 ne devrait être que de 8,8 % en valeur et de 0,6 % seulement en volume.

Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il restera l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 6 % en volume.

Nominations à la Cour des comptes. — M. René Notret, conseiller-maire à la Cour des comptes, est nommé président de chambre au remplacement de M. Le Conte, admis à faire valoir ses droits à la retraite. D'autre part, MM. Jacques Brunet, Philippe Enner, Pierre Viot, Jean-François Michel Benoist, conseillers référendaires, sont nommés, par décret du 4 janvier, conseillers-maires. Sont aussi nommés six conseillers-maires : MM. Jean Langlois, administrateur civil ; Jean Michardière, ingénieur général du génie rural, eaux et forêts ; et Pierre Limalouat, administrateur civil, commissaires étaient arabes, et le contrat ne semblait pas devoir leur échapper.

Les grands contrats français à l'étranger ont représenté 47 milliards de francs en 1977

Le *Monteur du commerce international*, organe du C.F.C.E. (Centre français de commerce extérieur) vient de publier une enquête sur les grands contrats signés par des entreprises françaises avec l'étranger. Ce document recense quatre cent cinquante contrats d'au moins 10 millions de francs conclus entre le 1^{er} novembre 1976 et le 31 octobre 1977, qui portent sur des équipements industriels, des usines à clés en main, des travaux publics et de bâtiment, des études d'ingénierie, leur montant total représenté 47 milliards de francs de commandes, à l'actif de deux cent soixante entreprises.

Les seuls contrats couverts par la COPACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) français représenté 49 milliards de francs en 1975 et 43 milliards en 1976. Ces contrats devaient, en 1977, atteindre le même montant, ce qui, compte tenu de la hausse des prix, correspond à un tassement en volume.

Le Proche et Moyen-Orient ont signé 46 % — en valeur — de ces contrats, l'Iran et l'Arabie Saoudite se plaçant en tête des pays acheteurs. L'Afrique noire et l'Afrique du Sud viennent en second rang avec 16 % du total. Les meilleurs clients étant le Nigeria, la Côte-d'Ivoire et le Gabon. Puis figure l'Europe de l'Est, avec une place prépondérante pour l'Union soviétique, qui a représenté 11 % des contrats.

Sur les 47 milliards, 15 milliards sont revenus à la construction électrique, 12 milliards aux infrastructures et au bâtiment,

6 milliards à la pétrochimie et 5 milliards au pétrole et au gaz. Le plus important contrat a concerné la livraison à l'Iran d'une centrale nucléaire de deux unités de 900 MW (10 milliards de francs), précédant la fourniture de deux complexes aromatiques (1) à l'Union soviétique (2 milliards) et d'une usine de camions au Pakistan (1,3 milliard). Huit contrats ont dépassé le milliard de francs.

(1) Distribution du pétrole pour obtenir des produits de base pour colorants, détergents insecticides et plastiques.

LES PRINCIPAUX PAYS ACHETEURS (Résultats d'un mois 500 millions de francs.)

Pays	En milliards de FF
Iran	13,5
Arabie Saoudite	4,6
Union soviétique	4,6
Nigeria	2,6
Côte-d'Ivoire	2,0
Gabon	1,8
Pakistan	1,6
Maroc	1,5
Yugoslavie	1,4
Bretel	1,3
Algérie	1,2
Qatar	0,7
Tunisie	0,7
Vietnam	0,6
Abu-Dhabi	0,6
Indonésie	0,6
Egypte	0,5
Etats-Unis	0,5

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	Rep + ou Dép	Rep + ou Dép	Rep + ou Dép	Rep + ou Dép	Rep + ou Dép	Rep + ou Dép
4.7300 4.7400	+ 75 + 105	+ 155 + 225	+ 240 + 310			
4.3050 4.3150	+ 50 + 90	+ 120 + 175	+ 480 + 560			
1.5870 1.5970	+ 100 + 140	+ 210 + 280	+ 680 + 770			
D.M.	+ 110 + 135	+ 220 + 265	+ 740 + 800			
Florin	+ 50 + 75	+ 110 + 140	+ 395 + 445			
F.B. (100) ..	+ 150 + 180	+ 310 + 340	+ 940 + 1000			
F.S.	+ 100 + 130	+ 210 + 240	+ 680 + 740			
L. (1 000) ..	+ 530 + 420	+ 1 060 + 840	+ 3 180 + 2 520			
S.	+ 150 + 250	+ 340 + 460	+ 1 120 + 1 480			

TAUX DES EURO-MONNAIES

	2 1/2	3 3/8	2 3/4	3 1/4	3 1/4	3 1/2	3 1/2
D.M.	2 1/2	3 3/8	2 3/4	3 1/4	3 1/4	3 1/2	3 1/2
U.S.	2 3/8	2 7/8	6 3/4	7 1/4	7 3/8	7 1/4	7 3/4
Fl.	5 1/4	6 1/8	5 1/8	6 1/8	6 1/8	6 3/8	6 7/8
F.B.	6 3/4	7 1/4	6 1/2	7 1/8	7 1/8	7 3/4	8 1/4
F.S.	5 1/4	6 1/8	5 1/8	6 1/8	6 1/8	6 3/8	6 7/8
L.	10	11	9 1/2	10 1/2	11	11 1/2	12 1/4
S.	11 1/2	12 1/2	11 1/2	12 1/2	12 1/2	13 1/4	14 1/4
Fr. franc. ..	9	9 1/2	11 1/4	12 1/4	13 1/2	14 1/2	15 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises (les qu'ils étaient) indiqués en fin de matière par une grande banque de la place.

AFFAIRES

C.M. Industries prend le contrôle des chocolats Poulain

C.M. Industries, holding dont l'activité principale est pharmaceutique avec le laboratoire Clin Midy, vient de renforcer sa position dans le secteur alimentaire. Après des prises de participation importantes dans les chocolats Aptunon, les biscuits Gestol-Voix et Céraliment-Lu-Brun (premier groupe européen), C.M. Industries vient de prendre le contrôle — avec vraisemblablement plus de 50 % du capital — de Poulain S.A., holding du premier groupe chocolatier français.

Le principal filial est Les Chocolats Poulain. Les Chocolateries d'Ancey (450 millions de chiffre d'affaires) et la Segma, moutardes et condiments (110 millions de chiffre d'affaires).

Affaire familiale fondée en 1848, le groupe Poulain, qui a été restructuré en 1972, inclut, en outre, une participation de 40 % dans le capital de la société suisse Interfood, qui réalise 1 milliard de francs suisses de chiffre d'affaires avec les mar-

ques Suchard et Tobler. A la faveur des difficultés financières que Poulain a connues avec l'augmentation vertigineuse des prix du cacao sur les marchés mondiaux, C.M. Industries prend donc une position très importante dans le secteur chocolatier. Dans le même temps, ce groupe, dont les activités pharmaceutiques sont menacées de nationalisation en cas de victoire de la gauche aux prochaines élections, accélère sa diversification dans le secteur alimentaire — après Aptunon en 1976 et Céraliment-Lu-Brun en 1977 — équilibrant ainsi la part des deux activités dans son chiffre d'affaires. — A. G.

Les grands magasins parisiens ont en décembre réalisé un chiffre d'affaires en augmentation de 8 % par rapport à décembre 1976. En volume, en tenant compte à la fois de la hausse des prix et du nombre de jours ouvrables, les ventes ont en fait fléchi de 8 %. Quatre magasins (Bon Marché, Printemps, Trois Quartiers et B.H.V.) ont connu une progression du chiffre d'affaires supérieure à la moyenne, et deux (la Samaritaine et la Galeries Lafayette) moins importantes. Les magasins Armand Thiery et Sigrand ont pour leur part enregistré une progression de 22 %. Globalement, l'année 1977 a été meilleure que 1976, avec une augmentation de 8 % du chiffre d'affaires.

PRESSE

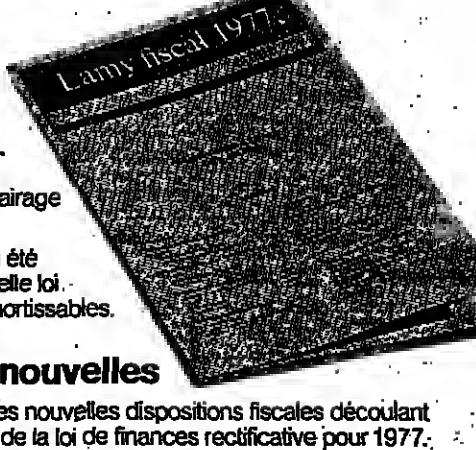
Les Echos ont reparu jeudi 5 janvier. Les journalistes, réunis en assemblée générale mardi 3 janvier, avaient en effet décidé de reprendre le travail (*le Monde* du 5 janvier). Mais la direction du quotidien économique a précisé, mercredi 4 janvier, que :

« Le dernier communiqué de la rédaction (du journal), faisant mention d'un accord intervenu entre elle, ne correspond pas à la réalité. Dans un communiqué, la direction souligne que « ce communiqué, ayant un caractère purement individuel, il ne peut être régi par la voie d'un accord collectif ». Le communiqué ajoute : « La direction des Echos, confrontée à un litige strictement individuel avec l'un de ses collaborateurs, a réglé ce litige, conformément au droit et à la procédure en vigueur. Les intéressés ayant bénéficié des garanties et disposant des recours d'usage. Elle a, quant à elle, rigoureusement respecté le caractère confidentiel de ce dossier. Les pages d'opinion de la presse ont été s'efforcer de la publicité donnée à cette affaire, publicité déplacée dont personne n'ose assumer la responsabilité ».

Le *Financial Times*, quotidien des milieux d'affaires britanniques, a modifié sa maquette : les pages 2 et 3, qui étaient traditionnellement consacrées aux arts et spectacles, traitent désormais des affaires européennes. Les pages culturelles sont renvoyées à l'annexe, juste avant les éditions.

A L'OCCASION DE LA LOI DE FINANCES 1978

deux études du Lamy Fiscal



La révision des bilans : un éclairage particulier des nouvelles dispositions fiscales. La révision des éléments non amortissables a été fixée par la loi de finances pour 1977. La nouvelle loi prévoit la réévaluation des immobilisations amortissables.

Un panorama complet des nouvelles mesures : une présentation de toutes les nouvelles dispositions fiscales découlant notamment de la loi de finances pour 1978 et de la loi de finances rectificative pour 1977.

Ces deux études donnent un aperçu de l'information claire, complète et sans cesse mise à jour que reçoit régulièrement les abonnés du LAMY FISCAL.

Si ces deux études vous intéressent, nous pouvons vous les envoyer à titre gracieux. Elles vous permettront de faire connaissance avec le LAMY FISCAL, ouvrage indispensable pour une bonne gestion de l'entreprise.

Lamy S.A.
155, rue Legendre - 75850 Paris Cédex 17 - Tél. 627.28.90
S.A. au capital de 380.000 F - R.C. Paris B 305 254 181 - CCP Paris n° 20581 11 H

Patris parvenir ce coupon-réponse à : LAMY S.A. 155, rue Legendre - 75850 PARIS CEDEX 17

Veillez m'adresser, gratuitement et sans engagement de ma part :

"Le point complet sur la révision des bilans".

"La loi de finances pour 1978 et la dernière loi rectificative pour 1977".

M. _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale
Etablissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

EXPERTISE COMPTABLE

Préparation sur place et à distance
CERTIFICATS SUPERIEURS de Janvier à Juin 1978.

- Revision comptable.
- Juridique et fiscal.
- Organisation et gestion des entreprises.

Dans un centre d'Etudes reconnu par l'Etat.

NIVEAU D.E.C.S. exigé.

ENOES

62 r. Miromesnil 75009 Paris
522.53.86 (lignes groupées)

(PUBLICITE)

Grand Hôtel, PARIS
26 et 27 janvier 1978
1^{er} colloque international

INFORMATION DES ACTIONNAIRES

Renseignements : O.F.I.C.
6, rue Soyot, 92200 Neuilly
747.24.57 - 266.53.34

BONSARD

TAILLEUR-CHEMISIER

SOLDE

Collection HIVER 77
les 5, 6 et 7 janvier

Rabais de 20 à 40 %

116, CH. ELYSEES

Paris

REG

France fragile

TRANSPORTS

Marchandises de la S.N.C.F.
taux de 3 % en 1977

LES

كندا من الأصل

RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

Poitou-Charentes M. FRANCIS HARDY (R.P.R.) ÉLU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL

(De notre correspondant.) Poitiers. — Par vingt-quatre voix contre vingt à M. Pierre...

Paris L'AMÉNAGEMENT DES HALLES : SUPPLÉMENT D'INFORMATION POUR LE PROJET BOFFIL

La majorité des membres de la commission des abords se sont abstenus lors du vote, mercredi...

M. d'Ornano annoncé cent mesures pour la qualité de la vie et la réorganisation du ministère

Le programme « qualité de la vie » que les partis de la majorité présidentielle présenteront...

- Un plan quinquennal de récupération des matériaux; — L'équipement de logements en « énergies nouvelles »; — L'étiquetage des produits pour indiquer leur durée de vie...

Une délégation spéciale

Pour faciliter la mise en œuvre des cent mesures — le terme avait été employé déjà pour qualifier un programme « environnement » lancé par le président Pompidou en 1970 — M. d'Ornano...

Corse LE MOUVEMENT ANTI-AUTONOMISTE FRANCIA : pas de contre-terrorisme.

Le mouvement anti-autonomiste clandestin Francia affirme dans un communiqué remis à la presse...

A PROPOS DE... LE BILAN DES PRIMES D'AIDE

L'artisanat au secours de la France fragile

Au moment où, dans beaucoup de branches et de régions, l'industrie donne des signes de faiblesse, peut-on trouver, dans l'artisanat, un relais économique susceptible d'offrir des emplois et de redynamiser les départements ou les localités les plus touchées par la crise économique ?

est versées en France métropolitaine pour une enveloppe de 32,5 millions de francs, ce qui représente des investissements de 320 millions de francs.

Un décret du 28 décembre 1977 (« Journal officiel » du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels...

En effet, les Pays de la Loire (avec 303 primes), l'Auvergne (273), la Bretagne (179), l'Aquitaine (141), le Limousin (122), qui sont des régions chères à la DATAR, bénéficient des attributions les plus nombreuses. C'est même le Pays-de-Dôme (129) suivi du Haut-Rhin (101) qui détient les records nationaux.

Dans le politique d'aménagement du territoire comme dans la politique économique générale, l'artisanat méritait, au même titre que l'agriculture, l'industrie ou le secteur de services, une place entière. Peut-être même une place privilégiée si les experts parviennent à démontrer que, à investissement égal, l'artisanat est davantage créateur d'emplois que l'industriel.

TRANSPORTS

Le trafic marchandises de la S.N.C.F. a diminué de 3 % en 1977

Le trafic voyageurs de la S.N.C.F. en 1977 a été supérieur d'environ 1,5 % à celui de 1976, a annoncé M. Paul Gentil, directeur général de la S.N.C.F., dans une interview à l'hebdomadaire Vie du rail.

Meudon Bellevue

LE BEAUREGARD 2 et 4, rue du 11 Novembre; Résidence de très grande qualité; 26 appartements avec balcons sur jardin; 3, 4 et 5 pièces.

LE GROUPE CICA PROPOSE

11/15, rue Geoffroy-l'Angevin Paris 4ème le Marais au cœur du Marais historique LES ARCADES DE LANGEVIN Studios et 2 pièces de grande qualité. Appartement décoré ouvert tous les jours de 13 h 30 à 19 h.

Rueil Malmaison Aux Terrasses de Rueil Très beaux appartements dans un parc de 2 hectares avec piscine et tennis. (Tous les grands appartements ont une terrasse de 20 à 53 m²)

LES HAUTS DE VANVES Découvrez les Hauts-de-Vanves. Paris à 2 stations de métro. Lignes 12 et 14 directes pour Concorde et Champs-Élysées.

CICA 227.04.30 Je désire obtenir des renseignements sur le programme Paris 4° Rueil-Malmaison Meudon Vanves Je suis intéressé(e) par 1 appartement ST O2P O3P O4P O5P

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Jacques borel international
Société Anonyme au capital de F 143.404.900
Siège social : Tour Maine-Montparnasse 33, avenue du Maine - 75755 PARIS CEDEX 15
Régistre du Commerce Paris B 802 036 444

EMPRUNT DE F 70 MILLIONS NOMINAL
représenté par 500.000 obligations de F 140 nominal
Convertibles en actions

- Prix d'émission : F 140.
- Jouissance : 1^{er} janvier 1978.
- Intérêt annuel : 10,50 %.
- Taux de rendement actuariel brut : 11,40 % (en cas de non conversion).
- Durée de l'emprunt : 12 ans.
- Souscription des obligations - Droit de priorité aux actionnaires : du 2 janvier 1978 au 23 janvier 1978 inclus, à raison de DEUX obligations pour CINQ actions de F 100 possédées.
- Amortissement : en 7 ans maximum à partir du 1^{er} janvier 1983, par voie de tirage au sort annuel, et remboursement à des prix progressant de F 142,80 à F 182.
- Convertibilité en actions : à tout moment, à partir du 1^{er} juillet 1978, à raison d'UNE action de F 100 nominal pour UNE obligation de F 140 nominal.

Une note d'information ayant reçu le visa de la COB n° 77.171 en date du 21 décembre 1977 est tenue à la disposition du public (BALO du 28 décembre 1977).

SILIC

Les loyers du premier semestre de l'exercice en cours (1^{er} juillet au 31 décembre 1977) et ceux émis le 1^{er} janvier 1978 pour le troisième trimestre, sont comparés par conséquent les émissions complémentaires d'ici au 31 mars s'élevaient à 37.238.000 F.
Ce chiffre est à comparer à ceux des deux exercices précédents pour les périodes correspondantes :

1975 - 1976	1976 - 1977	1977 - 1978
28.168.000 F	31.580.000 F	37.238.000 F
	+ 12 %	+ 18 %

Cette progression confirme les indications énoncées dans les indications en cours publiées par la société à l'occasion de l'ouverture de la souscription à son augmentation de capital, qui se terminent le 19 janvier.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

GAZ DE FRANCE
Obligations 8,30 % 1973

Les intérêts courus du 22 janvier 1977 au 21 janvier 1978 sur les obligations Gaz de France 8,30 % 1973 seront payables, à partir du 22 janvier 1978, à raison de 74,70 F par litre de 1.000 F nominal, contre détachement du coupon n° 3 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant droit à un avoir fiscal de 6,30 F (montant global : 83 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 12,44 F, soit un net de 62,26 F. Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après : Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial, et banques affiliées. Société générale alsacienne de crédit, Banque de l'union européenne, Banque de l'Indochine et de Suez, caisse centrale des Banques populaires et toutes les Banques populaires de France, Société centrale de banque.



SOCIÉTÉ NANCÉENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET VARIN - BERNIER

Répartition d'actions gratuites

À partir du 9 janvier 1978, attribution gratuite de 131.083 actions de 100 F nominal, créées le 1^{er} janvier 1977, libérées par prélèvement sur les réserves, réparties à raison d'une action nouvelle de 100 F nominal pour quatre actions anciennes de 100 F, droit d'attribution : coupon n° 9.
Les demandes d'attribution sont reçues sans frais :
— au siège social et dans toutes les agences :
— au Crédit industriel et commercial, 64, rue de la Victoire, à Paris ; et à tous les guichets des banques affiliées à son groupe.
La notice émise par la loi a été publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 2 janvier 1978.

SOCIAL

RUPTURE ENTRE LES SYNDICATS C.G.T. ET C.F.D.T.

Pas de grève à l'É.D.F.

Il n'y aura pas de coupures de courant dans les prochaines semaines à l'É.D.F. Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. n'ont pu, le 4 janvier, se mettre d'accord. Les délégués proposés à compter de la seconde quinzaine de janvier, soit des grèves de deux heures, avec baisse de la production, deux fois par semaine, soit des grèves tournantes, avec coupure quotidienne d'une heure. Les négociations ont repris ces jours-ci et on estime qu'un accord sera trouvé d'ici le 15 janvier. Le directeur général de l'É.D.F., adressé à tous les syndicats. Il leur a offert d'ouvrir dans la seconde quinzaine de janvier des négociations sur une révision de la grille des salaires.

Les débrayages chez Michelin plus suivis à Cholet qu'à Clermont-Ferrand. — Les deux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. déclarent reconnaître jeudi 5 janvier pour déterminer les modalités de l'action aux usines Michelin, des arrêts de travail étant d'ores et déjà prévus samedi 7 janvier. L'appel à deux heures de grève, lancé par la seule C.G.T., mercredi 4 janvier aux usines de Clermont-Ferrand, a été peu suivi : moins de 10 % des ouvriers, selon la direction. En revanche, à l'usine de Cholet (deux mille cinquante personnes) la majorité des salariés ont participé à des débrayages, et certains d'entre eux ont manifesté dans la ville, le matin, puis l'après-midi, pour protester contre la modification des horaires de travail le samedi et le dimanche soir.

Le débrayage dans une entreprise textile de Rouen, Auray-Portier, où la quasi-totalité du personnel (environ mille cent personnes) a débrayé une heure, mercredi 4 janvier, pour s'opposer à la disparition de la firme, dont le bilan a été déposé le 16 décembre (le Monde du 5 janvier).

La Fédération C.G.T. des travailleurs de la métallurgie envisage de lancer un mot d'ordre d'arrêt de travail, dans la deuxième quinzaine de janvier, pour obtenir une convention collective nationale, un salaire minimum de 2 300 francs, une réduction de la durée du travail et la cinquième semaine de congés payés.

EN VUE DE LA RÉUNIFICATION

Une délégation de l'U.C.T. participerait au comité national de la C.G.C.

L'année qui commence va-t-elle se réaliser la réunification de la C.G.C. et de l'U.C.T. ? En tout cas, la plupart des étapes du retour des contestataires (dont le chef de file est aujourd'hui M. J.-L. Mandinaud) à la centrale des cadres que préside M. Yvan Charpentier devraient être franchies en 1978, si le projet mis sur pied en marge du dernier congrès de la C.G.C., en juin dernier, est respecté. Il prévoit une période d'association qui doit commencer avec l'année 1978. L'U.C.T. aura huit représentants avec voix consultative au comité confédéral de la C.G.C., deux au comité directeur et un dans les commissions consultatives de la confédération ainsi que dans ses unions locales ou régionales. En outre des contacts seront établis en cas de décision importante ou de négociation nationale. D'autre part, les syndicats d'une même branche industrielle fusionneront. Sauf imprévu, les militants U.C.T. seront présents au prochain congrès de la C.G.C., en 1978. Dix ans après la création de leur union, ils s'intégreraient de nou-

veau dans la centrale de Gramont. En ce qui concerne les organisations de base, les plus contestataires de l'U.C.T. sont ceux de pétrole et des graphiques. Chez les électriciens le regroupement ne présente de difficultés. Il y en a quelques unes à surmonter dans l'industrie pétrolière. Dans les imprimeries le syndicat U.C.T. d'aujourd'hui était autrefois autonome, certains militants n'ayant jamais adhéré à la C.G.C. paraissent, que peu réticents. Quant au schéma d'association jusqu'à présent resté en noir il devrait prendre forme dans les jours qui viennent. Après série de contacts, durant l'hiver, entre les dirigeants des organisations, la C.G.C. caractériser sa volonté d'association en invitant le représentant de l'U.C.T. à ses prochains ou à ses confédéraux (peut-être à partir du 14 janvier). Dans cette perspective, l'U.C.T. a inscrit à l'ordre du jour de son comité national du samedi 7 janvier la désignation de la délégation qui entrera M. Mandinaud.

AGRICULTURE

Manifestations d'agriculteurs. — A Moutiers (Savoie), quelque sept cents agriculteurs de Savoie, de Haute-Savoie et de l'Isère ont manifesté, mercredi 4 janvier, pour réclamer la réévaluation des aides à l'agriculture de montagne, inchangées depuis 1972, et l'étude de dispositions pour éviter le dépeuplement des villages et des vallées en haute montagne. Près de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), une cinquantaine de producteurs de lait ont bloqué l'entrée d'une laiterie de Viel-Moutier pour protester contre la « taxe de coresponsabilité » sur le lait (le Monde du 29 décembre 1977).

Polémique entre éleveurs et vétérinaires. — Les dirigeants des syndicats de vétérinaires ont estimé récemment que les éleveurs maîtrisent mal les problèmes sanitaires, surtout dans

les élevages industriels qualifiés de « concentrationnaires » qu'ils pratiquent un « mélange médicamenteux » (antibiotiques et antibiotiques) précoce pour la qualité de la viande. Les vétérinaires ont regretté notamment que, en dépit de la sur la pharmacie vétérinaire (1975), trop de dérogations soient accordées aux groupements producteurs qui peuvent ainsi prouver des médicaments sans ordonnance.

Répète de la Confédération nationale de l'élevage (C.N.E.) ces accusations « sont parfaitement injustifiées », il s'agit « d'une opération publicitaire faite sur le dos des éleveurs ». Dans l'intérêt du consommateur la C.N.E. estime « logique que les groupements d'éleveurs disposent des moyens prophylactiques nécessaires ».

Chemical Bank a maintenant sa propre banque d'affaires internationale

London Multinational Bank Limited est devenue filiale à part entière de la Chemical Bank et s'appelle désormais Chemical Bank International Limited.

CHEMICAL BANK INTERNATIONAL LIMITED

1 Union Court, Old Broad Street, London EC2N 1EA.
Telephone: 01-283 8171 Telex: 883615/6

THIS ANNOUNCEMENT APPEARS AS A MATTER OF RECORD ONLY



AFRICAN DEVELOPMENT BANK

U.S. \$125,000,000
Long-Term Credit Facility

- MANAGED BY
- Chase Manhattan Limited
 - The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited
 - Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG - Dresdner Bank International - Midland Bank Limited
 - First Boston (Europe) Limited
 - Standard Chartered Merchant Bank Limited
 - Crédit Commercial de France
 - Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

- CO-MANAGED BY
- The Tokai Bank, Limited
 - First National Boston Limited
 - Banque Worms
 - Provincial Bank of Canada International Limited
 - Banque Européenne de Tokyo
 - Banque Intercontinentale Arabe
 - DG BANK Deutsche Genossenschaftsbank

- FINANCED PRIMARILY BY
- The Chase Manhattan Bank, N.A.
 - Standard Chartered Bank Limited
 - Midland Bank Limited
 - The Tokai Bank, Limited
 - Crédit Commercial de France
 - Banque Européenne de Tokyo
 - Banque Intercontinentale Arabe
 - DG BANK Deutsche Genossenschaftsbank
 - The Industrial Bank of Korea, K.S.C.
 - Banque Worms
 - The Fuji Bank, Limited
 - Williams & Glyn's Bank Limited
 - Banque Intercontinentale pour l'Afrique Occidentale (BIAO)
 - The Mizutani Bank, Limited
 - Amex Bank Limited
 - Associated Japanese Bank International Limited
 - The Sumitomo Trust and Banking Co., Ltd
 - Union Méditerranéenne de Banques
 - The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited
 - Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG
 - Dresdner Bank International - USAN-Arab Japanese Finance Limited
 - The First National Bank of Boston
 - Barclays Bank International Limited
 - European American Bank and Trust Co.
 - Provincial Bank of Canada International Limited
 - Société Générale de Banque S.A.
 - Banque Française du Commerce Extérieur
 - Kuwait Foreign Trading Contracting & Investment Co. (S.A.K.)
 - The Taiyo Koba Bank, Limited
 - Arab African Bank - Cairo
 - Banque Bruxelles Lambert S.A.
 - Crédit Chimique
 - USAF Bank Limited

MEMBER BANK
The Chase Manhattan Bank, N.A.

30 DECEMBER 1977

مركزنا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 4 JANVIER

Mercredi noir Nouvelle poussée de l'or

Amorces mardi, la chute des valeurs françaises s'est subitement aggravée, mercredi, à la Bourse de Paris...

Aucun comportement n'a échappé au mouvement de repli général des principales valeurs...

Sur la veille, le baisse du dollar reste en grande partie l'origine de cette déroute...

Pour quasi traditionnelle, la chute des actions a coincidé avec une véritable envolée des cours de l'or...

NEW-YORK

Nouvelle baisse

Encore une mauvaise séance pour Wall Street. La brusque et forte remontée du dollar...

LONDRES

Nouvelle avance

Encouragé par l'intervention américaine sur le dollar, le marché poursuit son avance...

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Valeurs, Clôture. Rows include Coteaux, Coteaux, etc.

INDICES QUOTIDIENS (Base 100 = 30 déc. 1972.)

Table with 2 columns: Valeurs, Clôture. Rows include Coteaux, Coteaux, etc.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with 2 columns: Valeurs, Clôture. Rows include Coteaux, Coteaux, etc.

Taux du marché spot

Table with 2 columns: Valeurs, Clôture. Rows include Coteaux, Coteaux, etc.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Valeurs, Clôture. Rows include Coteaux, Coteaux, etc.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Valeurs, Clôture. Rows include Coteaux, Coteaux, etc.

BOURSE DE PARIS - 4 JANVIER - COMPTANT

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various stocks and bonds.

MARCHÉ A TERME

Table with multiple columns: Valeurs, Précéd. Dernier cours. Rows include various financial instruments.

VALEURS

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various international and domestic stocks.

MARCHÉ A TERME

Table with multiple columns: Valeurs, Précéd. Dernier cours. Rows include various financial instruments.

COTE DES CHANGES

Table with multiple columns: Valeurs, Précéd. Dernier cours. Rows include exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with multiple columns: Valeurs, Précéd. Dernier cours. Rows include gold prices and other market data.

RÉUNIFICATION

son de l'U.C.T.

té national de la C.G.

Le mouvement de la centrale de Gramont. En ce qui concerne les élections de base...

Après la victoire, le conseil de la centrale de Gramont...

Après la victoire, le conseil de la centrale de Gramont...

Après la victoire, le conseil de la centrale de Gramont...

Après la victoire, le conseil de la centrale de Gramont...

Après la victoire, le conseil de la centrale de Gramont...

Après la victoire, le conseil de la centrale de Gramont...

Après la victoire, le conseil de la centrale de Gramont...

